

Histoire urbaine

Cyrille Aillet
Thierry Allain
Teresa Bertilotti
Michel Bochaca
Christelle Brun
Guy Brunet
Pascal Buresi
Youri Carbonnier
Jean-Michel Carrié
Vanessa Caru
Simona Cerutti
Laurent Coudroy de Lille
Hélène Dessales
Géraldine Djament-Tran
Sylvia Estienne
Laurent Fourchard
Elena Frangakis-Syrett
Claire Fredj
Stéphane Gal
Alain Hugon
Vincent Lemire
Philippe Leveau
Federica Masè
Paul Pasquali
Jacques Rougerie
Laurent Vidal
Pascal Vuillemin
Anne Wegener Sleeswijk

Comptes rendus

Jean-Luc Arnaud*Analyse spatiale, cartographie et histoire urbaine*

Marseille/Aix-en-Provence, Éditions Parenthèses/Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2008, 233 p.

Ce manuel d'analyse spatiale pour historiens vise à combler une lacune historiographique afin de « promouvoir un renouvellement des pratiques de l'histoire urbaine » (p. 219). Son originalité réside dans l'articulation et l'adaptation à l'histoire de méthodes empruntées à des disciplines voisines.

Cet ouvrage de synthèse, structuré par un plan par approfondissement en quatre chapitres, commence par présenter les différentes méthodes d'investigation de l'espace urbain. L'analyse morphologique que les architectes utilisent à l'échelle du bâtiment se trouve convoquée comme outil d'analyse de la « partie de ville ». Curieusement, elle n'est pas rapportée au commentaire de cartes pratiqué par les géographes. L'analyse spatiale définie comme « un ensemble de démarches qui visent à décrire et à restituer l'organisation des structures matérielles de l'espace et les manières dont il est occupé et/ou représenté » (p. 139) renvoie aux acquis de la « nouvelle géographie ». Cependant, les références privilégient non pas le courant dominant de l'analyse spatiale urbaine, qui s'identifie en France à l'école de Denise Pumain (dont les travaux – et notamment la collaboration avec Bernard Lepetit¹ – sont toutefois mentionnés), mais les écrits d'un géographe proche de l'histoire, Marcel Roncayolo. En effet, l'analyse spatiale se trouve ici appliquée dans le passé et surtout dans une perspective diachronique. En outre, le recours à l'analyse spatiale ne constitue pas

une fin, mais un moyen de « guider l'investigation des sources » (p. 139).

Aussi le deuxième chapitre présente-t-il les sources spécifiques de l'histoire urbaine. Jean-Luc Arnaud privilégie les cartes anciennes à travers un appareil iconographique exceptionnellement développé et soigneusement commenté, dont on appréciera la fonction pleinement démonstrative et non simplement illustrative (même si le noir et blanc et surtout l'absence de table des figures sont dommageables). Les éléments d'histoire de la cartographie urbaine fournis guident l'investigation des sources non textuelles.

Le troisième chapitre se trouve ainsi consacré aux méthodes et techniques de l'analyse spatiale. J.-L. Arnaud écarte délibérément les traitements trop sophistiqués qui lui apparaissent inadaptés aux données structurellement lacunaires de l'histoire. Considérant « l'expression cartographique » comme « l'outil principal de l'analyse spatiale en histoire » (p. 42), il incite les historiens à s'initier à la sémiologie graphique et à utiliser l'opportunité offerte par la démocratisation de l'informatique, et notamment des systèmes d'information géographique. Il met toutefois en garde contre une surestimation des outils techniques, critiquant ainsi implicitement une dérive de la géographie quantitative contemporaine. Le doctorant en histoire urbaine ou le chercheur soucieux de s'initier aux nouvelles méthodes interdisciplinaires sera guidé dans son travail de terrain, dans son traitement statistique et/ou cartographique des sources, à la fois par un panorama des différentes pratiques et par des conseils très concrets (concernant par exemple l'usage du calque ou des logiciels).

L'ouvrage ne se contente pas de cette vocation pédagogique, d'ailleurs très utile,

mais s'ouvre sur les perspectives d'application de l'analyse spatiale en histoire urbaine. Il montre comment l'identification des structures spatiales par induction morphologique permet, en complément ou en l'absence de sources textuelles, de différencier et de dater les espaces urbains. Il offre en la matière un modèle de raisonnement rigoureux, conscient de ses présupposés comme de ses limites. Les décalages de temporalités entre structures matérielles et formes urbaines d'une part, fonctions et représentations de l'espace d'autre part, conduisent en outre J.-L. Arnaud à soulever la question, fondamentale pour l'histoire urbaine, des modes de production de l'espace, dans la lignée implicite des travaux du philosophe et sociologue Henri Lefebvre. Si l'on peut regretter le hiatus qui existe entre ces remarques théoriques générales concernant l'ensemble de la ville et l'échelle locale privilégiée dans l'analyse des exemples, on retiendra la conception conclusive de l'espace comme « indicateur synthétique » (p. 219) des transformations des sociétés urbaines.

Au total, cette synthèse, servie par un va-et-vient systématique entre généralités et études de cas empruntées prioritairement à la culture encyclopédique d'un spécialiste du Proche-Orient et notamment de Damas², propose une importation convaincante de l'analyse spatiale en histoire urbaine. Son orientation nomothétique pourrait être complétée par une référence à la chrono-chorématique urbaine proposée par le Centre national d'archéologie urbaine (CNAU), qui relève d'une analyse spatio-temporelle inspirée des travaux de modélisation graphique du géographe Roger Brunet.

Par-delà sa dimension typologique, qui en fait un manuel auquel se reporter régulièrement plus encore qu'à lire, ce livre-carrefour en appelle à la création d'un espace interdisciplinaire et comparatiste de recherche. On ne peut que souhaiter l'utilisation à plus grande échelle des méthodes ici présentées, afin de mieux « comprendre les mécanismes suivant lesquels la ville se fait sur la ville » (p. 166).

1 - Bernard LEPETIT et Denise PUMAIN (dir.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993.

2 - Jean-Luc ARNAUD (dir.), *L'urbain dans le monde musulman de Méditerranée*, Paris/Tunis, Maisonneuve et Larose/IRMC, 2005.

Henri Garric

Portraits de villes. Marches et cartes : la représentation urbaine dans les discours contemporains

Paris, Honoré Champion, 2007, 571 p.

Cet ouvrage copieux tiré d'une thèse de littérature comparée analyse « la représentation urbaine dans les discours contemporains ». Son projet consiste d'abord à combler une lacune de la critique littéraire portant sur la ville : il interroge non pas les contenus des représentations urbaines, ni même la construction des images et des imaginaires urbains, mais cherche plus fondamentalement à déterminer « quand il y a ville en littérature », afin de « proposer des prolégomènes à toute étude future sur 'la ville en littérature' » (p. 12). L'auteur mobilise dans cette perspective un corpus emprunté aux littératures française, américaine et secondairement espagnole, dont il est spécialiste, qui fait l'objet d'analyses stylistiques et structurelles fouillées. Mais ce travail comparatiste interpelle bien au-delà de son champ disciplinaire par une ambitieuse problématique épistémologique : « dire [...] ce qu'est la ville comme représentation » (p. 14) en général, qui implique une « excursion dans les sciences humaines » (p. 15). Ce choix procède d'une réflexion sur l'identification métaphorique de la ville au livre depuis le XIX^e siècle, et plus profondément d'une conception de la littérature, héritée de Jean Bessière, à la fois comme monument et comme document. Il implique le rassemblement audacieux d'un corpus hétérogène qui fait dialoguer des images, des textes littéraires et des textes scientifiques.

La première partie, la plus dense, pose les jalons d'« une histoire de la représentation urbaine » (p. 13) qui se nourrit de références à l'histoire de l'art (notamment à Louis Marin), à la philosophie et à la géographie. Si l'ancrage de la représentation de la ville dans une ébauche de phénoménologie du vécu urbain

semble peu convaincant, la « petite histoire de la ville comme image » (p. 36) qui suit constitue une incursion très intéressante dans l'histoire de la cartographie, servie par un livret central d'illustrations. Henri Garric applique à la ville les théories du paysage et montre comment, à partir de « l'incapacité médiévale à représenter la ville » (p. 38), s'élabore le portrait de ville pictural, qui connaît son apogée au XVI^e siècle. Cette généalogie débouche sur l'hypothèse stimulante de « types constants » (p. 71) des représentations urbaines dans notre civilisation depuis l'époque moderne : l'attribution urbaine (ou désignation de la ville par son nom), la carte et le parcours. La tension entre les deux derniers types, l'un statique et impersonnel, l'autre dynamique et subjectif, fournit son sous-titre à l'ouvrage dont il constitue un leitmotiv. La fin de la partie retrace la « transposition » des types de représentations élaborées dans le domaine pictural dans le portrait littéraire de ville, qui se développe à partir du XVII^e siècle et qui trouve ses paradigmes dans le *Tableau de Paris* de Louis-Sébastien Mercier et les *Promenades dans Rome* de Stendhal, puis dans le roman réaliste du XIX^e siècle.

Les trois parties suivantes montrent à la fois la persistance des représentations urbaines héritées et la crise induite par la « mort de la ville » (Françoise Choay) dans les discours contemporains. H. Garric analyse les conséquences du décalage entre l'image et l'évolution réelle de la ville, marquée par le démantèlement des remparts, l'haussmannisation, la croissance démographique et spatiale. Tandis que le portrait de ville reste fidèle à la tradition en évacuant la « révolution urbaine » (H. Lefebvre), les monographies rendent compte de cette dernière au prix d'une large évacuation de la représentation. On pourra regretter que la comparaison de corpus américains et français ne débouche pas sur une confrontation aux référentiels de la ville américaine, plus précocement et plus amplement périurbanisée, et de la ville européenne. Enfin, le roman contemporain est présenté comme le seul « discours qui affronte la contradiction même de la représentation urbaine contemporaine » (p. 370). À partir des œuvres de William Kennedy, Juan Goytisolo et François Bon,

H. Garric souligne le lien entre crise du roman et crise urbaine. Mais, alors que son analyse littéraire de la déconstruction est poussée, le « règne » moderne « de l'urbain » – pour reprendre la formule de F. Choay qui n'est étonnamment pas citée – se trouve largement réduit à des lieux communs qui en dénoncent l'uniformité voire l'inhumanité.

Les sciences humaines seront particulièrement attentives à la troisième partie qui tente une « étude poétique des monographies urbaines ». Cette lecture décalée, qui s'appuie sur les travaux de Paul Ricœur, de Michel de Certeau et dans une moindre mesure de Paul Veyne, interroge l'écriture des sciences humaines, point aveugle de la critique littéraire. La confrontation entre le portrait de ville et la monographie urbaine, son « symétrique du côté de la science urbaine » (p. 143), met en évidence la « réforme » radicale que ces dernières proposent de la tradition de représentation urbaine, qui ne fait retour que sous des formes ambiguës et marginales. La monographie urbaine apparaît ainsi caractérisée par le recours à une « forme propre de référence », « la référence documentée » (p. 368), par le positionnement au sein d'une communauté scientifique propre et par l'usage de la modélisation qui évacue largement la carte et le parcours. Cependant, H. Garric omet de façon très surprenante de confronter ces types aux pratiques scientifiques du commentaire de cartes et du terrain. Cet essai manque en outre d'un développement consacré aux premières grandes monographies urbaines (Raoul Blanchard, pionnier pour la géographie française, est même totalement oublié), ainsi que d'une tentative de différenciation disciplinaire au sein des dix-huit études d'histoire, de sociologie et de géographie analysées dans le détail.

Au total, cet ouvrage soulève de nombreux problèmes de méthode tout en ouvrant des pistes variées pour une étude interdisciplinaire de la ville. Son enquête foisonnante gagnerait à être étendue, comme l'auteur y invite lui-même, à un corpus littéraire, esthétique ou scientifique plus vaste. Ainsi, l'œuvre de l'allemand Winfried Georg Sebald, sensible à la question *De la destruction*, pour reprendre le titre de l'un de ses ouvrages, permettrait d'approfondir l'analyse des rapports entre

texte et image. De même, les arts plastiques contemporains fourniraient de nombreux exemples, à commencer par les manipulations cartographiques, de déconstruction des représentations urbaines.

Plus fondamentalement, ce livre hybride aborde d'un point de vue littéraire des questions épistémologiques majeures : la représentation et l'écriture des sciences humaines. Sa problématique foucauldienne attire l'attention des sciences urbaines sur leur ancrage dans des traditions non scientifiques et devrait susciter un riche dialogue avec des sciences sociales qui étudient de plus en plus les représentations de la ville, à partir de sources parfois littéraires.

GÉRALDINE DJAMENT-TRAN

Gregory S. Aldrete

Floods of the Tiber in ancient Rome

Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2007, XVIII-338 p.

Dès 1952, dans une monographie consacrée au Tibre. *Fleuve de Rome dans l'Antiquité*, Joël Le Gall dressait une liste des inondations qui touchèrent la ville de Rome dans l'Antiquité. Mais, dans l'histoire, le Tibre a été surtout envisagé soit comme un obstacle à franchir dans l'espace urbain ou sur la route reliant l'Étrurie à la Campanie, soit comme l'artère fluviale essentielle au ravitaillement de la mégapole impériale. On doit au nouvel intérêt porté à l'environnement l'ouvrage que Gregory Aldrete vient de consacrer aux inondations qui l'affectèrent.

Le dossier y est traité de manière systématique en allant de l'exposé des faits – les caprices d'un fleuve méditerranéen – à la manière dont les contemporains les ont vécus. Un premier chapitre est consacré aux sources écrites qui ont permis d'établir la liste des inondations et à la topographie du site qui a conditionné l'extension de chacune. Le deuxième chapitre traite des caractéristiques hydrologiques des inondations (durée, saisonnalité, rythme et magnitude à Rome). Les deux chapitres suivants portent sur les effets de la crue, à court et moyen termes sur la vie quotidienne par les dommages et les destruc-

tions et à plus long terme sur le bâti et le ravitaillement alimentaire. Les mesures prises par le pouvoir impérial pour contrôler l'inondation et en atténuer les dommages sont étudiées dans un cinquième chapitre. L'analyse de la psychologie du risque fluvial est plus difficile. Dans le chapitre six, G. Aldrete l'aborde à partir des données matérielles relatives à la localisation des édifices publics et privés affectés, qu'il complète par l'examen des attitudes religieuses liées à la divinisation du fleuve. Trois annexes apportent des précisions complémentaires. La première fournit la liste des principales inondations du Tibre entre 414 av. J.-C. et 2000. La deuxième récapitule les travaux modernes d'endiguement du fleuve. La troisième est consacrée aux recherches hydrologiques italiennes récentes. Des notes et une bibliographie complètent une information qui, dans l'ensemble, reste très générale.

Par rapport au livre de J. Le Gall et aux études italiennes plus récentes sur un sujet très présent dans l'histoire de la ville, la nouveauté principale de cet ouvrage est la mise à jour de la documentation publiée sur les monuments urbains depuis une cinquantaine d'années et leur mise en contexte topographique. La continuité de l'occupation urbaine rendait difficile la restitution des courbes des niveaux antiques permettant de définir l'extension de l'inondation dans la ville. Pour contourner la difficulté, les archéologues qui se sont intéressés à la question ont utilisé la topographie moderne en tenant compte de l'apport de matériaux depuis les temps antiques. L'exhaussement a été évalué à cinq mètres environ. Cette correction autorise la construction de cartes de l'extension de l'inondation en fonction d'une hauteur de crue évaluée à partir des sources écrites. Il s'agit donc au mieux d'une modélisation qui, si elle ne décrit la réalité des crues effectivement subies, n'en constitue pas moins une première approche de la question. Il faut maintenant souhaiter que des archéologues formés à l'identification et à la lecture de l'inondation dans les stratigraphies urbaines s'emparent du sujet et entreprennent d'en lire véritablement l'effet sur l'habitat. Permise par le développement récent de ce nouvel outil de recherche qu'est la géoarchéologie fluviale¹, une telle lecture pourra s'appuyer sur cette modélisation.

En attendant, celle-ci constitue une précieuse référence pour ceux qui s'intéressent à la gestion de l'espace fluvial dans d'autres villes romaines implantées au bord de cours d'eau mais pour lesquelles les sources écrites font défaut. L'excellence de l'hydrologie antique a été reconnue depuis longtemps. Mais J. Le Gall pensait qu'elle était accompagnée de connaissances théoriques médiocres. L'idée que les ingénieurs de l'époque aient pu avoir une vision globale du fonctionnement hydrologique d'un bassin fluvial pouvait paraître entachée de modernisme. Mais les faits sont là. Dans la ville même de Rome, le chenal fluvial et les rives du Tibre ont été aménagés et entretenus de façon à faciliter l'écoulement des crues. À l'aval, un canal a été creusé dans le courant du I^{er} siècle pour en favoriser l'évacuation vers le delta. À l'amont, les interventions envisagées dans l'Apennin – mais non réalisées – supposent une idée précise et moderne de la gestion d'un bassin fluvial : protéger la ville en permettant en amont l'expansion de la crue. Le livre de G. Aldrete contribuera donc à accréditer l'idée que, dès l'Antiquité, le risque fluvial – un risque environnemental majeur – a bien fait l'objet d'une gestion fondée sur la perception de ce qu'était un système fluvial.

Rome n'est pas la première ville antique où ont été identifiées des politiques de prévention du risque fluvial. Les civilisations de Mésopotamie en ont offert des exemples plus anciens. Mais c'est celle qui a fourni la plus longue série de données relatives à l'inondation. La courbe bimillénaire de ses inondations n'a pas manqué d'attirer l'attention des naturalistes à la recherche de « proxys data » utilisables dans des reconstitutions du climat aux époques historiques. C'est dans ce contexte que se situe le débat suscité par le remarquable pic que présente la courbe à l'époque augusto-tibérine. Sensible aux causes humaines de l'inondation – en particulier la déforestation –, G. Aldrete hésite à se prononcer en faveur d'une origine climatique. C'est pourtant de ce côté, me semble-t-il, qu'il faut rechercher une explication. Les contemporains auxquels ce concept était évidemment étranger incriminaient les drainages réalisés deux siècles plus tôt dans l'Apennin. Pour retenir la crue

et satisfaire une opinion publique inquiète, les autorités avaient proposé de détruire des aménagements hydrauliques du haut Tibre. J. Le Gall, qui savait qu'en absorbant les eaux qui tombent dans ce secteur de la massif le karst joue naturellement un rôle d'éponge et atténue la crue, concluait à l'ignorance des Romains en termes d'hydrologie. La réalité est plus complexe. Cette affaire présente en effet une grande analogie avec ce qui est arrivé dans les Alpes à la fin du XIX^e siècle. L'historien du climat Christian Pfister a en effet montré que la législation contraignante imposée aux montagnards n'était pas la vraie raison de la diminution des inondations qui avaient affecté les villes sur le piémont du massif alpin. Sans doute le déboisement était-il une réalité. Mais la cause principale de la répétition des inondations catastrophiques était une oscillation climatique amenant une augmentation de la pluviosité².

PHILIPPE LEVEAU

1 - Anthony G. BROWN, « Geoarchaeology, the four dimensional (4D) fluvial matrix and climatic causality », *Geomorphology*, 101, 2008, p. 278-297.

2 - Philippe LEVEAU, « Les inondations du Tibre à Rome : politiques publiques et variations climatiques à l'époque romaine », in E. HERMON (dir.), *Vers une gestion intégrée de l'eau dans l'Empire romain*, Rome, L'Erma di Bretschneider, 2008, p. 17-146.

Alain Veyrac

Nîmes romaine et l'eau

Paris, CNRS Éditions, 2006, 424 p.

Si les études sur les aménagements hydrauliques du monde romain se sont considérablement développées au cours des dernières années, il n'existait jusqu'à présent aucune synthèse sur la gestion de l'eau à l'échelle d'un espace urbain déterminé, à l'exception des travaux conduits à Ostie¹. Le projet d'Alain Veyrac apparaît donc exemplaire à plusieurs titres. Tout d'abord, il présente l'intérêt de préciser nos connaissances sur une ville « secondaire » de l'Empire romain, qui a toutefois fait l'objet d'une longue tradition érudite et qui doit notamment sa célébrité à plusieurs

ouvrages hydrauliques, parmi lesquels le fameux pont du Gard, sur le tracé de l'aqueduc qui la desservait. Par ailleurs, il offre une vision globale et diachronique de la ville de Nîmes, dont l'origine s'explique par la présence d'une source remarquable dédiée au dieu éponyme de la cité, *Nemausus*. Enfin, elle permet d'appréhender différentes facettes de l'espace urbain en associant une analyse très précise du réseau d'adduction hydraulique, en fonction des diverses ressources locales, à un examen systématique du réseau d'évacuation des eaux usées. Ces deux aspects, pourtant complémentaires, sont rarement envisagés de façon conjointe dans les études consacrées à l'hydraulique urbaine romaine. Grâce au suivi précis des opérations archéologiques les plus récentes et à des recherches archivistiques systématiques, l'ouvrage livre donc un inventaire archéologique des installations hydrauliques qui permet d'aboutir à un tableau complet de la maîtrise de l'eau dans l'espace urbain nîmois. Organisé en neuf chapitres, le plan adopté retrace, de façon logique, les processus de la gestion hydraulique : facteurs naturels et humains, modes d'approvisionnement et de distribution (sources, puits, aqueducs), établissements consommateurs, drainage et évacuation des eaux. La documentation iconographique est fournie et de bonne qualité, avec de nombreuses photographies de l'auteur.

S'étendant sur 220 ha et pouvant compter 20 000 habitants environ, l'agglomération romaine de *Nemausus* bénéficie d'un contexte hydrologique exceptionnel par rapport à d'autres sites du bassin méditerranéen, avec la présence d'une exsurgence pérenne, objet de pratiques culturelles dès le III^e siècle av. J.-C. et mise en valeur avec la construction d'un sanctuaire au début du I^{er} siècle av. J.-C. La réhabilitation de la source en 1730, alors intégrée dans le complexe paysager des jardins de la Fontaine, a partiellement détruit les aménagements antiques. Un des principaux apports de l'ouvrage est d'en avoir très précisément restitué l'évolution et le fonctionnement original, grâce aux informations fournies par des documents du XVIII^e siècle, restés en grande partie inédits. Ainsi, est mise en évidence une adduction qui, depuis le bassin de la source, alimentait la partie basse de la ville. Caracté-

sée par une nappe phréatique peu profonde, Nîmes a pour autre particularité de présenter un des plus grands nombres de puits jamais recensés pour une ville romaine ; cette omniprésence, associée au rôle de la source de la Fontaine, explique pourquoi l'eau pluviale ne faisait pas l'objet de collecte dans l'espace urbain, seules quatre citernes ayant pu être identifiées.

À une époque ultérieure, vraisemblablement au milieu du I^{er} siècle apr. J.-C., la ville se dote d'un deuxième dispositif d'alimentation sous pression, avec la construction d'un aqueduc captant une source à Uzès, qui aurait fonctionné jusqu'au VI^e siècle. L'étude d'A. Veyrac permet ainsi de compléter en contexte urbain la magistrale publication collective sur cet aqueduc². Cette nouvelle construction permettait une distribution de l'eau sous pression dans la partie haute de la ville, que la source de la Fontaine ne pouvait desservir de façon gravitaire. L'analyse du réservoir répartiteur, le *castellum aquae*, dans lequel aboutissait l'aqueduc, renouvelle largement notre connaissance du monument. On retiendra notamment que la distribution des eaux, à partir de dix tuyaux de plomb, n'était pas hiérarchisée en fonction des usages, comme le préconisait Vitruve, mais qu'elle s'organisait par quartiers. Les découvertes numismatiques de l'auteur permettent de retenir une datation du règne de Claude pour la mise en fonction du bâtiment, qui confirme la chronologie proposée par les fouilles de l'aqueduc extra-urbain. On regrettera seulement que l'analyse technique n'ait pas été davantage mise en perspective avec d'autres monuments similaires du monde romain et que l'auteur applique sans réserve les schémas d'organisation observés à Pompéi, dont on sait pourtant qu'ils ne sauraient être envisagés de façon normative (notamment en raison du fort dénivelé de cette ville, deux fois supérieur à celui de Nîmes). Un second aqueduc est mis en évidence à partir des données anciennes, dans la partie basse de la ville. Circulant en plaine, il aurait alimenté la proche campagne mais son usage reste énigmatique.

L'analyse du réseau de distribution apporte de nombreuses indications techniques, notamment en ce qui concerne les tuyaux de plomb

dont le réseau couvrait presque toute l'étendue de la ville. Ils étaient le plus souvent placés en pleine terre, mais pouvaient aussi être insérés dans des caissons maçonnés ou encore dans de véritables galeries techniques servant de collecteur pour les eaux usées (selon un système courant, bien mis en évidence sur le site de Saint-Romain-en-Gal depuis la parution de cet ouvrage). Dans ce dossier en particulier, comme dans la totalité de l'ouvrage, la terminologie latine est malheureusement mal maîtrisée, les sources littéraires et épigraphiques, citées de seconde main, donnant lieu parfois à des interprétations très discutables.

Ce réseau de canalisations aboutissait principalement dans des fontaines et bassins, dont peu de témoignages ont été retrouvés. Une étude intéressante du décor statuaire des fontaines est proposée, mettant en évidence le rapport avec les modèles italiques. Parmi les autres bâtiments consommateurs, les thermes sont privilégiés (l'identification de certains vestiges reste toutefois peu convaincante, lorsqu'il pourrait seulement s'agir de salles chauffées). D'autres structures liées à la distribution de l'eau sont rapidement esquissées, latrines et « éviers poubelles », dispositifs de lutte contre les incendies et installations artisanales.

Autre volet très important de ce travail, l'étude complète du réseau d'assainissement et d'évacuation constitue une des premières du genre à cette échelle. Deux études de cas permettent d'appréhender la gestion de l'eau dans des complexes spécifiques : le *forum*, caractérisé par un réseau d'assainissement exemplaire, et l'amphithéâtre, doté de 120 latrines et de trois égouts annulaires. A. Veyrac relève avec grande précision la maîtrise des constructeurs dans les dispositifs d'évacuation de cet édifice, dont il souligne la parenté avec celui d'Arles, de peu antérieur.

À l'échelle de la ville, le dispositif destiné au drainage des eaux dans les secteurs d'habitat situés sur les collines est tout d'abord clairement mis en évidence, puis également observé dans les parties en plaine : de grands collecteurs, généralement voûtés et implantés sous les axes viaires, longeaient au total sept grands bassins d'égouts, dont ils récoltaient les eaux usées et de ruissellement par l'intermédiaire de canalisations hiérarchisées. Le nettoyage

était assuré par le flot continu de la source de la Fontaine et, plus tard, par le trop-plein de l'aqueduc, l'ensemble des eaux usées se déversant en contrebas dans la rivière du Vistre. Le surdimensionnement des branches principales des collecteurs, établis à l'emplacement des écoulements naturels, témoigne de la prise en compte du risque d'inondation par les ingénieurs romains. L'étude des techniques de construction fait apparaître un projet cohérent et unitaire qui, associé à la mise en place des remparts et des axes viaires, s'intègre à un ample programme urbain d'époque augustéenne. Ainsi, grâce à une exploration systématique de toutes les canalisations souterraines, l'auteur a su convertir ces « dessous » de la ville, ingrats au premier abord, en témoignages de l'histoire urbaine. Certains points auraient cependant pu être davantage développés : interactions entre espace privé et domaine public, distinction des maîtrises d'ouvrage, évaluation des volumes d'eau disponibles en contexte d'habitat afin de préciser le rôle de chacun des modes d'approvisionnement. Mais ce sont là autant d'appels à poursuivre l'enquête, dans la lignée de ce riche et stimulant état des lieux.

HÉLÈNE DESSALES

1 - Maria Antonietta RICCIARDI, *La civiltà dell'acqua in Ostia Antica*, éd. par V. Santa Maria Scrinari, Rome, Palombi, 1996-1997, 2 vol.

2 - Guilhem FABRE, Jean-Luc FICHES et Jean-Louis PAILLET (dir.), *L'aqueduc de Nîmes et le pont du Gard. Archéologie, géosystème, histoire*, Paris, CNRS Éditions, [1991] 2000.

Pascale Ballet, Nadine Dieudonné-Glad et Catherine Saliou (dir.)

La rue dans l'Antiquité. Définition, aménagement et devenir de l'Orient méditerranéen à la Gaule

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, 361 p.

La rue dans l'Antiquité a rarement constitué un objet d'études à part entière ; à cet égard, la réflexion historiographique menée par Hélène Dessales sur les rues de Pompéi est particuliè-

rement révélatrice des perspectives dans lesquelles s'est longtemps inscrite l'analyse des rues antiques, le plus souvent subordonnée à l'étude générale de l'urbanisme ou, plus récemment, envisagée seulement à travers le prisme des manifestations qui s'y déroulent¹.

Le présent ouvrage a l'ambition d'étudier la rue non comme un axe de circulation ou un lieu de sociabilité, mais comme un espace concret dont il s'agit de préciser la définition, d'étudier les aménagements et d'envisager les évolutions. Trente-sept communications sont réparties en deux grandes parties légèrement inégales. La première, intitulée « Approches », regroupe quatorze communications abordant la rue selon un angle thématique, mais à partir d'exemples précis pris dans une ample fenêtre chronologique et géographique (de Mari à Byzance). La seconde, intitulée « Études de cas », réunit vingt-trois dossiers archéologiques consacrés pour l'essentiel aux rues des agglomérations de l'Orient hellénistique et romain et de la Gaule romaine.

La rue est un objet difficile à saisir dans les représentations antiques elles-mêmes : elle échappe en partie à la définition de la cité selon Philippe-Alexandre Broder. L'analyse du vocabulaire grec, menée par Julien du Bouchet, fait apparaître une hiérarchisation complexe et montre que la rue est étroitement associée à la notion de quartier, ce qui aurait peut-être mérité de plus amples développements. Si la rue ne constitue pas une notion juridique autonome, une analyse serrée de textes du *Digeste* permet à Catherine Saliou de montrer comment elle est pensée par les juristes, dans la tension entre « deux pôles de définition de l'espace public, le statut du sol et l'usage » (p. 68), entre le fait et le droit. Audrey Bertrand en s'interrogeant sur les multiples témoignages d'interaction entre la rue et les lieux de culte dans les villes romaines met en lumière la porosité des dispositifs liminaires.

À partir des exemples de Mari et d'Emar, Jean-Claude Margueron et Béatrice Muller soulignent que c'est essentiellement à travers sa fonctionnalité que la rue antique peut être définie. Quel que soit le cadre urbanistique, les multiples dispositifs mis en œuvre (empierrement, dallage, égout central, chaussée absorbante, trottoirs, escaliers, etc.) témoignent des

contraintes pratiques auxquelles l'espace de la rue est soumis et la diversité des réponses invite les chercheurs à ne pas s'en tenir à des conceptions trop théoriques. Grégory Marouard met ainsi en évidence que, dans un village égyptien, l'inexorable ensablement conduit à la surélévation des portes d'entrée et à la mise en place de murets « pare-sable » au détriment de la circulation elle-même ; tandis qu'en Lozère, dans la capitale des Gabales, les règles de l'urbanisme romain s'adaptent aux réalités climatiques avec l'aménagement d'une « roubine », un chemin creux destiné à canaliser les eaux torrentielles lors des orages saisonniers, selon l'interprétation d'Alain Trintignac.

L'aménagement des rues pose nécessairement la question des rapports entre public et privé, entre autorités et riverains. Deux types d'aménagements donnent lieu à réflexion : l'habillage monumental des rues et la circulation de l'eau.

La fonction des rues à colonnades de l'Orient romain, à Palmyre, Gerasa ou Petra, suscite encore des interrogations ; Marianne Tabaczek souligne que si leur conception suppose une planification générale, l'analyse de la construction révèle cependant la diversité et l'éventuelle discontinuité des chantiers, pris en charge par différents bienfaiteurs, parfois sur plusieurs générations. L'entretien sur le long terme de cette parure urbaine, mis en évidence par Zbigniew Fiema, témoigne du rôle actif des riverains. Ce type de dossiers conduit également Jacques Seigne à réfléchir aux dynamiques de hiérarchisation des axes de circulation. En Lycie, les gradins en bordure de certaines rues de cités grecques n'ont pas qu'une simple fonction esthétique, identifiant un axe majeur, mais caractérisent pour Laurence Cavalier et Jacques Des Courtils des voies processionnelles dont la fonction doit être réévaluée. Moins monumentaux, les dispositifs de certaines artères gauloises étudiés par Géraldine Alberti sont également le fruit d'une collaboration entre autorités municipales et riverains, tant pour la construction que pour l'entretien ; les portiques mis au jour par Nathalie Dieudonné-Glad dans une agglomération secondaire sont le signe d'une urbanisation concertée relativement exceptionnelle. À Saint-Romain-en-Gal,

Laurence Brissaud montre bien comment la rue du Portique, qui s'inscrit dans la continuité d'un point de franchissement du Rhône, joue le rôle de trait d'union avec la ville située sur l'autre rive.

L'installation de fontaines publiques s'inscrit dans des projets d'urbanisme concerté où les notables jouent un rôle important, comme le montre Sandrine Agusta-Boularot en Italie et en Gaule. L'étude menée par Julian Richard à Sagalassos, en Turquie, sur l'implantation de fontaines monumentales financées par des évergètes depuis l'époque hellénistique jusqu'au II^e siècle apr. J.-C. fait apparaître une relation de plus en plus étroite entre l'espace de la rue et l'image de la cité. L'analyse des travaux qui affectent le réseau hydraulique dans le quartier du Verbe Incarné à Lyon entre la fondation de la colonie et le II^e siècle apr. J.-C. ou dans un quartier antique de Chartres permet dans le premier cas de suivre les conséquences de la mise en œuvre d'un programme monumental sur un réseau viaire déjà fortement contraint par un urbanisme orthonormé, dans le second de souligner la continuité des structures.

L'analyse des réseaux viaires conduit naturellement à une réflexion sur les projets urbains, notamment par la mise en œuvre d'un urbanisme régulier. L'unité apparente des plans orthonormés cache souvent des disparités et des spécificités que soulignent les études récentes de Pascale Ballet en Égypte, de J. Seigne en Orient et de Femke Martens et Thomas Marksteiner en Asie Mineure. Le bourg byzantin fouillé par Zeev Yeivin et Gérard Finkielsztejn offre une intéressante comparaison avec un urbanisme mixte. En Gaule, si l'adoption d'un plan orthonormé dans la plupart des chefs-lieux de cités sous Auguste s'explique aisément, sa réalisation varie d'une ville à l'autre, comme le remarque Gaëtan Le Cloirec pour l'Armorique ; la construction des rues s'étale souvent sur un demi-siècle, mais structure durablement l'urbanisme comme à Autun, tandis qu'à Chartres, deux réseaux viaires coexistent et la trame urbaine antique tend à s'effacer au Moyen Âge. Moins bien connus, les réseaux viaires des agglomérations secondaires ont néanmoins pu laisser des traces pérennes. S'il reste difficile

de théoriser une « loi de persistance du plan », comme le propose Pierre Pinon, plusieurs communications s'attachent aux continuités et aux ruptures des structures viaires sur le long terme, ponctuellement avec les cas d'Orléans, d'Angers ou de Sagalassos, ou plus globalement comme dans l'étude de Bernard Gauthiez pour la Gaule. Deux périodes de transition sont alors mises en valeur : le début de l'époque romaine et le Bas-Empire.

La majorité des contributions privilégie donc une approche archéologique, servie par une très riche documentation iconographique, malgré quelques imperfections d'édition. Par rapport aux objectifs affichés par les organisateurs, l'ensemble pourrait certes paraître déséquilibré, au détriment notamment d'une réflexion sur les modèles urbains italiens, mais a l'immense mérite d'ouvrir la voie à une autre appréhension de l'espace urbain antique, plus concrète.

SYLVIA ESTIENNE

1 - Alain LEMÉNOREL (éd.), *La rue, lieu de sociabilité ? Rencontres de la rue*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'université de Rouen, 1997.

Giovanni Vitolo (dir.)

Le città campane fra tarda antichità e alto medioevo

Salerno, Laveglia, 2005, 450 p.

La Campanie, bien qu'elle soit la région italienne la mieux documentée archéologiquement et textuellement en ce qui concerne le long et complexe processus de transformation de la structure urbaine dans la période de transition de l'Antiquité tardive au Moyen Âge, commence seulement à combler son retard dans l'étude de ce phénomène par rapport à l'Italie septentrionale ou à d'autres régions méridionales comme les Pouilles. Le colloque tenu à Naples les 21 et 22 avril 2004 avait l'ambition d'enregistrer les progrès récemment réalisés sur cette voie. Qu'en est-il au terme de ces douze contributions, moins nombreuses que celles qui avaient donné lieu à une communication orale, d'où l'absence de sites importants, comme Amalfi ?

Sous le titre de « table ronde », peu justifié par l'absence d'échange dialogué, deux interventions conclusives portent sur le volume, d'une façon à peine voilée, un regard critique. Eliodoro Savino regrette que se soit une fois de plus manifestée « la réticence à l'égard de la synthèse » (p. 413) : c'est donc à cet exercice qu'il s'emploie lui-même. Mais on ne peut que constater sur quelles bases archéologiques fragiles reposent une telle esquisse et la périodisation à laquelle elle aboutit, visant à minorer l'impact de la guerre gréco-gothique (s'attendrait-on à ce que les sources byzantines donnent l'impression du contraire ?) et à reporter sur la conquête lombarde la responsabilité de la déstructuration définitive du système urbain en Campanie. Du moins souligne-t-il la particularité de la région par rapport au reste de l'Italie méridionale, qui est « la prédominance de la ville sur la campagne [...] durant une grande partie de l'Antiquité tardive » (p. 417). Cette prédominance, Paolo Delogu, auteur de la seconde intervention conclusive, conteste même que la ville, en Campanie ou ailleurs, l'ait jamais perdue, en suggérant que les transformations bien connues de l'aspect matériel des villes, classiquement interprétées comme autant de signes de leur décadence, puissent être, au contraire, « le fruit d'une réorganisation volontaire et prolongée des équipements et des espaces visant à maintenir en vie et en état de fonctionner l'implantation urbaine face aux transformations dramatiques de l'organisation étatique, des ressources économiques et des besoins de la population » ; en somme, une adaptation au nouveau contexte matériel et culturel qui n'aurait pas fait pour autant perdre au dispositif urbain « sa centralité au sein du territoire » (p. 421-422). D'une étude au cas par cas pourrait surgir le modèle d'apparition d'« un mode de concevoir et de vivre la cité » différent du mode antique. On reconnaîtra bien là le regard du médiéviste, dont les points de référence sont situés en aval et non pas en amont. La seule réserve que j'introduirai se rapporte à la légitimité de réserver aux médiévistes l'étude du haut Moyen Âge, car l'ignorance effectivement répandue chez les antiquisants de nombre de faits et de données propres au monde médiéval ne me paraît pas plus étendue que celle

des médiévistes à propos des réalités antiques. L'inquiétude de P. Delogu tient sans doute à une situation italienne ainsi qu'aux limites thématiques et conceptuelles du « late antique » tel que le promeut le monde universitaire anglosaxon. Il me semble que les deux démarches sont nécessaires et complémentaires : une étude des contrastes avec l'Antiquité – pour laquelle les antiquisants sont incontestablement mieux armés – et la prise en compte d'une « globalité » médiévale – dont les médiévistes auront forcément une plus claire perception –, à condition que se pratique un dialogue permanent et constructif entre les deux approches.

Mais, plus encore, c'est l'échec d'un autre dialogue que le présent colloque a illustré d'une façon flagrante. P. Delogu formule ici les termes d'un débat dont on espérait ne pas voir l'indéfini prolongement, celui des rapports entre recherche archéologique et réflexion historique (au plan méthodologique) qui est aussi celui de la collaboration entre archéologues et historiens (au plan « corporatif » et académique). La note finale est pessimiste puisque selon P. Delogu les espoirs, trois décennies durant, d'enterrer ce problème désuet débouchent ici sur la perspective de revenir à « une séparation entre études historiques et études archéologiques », à un isolement de l'archéologie dans une « autoréférentialité », quand elle n'en vient pas à délivrer des « certitudes » historiques ventriloques. Or « l'importance de l'apport archéologique à la connaissance du passé ne réside pas tant dans le nombre et les caractéristiques des objets et des ensembles retrouvés que dans la qualité et l'intérêt des questions que ces matériaux permettent de formuler et de nourrir » (p. 427). On comprend la déception de l'auteur de devoir répéter en ce début de XXI^e siècle de telles évidences.

Tentons du moins de résumer l'information archéologique que ce colloque a cherché à établir. Des cités qui paraissaient soumises à un long et fatal processus de décadence ont révélé une courbe chronologique contrastée, avec des périodes de stabilisation, voire de reprise temporaire, du moins jusqu'au VI^e siècle. Les transformations urbanistiques et fonctionnelles qu'on peut suivre en Campanie entre le IV^e et le VI^e siècle prennent des formes et

relèvent d'explications diverses : abandon pur et simple (Sinuessa, Minturnes, Volturnum, Litemum), transfert sur un site voisin (Avellino, Abella), réduction de l'extension (Bénévent, Compsa), transformation des formes d'occupation de l'espace urbain (Nola, Nuceria, Alfaterna). La réduction ou fragmentation des centres urbains ne s'accompagne aucunement d'une récession économique du territoire, qui peut connaître, au contraire, un renouveau de vitalité économique reportée sur les agglomérations rurales (*vici*), qui dessine une nouvelle carte de l'occupation du territoire et des voies de communication destinée à durer des siècles. La perception des transformations à l'échelle du réseau régional permet de saisir la complémentarité entre la résistance des centres majeurs (Capoue capitale régionale depuis Dioclétien, Naples artificiellement entretenue par déportation de population), la création continue de villages et le déclin des centres urbains mineurs. On portera au compte des bonnes intentions exprimées par les organisateurs du colloque d'avoir voulu se démarquer de la vision traditionnelle qui se limitait à enregistrer une situation de crise, faite de disparitions ou de réductions d'échelle, en suivant l'exemple de recherches récemment menées dans d'autres provinces, afin de dégager les phénomènes de recomposition des équilibres territoriaux attestant « la créativité d'une société capable de réorganiser son espace sous la pression de nouveaux besoins et de l'apparition de puissants facteurs d'agrégation territoriale, parmi lesquels les installations défensives, les sépultures des saints et les nouvelles églises épiscopales » (p. 5). À l'arrivée, ce programme a été pénalisé par le déséquilibre de l'information entre des sites privilégiés par des apports archéologiques récents (Naples, avant tout, ou encore Nola) et d'autres où les bases archéologiques du questionnement historique n'ont pas sensiblement évolué. Au lieu de l'exposé synthétique et de l'exploitation historique de découvertes archéologiques significatives, qui font particulièrement défaut, ce volume apparaît trop souvent comme une tentative de remise à jour du discours archéologique traditionnel par importation pure et simple du nouveau discours dominant qui s'est consensuellement

élaboré dans d'autres régions de la péninsule ou même en Afrique, sur la base de sites-pilotes et de prospections significatives. Toutefois, l'ouverture au réexamen systématique demeure frileuse et convenue. Ainsi serait-on bien en peine de trouver dans ce volume ne serait-ce qu'une amorce de prise de position à l'égard du modèle d'évolution historique naguère proposé par Paul Arthur pour les villes de Campanie.

Tandis que l'archéologie détient les possibilités majeures de renouvellement de l'histoire économique, en Italie comme ailleurs et tout particulièrement pour la période de transition de l'Antiquité au Moyen Âge, lorsque manque un renouvellement de la documentation de terrain l'archéologue n'a pas pour fonction de répéter des leçons d'histoire mal – voire très mal – assimilées, comme on le voit dans certaines contributions de ce volume : ce qui constitue le danger même que dénonce – on comprend encore mieux pourquoi – P. Delogu dans sa mise en garde finale.

JEAN-MICHEL CARRIÉ

Hélène Noizet

La fabrique de la ville. Espaces et sociétés à Tours, IX^e-XIII^e siècle

Paris, Publications de la Sorbonne, 2007, 504 p.

Ce travail part du constat que « la ville est un impensé », ce qui d'après Hélène Noizet peut faire peur à l'historien avide des certitudes de la planification. Quand on voit ce que donnent encore aujourd'hui les villes nouvelles, à quelques exceptions près, je suis pour ma part plutôt rassurée par les villes impensées, infiniment meilleures à vivre et à étudier à condition évidemment d'en avoir les moyens.

Afin d'appréhender la formation de la ville de Tours, ou « fabrique de la ville », formule qu'elle préfère à l'habituel « processus d'urbanisation », H. Noizet propose une méthode originale en étudiant le lien dialectique qui existe entre les activités sociales et l'espace urbain sur une longue durée (IX^e-XIII^e siècle). D'après l'auteur, c'est une période peu étudiée pour l'histoire des villes en raison d'une

documentation maigre et indirecte sur le sujet. Toutefois, ailleurs qu'en France, on peut citer la tradition d'histoire urbaine en Angleterre ou encore en Italie, où l'abondance de sources « urbaines » et l'existence d'une longue tradition d'intérêt pour le fait urbain partagé par historiens et historiens de l'architecture et de l'urbanisme ont conduit à une multitude d'études de cas, même si évidemment sont privilégiés les siècles après l'an mil.

Choissant de n'étudier que deux « quartiers », pour des raisons de « faisabilité », H. Noizet traite en réalité l'ensemble de l'espace urbain tourangeau inséré dans son contexte géographique. De plus, elle s'inscrit efficacement dans une perspective comparative qui a pour objectif la création de modèles d'explication applicables ailleurs. La ville de Saint-Denis a été déjà testée et H. Noizet travaille à présent sur Paris à un projet de Système d'information géographique (SIG).

L'espace étant au cœur du sujet, l'auteur choisit une approche interdisciplinaire pour saisir un objet si complexe. Elle profite ainsi des apports de l'archéologie (pour les traces du passé), de la géographie (pour l'insertion dans les milieux naturels et la définition de l'objet ville) et des statistiques (pour l'étude des données, notamment grâce à l'analyse statistique textuelle), sans se priver de la sociologie (pour la réflexion méthodologique). À la lecture de l'introduction et ponctuellement lors des réflexions méthodologiques, c'est un travail d'historienne du Moyen Âge qui semble, paradoxalement, presque se passer des historiens et notamment des médiévistes. En réalité, dans le texte, les travaux des médiévistes susceptibles d'apporter des lumières sur la question sont mis à contribution, analysés finement et exploités de manière pertinente et critique. Si elle insiste sur l'ouverture, c'est pour souligner ses dettes envers les autres disciplines et les historiens de la ville plutôt que du Moyen Âge, et pour mettre en valeur l'originalité de son approche.

Une originalité qui se retrouve dans le plan : d'abord quatre parties chronologiques et synchroniques qui présentent l'activité sociale, ensuite une cinquième et dernière partie thématique et diachronique qui analyse la structuration de l'espace urbain. Donc,

d'abord la compréhension des fins suivies par les hommes et ensuite l'explication des influences réciproques entre activité sociale et espace urbain.

Chacune des quatre premières parties se termine sur un chapitre d'analyses contextuelle et statistique du vocabulaire spatial. Un outil stimulant qui ne se borne pas à confirmer les hypothèses de l'auteur mais en a suscité de nouvelles. Dans les documents, les termes consacrés à l'espace choisis par les acteurs urbains sont extrêmement révélateurs et chargés de sens. Il faut souligner également la capacité de l'auteur de rendre clair et évident un travail d'investigation qui était loin d'être facile et convenu.

Au fil des pages et en annexe, un travail cartographique ambitieux et minutieux apporte richesse et précision à l'étude. On regrette simplement que le renvoi aux cartes sans la pagination ne soit pas toujours aisé.

Dans le cas de Tours, l'emprise ecclésiastique est déterminante pour la naissance et le développement de la ville. S'attaquant à deux pôles majeurs, Saint-Martin et Saint-Julien, H. Noizet peut étudier l'ensemble de l'évolution urbaine (seule la cité archiépiscopale moins dynamique demeure à l'écart). L'auteur parvient ainsi à mettre en évidence, dans l'interaction entre espace urbain et fonctionnements sociaux, l'importance du choix de vie des deux communautés ecclésiastiques (l'une canoniale et l'autre monastique). Un choix qui pourrait sembler anodin, mais qui en réalité se révèle essentiel afin d'expliquer les différences du tissu urbain (évidentes grâce au cadastre napoléonien numérisé) entre les deux quartiers, auxquels s'ajoute un troisième, Châteauneuf. Ce nouvel espace, de loin le plus peuplé et le plus actif d'un point de vue économique, est considéré aujourd'hui comme le vieux Tours par les habitants, alors qu'il s'agit d'une création des chanoines de Saint-Martin, réinvestie par les moines de Marmoutiers puis réappropriée par le roi et récupérée par ses habitants, les bourgeois émergeant. Preuve que la centralité urbaine n'est ni historique ni géographique, mais sociale. Les différents acteurs (sans oublier l'archevêque et les seigneurs) n'ont jamais montré une volonté d'urbanisation affichée, la ville est née presque

malgré eux, mais l'auteur montre bien à quel point les ecclésiastiques profitent largement du développement urbain et en sont pleinement conscients. Donc cette absence totale de volonté pourrait être dans une certaine mesure rediscutée, notamment en ce qui concerne les chanoines de Saint-Martin. Par contre, les moines bénédictins de Saint-Julien par leur exigence de clôture constituent un frein puissant au développement de leur quartier jusqu'à l'époque moderne, à l'opposé de ce qui se passe en Italie où les ecclésiastiques, bénédictins en tête, sont les champions de l'urbanisation après l'an mil.

H. Noizet s'est engagée dans une profonde réflexion méthodologique et dans la création et l'appropriation d'outils, notamment grâce à l'informatique, dont la maîtrise permet des résultats extrêmement probants. Si le questionnement philosophique laisse parfois perplexe, la nouvelle connaissance de l'espace urbain tourangeau à laquelle il faudra désormais faire référence prouve que l'approche est séduisante et stimulante pour d'autres études de cas.

Le choix d'un sujet, l'espace à Tours, « intraitable » *a priori* à partir des sources conservées, a obligé H. Noizet à « inventer », dans le sens latin du terme, son sujet. On assiste alors à la « fabrique d'un sujet » : corpus, méthodes et objectifs avec la contribution de toutes les sciences humaines.

FEDERICA MASÈ

Jean-Luc Fray

Villes et bourgs de Lorraine. Réseaux urbains et centralité au Moyen Âge
Clermont-Ferrand, Presses universitaires
Blaise-Pascal, 2006, 552 p.

Rompant avec l'approche monographique qui a longtemps guidé en France les études urbaines médiévales et dépassant le clivage entre histoire rurale et histoire urbaine, Jean-Luc Fray propose de prendre en compte l'ensemble des lieux centraux (villes et bourgs) qui parsèment la Lorraine. Formé par les diocèses de Metz, Toul et Verdun et la partie méridionale de l'archidiocèse de Trêves, cet

espace est appréhendé depuis l'an mil jusqu'au début du XIV^e siècle afin de cerner les évolutions sur le long terme. La démarche s'inscrit dans la lignée de travaux initiés par Walter Christaller, poursuivis par les géographes-urbanistes allemands et anglo-saxons dans l'entre-deux-guerres, repris enfin dans les années 1950-1970 par les modernistes et les médiévistes allemands, secondairement français. L'ouvrage est accompagné d'un CD qui rassemble un catalogue des localités centrales, les sources, la bibliographie et un atlas des 28 cartes exposées au fil des chapitres.

Le premier chapitre expose de façon détaillée la méthode utilisée. Trente critères de centralité sont minutieusement définis, regroupés en cinq grandes catégories : critères politiques, administratifs et militaires, critères culturels et culturels, critères économiques, critères « ambivalents » (présence de communautés tels les Juifs ou les Lombards) et critères « de perception de l'espace » (comme la centralité toponymique). Le croisement des informations glanées dans une riche documentation écrite permet de mettre en évidence un semis dense de quelque 340 lieux centraux, sur un total de 2 000 paroisses urbaines et rurales, qui constituent le « corpus de base » de l'enquête.

L'étude de la mise en place du semis de lieux centraux en Lorraine entre l'an mil et le début du XIV^e siècle, et son volet complémentaire, l'analyse de leur rôle dans la structuration de l'espace sous la forme d'un maillage de centres hiérarchisés, sont filées sur trois chapitres de façon à mettre en évidence les temps forts de ce processus pluriséculaire. Autour de l'an mil, l'héritage antique se marque par la nette prépondérance des trois « cités mères » : Metz, Toul et Verdun. La relative permanence observée au sommet de la pyramide des lieux centraux contraste avec les réajustements importants qui s'opèrent au sein du maillage antique des *vici*. Certains déclinent ou végètent (Thionville) tandis que de nouveaux centres apparaissent, le plus souvent autour de monastères (Saint-Dié, Épinal, Saint-Mihiel). Un siècle plus tard, les changements sont plus prononcés encore. Des villes abbatiales (Saint-Mihiel) et des créations politiques (Luxembourg) se sont hissées au niveau

des cités épiscopales les plus faibles (Châlons-en-Champagne, Strasbourg, Langres). De nouveaux équilibres régionaux se dessinent qui s'accroissent avec la « naissance et [l']affirmation d'un réseau secondaire de localités centrales » entre la fin du XI^e et le début du XIV^e siècle. Tandis que les anciens bourgs monastiques consolident leurs fonctions, de nouveaux lieux centraux prennent corps autour de prieurés (Saint-Nicolas-de-Port, Olley) et de châteaux (Vaucouleurs, Longwy, Forbach). Le bilan vers 1300 met en évidence l'ampleur de l'apport médiéval. Environ 340 lieux centraux sont alors identifiables. Le nombre de localités présentant au moins cinq critères de centralité a décuplé, passant de 10 en l'an mil à 103 en 1300.

La dernière partie de l'ouvrage, consacrée aux lieux centraux et à l'organisation de l'espace, propose, à partir d'études de cas, des réflexions de portée plus générale sur la complexité des évolutions. Loin d'être strictement linéaire et cumulatif, le processus connaît divers avatars : dédoublements de fonction (lieux centraux « géminés » ou « agglomérés ») ou transferts de centralité d'un lieu à un autre. Qu'elle soit toponymique, administrative ou judiciaire, la centralité d'un lieu tend à créer autour de lui une « conscience de pays » à l'exemple du Jarnisy aux confins du pays messin et de la Woëvre. Lorsque la centralité s'exerce avec plus de force sur le pays d'alentour s'esquisse alors un *Umland*, ou plat pays, dont ceux de Nancy et de Sarrebourg constituent des modèles aboutis. La question d'un fonctionnement des lieux centraux lorrains en réseau est posée, mais les éléments de réponse avancés restent partiels et n'emportent pas la conviction.

Au-delà du cas particulier de la Lorraine, l'entrée par le biais de la problématique des lieux centraux prend valeur d'exemple. J.-L. Fray propose une méthode d'analyse globale qui permet de dépasser des débats anciens dans lesquels les historiens, notamment les médiévistes, s'étaient parfois enlisés dans les années 1960-1980 : distinction difficile et controversée entre ville et bourg ; habitats groupés nouveaux (villeneuves, bourgs castraux, bastides...) étudiés en eux-mêmes dans un processus de structuration de l'espace

présenté de façon cumulative et linéaire sur fond d'analyse régressive. En mettant l'accent sur la notion de centralité, la méthode contourne les principaux obstacles rencontrés jusque-là. Par emprunt à des sciences connexes de l'histoire (économie, géographie), elle place au centre de l'étude le concept de lieu central : noyau d'habitat groupé exerçant des fonctions de commandement et d'encadrement sur les espaces environnants et s'organisant hiérarchiquement avec d'autres lieux centraux pour former un maillage à l'échelle régionale. Artificielle au premier abord, la notion de lieu central offre l'avantage d'échapper à une connotation chronologique stricte, voire restrictive, comme cela est le cas pour *civitas* et *vici* dans l'Antiquité, ou bien cité, ville et bourg au Moyen Âge. Elle permet de s'affranchir de définitions reposant sur des critères démographiques ou morphologiques, sur lesquelles les historiens se sont divisés, pour ne retenir que les fonctions de centralité, certes sujettes à des variations chronologiques en nombre et en intensité, mais suffisamment prégnantes et permanentes pour servir d'indicateurs pertinents sur un temps long et constituer un marqueur capable de rendre compte d'évolutions pluriséculaires (apports nouveaux, promotions, déclin, déclassements, disparitions...). Le modèle d'analyse spatiale proposé par J.-L. Fray est transposable à d'autres régions car adaptable à la documentation disponible. Il peut ouvrir la voie à des études comparatives fructueuses pour autant que d'autres historiens, à la faveur de ces nouvelles propositions méthodologiques, s'aventurent à leur tour sur le terrain de la géographie historique largement délaissé depuis plusieurs décennies.

MICHEL BOCHACA

Federica Masè

Patrimoines immobiliers ecclésiastiques dans la Venise médiévale (XI^e-XV^e siècle).

Une lecture de la ville

Rome, École française de Rome, 2006, 295 p.

C'est à une lecture de la ville, en l'occurrence Venise, que nous invite Federica Masè. Après

la thèse d'Élisabeth Crouzet-Pavan sur les interactions entre espace, pouvoirs et société dans la Venise médiévale, F. Masè a décidé de se concentrer sur la constitution, le fonctionnement et l'impact urbain des patrimoines immobiliers ecclésiastiques vénitiens entre le XI^e et le XV^e siècle. Une lecture de la ville donc, qui est avant tout une lecture croisée des diverses sources, en majorité ecclésiastiques, conservées dans les archives d'État de Venise. L'inventaire des sources confirme leur richesse tout autant que la difficulté d'offrir une vue complète des patrimoines, les séries étant lacunaires. F. Masè a fait des choix et seuls huit établissements ont été retenus (la cathédrale, six monastères et un couvent), qui ont le mérite de scinder l'espace urbain en autant de « zones tests ».

L'analyse minutieuse des sources permet tout d'abord à l'auteur de proposer une vue d'ensemble du terrain d'enquête. Les *catastici* (registres de recensement des propriétés louées par les établissements ecclésiastiques), complétés par des contrats de locations, d'achats et de ventes, attestent un certain déterminisme géographique des transactions, à une exception près. Les patrimoines immobiliers se sont en effet constitués pour l'essentiel dans la proximité immédiate des établissements religieux qui colonisèrent ainsi des quartiers entiers, même si l'on observe quelques achats ciblés à Rialto, centre économique de la ville. Les actes notariés permettent également d'apprécier le rôle joué par les laïcs. Qu'ils soient voisins, donateurs, vendeurs, locataires ou preneurs à bail, les laïcs apparaissent de manière récurrente dans la documentation d'origine ecclésiastique. Cependant, ils ne sont pas toujours identifiables et, quelques cas isolés mis à part, seuls les concessionnaires et les locataires peuvent être vraiment étudiés. Pour clore cette vue d'ensemble, F. Masè croise la documentation cartographique et les sources fiscales, et cette approche révèle l'importance de certains patrimoines et leur évolution respective jusqu'au cadastre napoléonien.

À Venise comme ailleurs, les patrimoines sont d'abord nés des dons laïques. Une évolution est sensible entre le XI^e et le XV^e siècle, les dispositions testamentaires remplaçant

les actes de donation, encore abondants aux XI^e-XIII^e siècles. Cette évolution formelle s'accompagne d'une diversification sociale et géographique qui voit alors les dons de vastes domaines diminuer au profit de parcelles plus petites mais dispersées à travers l'espace urbain. Les achats, quant à eux, répondent à deux stratégies différentes. Les établissements dont les patrimoines étaient pour l'essentiel loués, comme San Lorenzo, diversifient leurs acquisitions en étendant leur aire d'influence. Quant aux établissements qui avaient opté pour les concessions, comme San Gregorio, ils tentent progressivement d'en récupérer la pleine propriété, restant plutôt ancrés dans leur quartier. Cette différenciation conduit à observer la gestion des patrimoines. En analysant conjointement les procédures de locations et de concessions, l'auteur fait émerger une périodisation qu'elle affirme spécifique à Venise, et qui la distinguerait notamment de la situation romaine. Jusqu'au XIII^e siècle, le recours aux concessions livellaires est très important, participant à la première phase d'urbanisation ; à partir de cette date, les pratiques évoluent, distinguant les établissements centraux, qui disposent de la pleine propriété, des établissements périphériques, à commencer par le quartier de la cathédrale où l'évêque maintient la propriété différenciée du sol et des bâtiments. Or cette évolution n'est en rien spécifique à Venise, notamment si l'on relit les études publiées en 1995 par Étienne Hubert et Olivier Faron¹. En se fondant ensuite sur les exemples de San Zaccaria, de San Lorenzo et de San Pietro, F. Masè démontre qu'en dépit de patrimoines inégaux, les trois établissements pratiquèrent une même stratégie de gestion. Les logements proches étaient loués à bas prix à leurs personnels ou à de pauvres femmes alors que les établissements respectaient les prix du marché pour les propriétés plus éloignées. Cette constatation conduit l'auteur à observer la dynamique des rapports dans la gestion immobilière. La conflictualité en est la caractéristique principale, qu'elle se manifeste entre le propriétaire (évêque, abbé, abbesse) et son administrateur (le procureur) comme à San Gregorio (1360), entre héritiers – et la question des dots prend ici une dimension considérable –, entre voisins ou encore entre religieux.

Dans l'ensemble, le comportement des ecclésiastiques ne se distinguait pas de celui des laïcs, les intérêts économiques étant d'autant plus prédominants que la République, par les statuts Ziani de 1226 et la loi de 1333 limitant les aliénations *ad pias causas*, tentait de contrôler très étroitement les ventes.

Puis vient le troisième temps de cette étude dont force est de constater qu'il se caractérise par une certaine superficialité. Les sources étudiées n'ont ici qu'un apport très limité pour l'appréhension du cadre urbain. De plus, on s'étonnera du choix d'une carte d'Ennio Concina sur l'urbanisme vénitien des XVII^e-XVIII^e siècles pour illustrer le propos, à laquelle l'auteur aurait très bien pu substituer une carte réalisée *ad hoc*, comme l'avait fait É. Hubert pour Rome. La reconstitution de la parcelle de l'île du Campo Ruga, si elle confirme les possibilités offertes par les *catastici* dans l'étude du tissu urbain et de son évolution, n'en dissimule pas moins les limites : pour une étude de cas obtenue, fut-elle exceptionnelle, combien sont demeurées impossibles à réaliser ? De fait, l'auteur ne parvient pas vraiment à nuancer les réserves d'É. Crouzet-Pavan quant à l'impossibilité formelle d'une reconstitution du parcellaire vénitien médiéval, d'autant qu'elle n'a pas mobilisé toutes les sources à sa disposition. D'une part, on comprend mal pourquoi l'auteur a négligé les archives du patriarcat qui, loin de débiter comme elle l'affirme à l'époque moderne, renferment quinze *catastici* médiévaux pour autant de paroisses. Enfin, on s'étonnera de voir que la bibliographie, prétendument mise à jour jusqu'au printemps 1999, n'intègre ni l'étude d'Odilla Battiston sur San Lorenzo (1993), ni celle d'Irmgard Fees sur San Zaccaria (1998). Plus incompréhensible encore, l'auteur ne cite jamais la thèse de Michèle Bordeaux, pourtant essentielle sur la question des patrimoines immobiliers ecclésiastiques, et qui lui aurait sans doute été d'une grande aide².

Malgré ces faiblesses, l'ouvrage de F. Masè a au moins le mérite de mettre en lumière un aspect particulier du processus « d'invention de la ville » que connut Venise durant tout le Moyen Âge.

1 - Étienne HUBERT et Olivier FARON (éd.), *Le sol et l'immeuble : les formes dissociées de propriété immobilière dans les villes de France et d'Italie, XII^e-XIX^e siècle*, Rome/Lyon, École française de Rome/Presses universitaires de Lyon, 1995.

2 - Michèle BORDEAUX, *Le patrimoine ecclésiastique à la fin du Moyen Âge. Évolution économique des diocèses et abbayes de France aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969.

Juan Abellán Pérez

La ciudad de Jerez de la Frontera y el reino de Granada

Helsinki, Academia scientiarum Fennica, 2006, 215 p.

L'ouvrage de Juan Abellán Pérez est organisé de manière originale, pour ne pas dire étrange. Le propos est globalement divisé en deux parties : la première porte sur divers aspects du peuplement, rural ou urbain, à partir de sources archéologiques ou toponymiques, la seconde est historique et traite de la période 1434-1501. La courte introduction explique ce parti pris : en l'absence d'une documentation continue et développée permettant une monographie régionale sur Jerez de la Frontera au Moyen Âge, l'auteur propose, par défaut, la collection d'une partie de ses articles publiés, s'appuyant sur les rares sources conservées, qu'elles soient textuelles, archéologiques ou toponymiques. Cela explique l'aspect de patchwork que révèle la table des matières.

Un premier article porte sur le territoire rural de Jerez de la Frontera au Moyen Âge. Il suggère la présence, à l'époque islamique, d'une communauté juive qui disposerait de propriétés agricoles, ou d'une *qarya* (village), à partir de l'étymologie qu'il propose pour le toponyme Margalihad : *marj al-yahûd* (« pré des juifs »), non localisé. Après la conquête chrétienne, ce lieu reçoit le nom d'*aldea de Pedro Gallego* ou *Gallegos*. La communauté juive aurait perduré dans la cité de Jerez, avec son quartier intra-muros (*judería*) et son cimetière à l'extérieur de l'enceinte de la ville, jusqu'à l'expulsion générale décrétée par les Rois Catholiques à la fin du XVI^e siècle.

L'auteur s'intéresse ensuite à une localité, la *alquería de Alhogen*, dont un puits fait l'objet

d'un plaid à propos du partage de l'eau entre le municipe de Jerez de la Frontera et le seigneur voisin, Alonso de Cuenca Altamirano, dans le dernier tiers du XVI^e siècle. Selon le témoignage reproduit des anciens, ce puits, construit par un chrétien après la conquête et l'occupation du territoire par les Castellans, porterait un nom « musulman » en raison de la proximité d'un village peuplé de « Maures », la *alquería de Alhozin* ou *Alhoçen*. L'association puits/noyau de peuplement d'époque islamique est présentée par l'auteur comme un bon moyen de reconstituer, en l'absence de sources alternatives, le peuplement rural d'époque islamique.

Le chapitre suivant décrit le système des voies de communication depuis les portes de la ville jusqu'aux ponts et chaussées. L'auteur insiste sur la centralité de Jerez de la Frontera, centralité qui justifie, au milieu du XV^e siècle, la construction de ponts en bois, de gués et de chaussées. Il montre comment la grande uniformité et l'absence d'innovation dans les techniques de construction (identiques à celles de l'époque romaine) de part et d'autre de la frontière entre la Castille et le royaume de Grenade sont dues à l'utilisation d'ouvriers spécialisés appelés de Grenade pour intervenir dans le territoire chrétien.

Un autre chapitre souligne à quel point, à la fin du Moyen Âge, les influences musulmanes continuent d'être visibles dans la société de Jerez de la Frontera, tant dans le vêtement que dans l'alimentation. En témoignent les fouilles archéologiques dans les habitations de la ville et la forme des fenêtres de l'époque, les *ajimeces* (de l'arabe *al-shimâsa*), sortes de caissons de bois ajourés saillant des ouvertures des maisons, structure dérivée des *mashrabiyya* (mucharabié).

Cette première partie offre une vision fragmentaire de la ville de Jerez de la Frontera, de son évolution et de son peuplement, marqués par de forts éléments de continuité historiques, matériels et humains, et par des évolutions induites par la prise de contrôle du territoire par les Castellans. En effet, après la conquête chrétienne, Jerez de la Frontera joue un rôle central dans le front occidental de la Castille face au royaume de Grenade. La guerre est présente à différents niveaux : convocations royales, participation aux incur-

sions dans le territoire nasride, ou mise en place de milices locales chargées de défendre les limites municipales face à l'islam. Un chapitre insiste particulièrement sur la période de trêve prévalant, en 1450, entre la Castille et le royaume de Grenade, alors déchiré par la guerre civile.

L'ost municipal est présent dans toutes les expéditions militaires réalisées contre le royaume de Grenade à la fin du Moyen Âge. Il participe activement non seulement au combat, mais aussi au ravitaillement des armées des places fortes conquises, en particulier au cours des années 1492 et 1493. Au cours de ces deux années, la liberté du commerce des grains est suspendue en raison des réquisitions royales, malgré quelques fraudes qui nécessitent la mise en place d'un contrôle rigide des exportations de pain.

La chute de Grenade en 1492 n'implique pas la disparition de ces fonctions militaires. En effet la présence d'une population musulmane importante, les mudéjars, débouche sur une révolte qui affecte en 1499 la quasi-totalité du territoire de l'ancien royaume de Grenade. Jerez de la Frontera répond alors à nouveau à l'appel des Rois Catholiques pour des actions dans les régions voisines (Serranía de Ronda) ou lointaines (Alpujarras).

Certains chapitres comportent une annexe documentaire reproduisant les sources sur lesquelles ils s'appuient (actes, chartes de donations...). L'ouvrage s'arrête assez abruptement : une courte bibliographie présente indistinctement sources et travaux, ce qui est regrettable. En outre tous les titres sauf un sont en espagnol, et quinze sont de l'auteur : la bibliographie aurait été allégée si les références des articles qui ont servi à constituer l'ouvrage avaient été placées en note sous le titre du chapitre correspondant, comme cela se fait généralement dans les Variorum Reprints. Deux index, onomastique et toponymique, complètent utilement l'ensemble.

On peut regretter que, par facilité, les articles aient été reproduits tels quels alors qu'une rapide refonte aurait permis de réaliser une petite monographie assez complète et originale sur Jerez de la Frontera de la fin de son appartenance au *dâr al-islâm* (territoire de l'islam) au XIII^e siècle jusqu'au XVI^e siècle. On

trouve ainsi, dans chaque article, des renvois aux articles antérieurs, dans une circularité un peu problématique du point de vue de la rigueur, ce d'autant plus que les chapitres de l'ouvrage ne sont pas présentés explicitement comme la reproduction d'articles déjà parus. À s'auto-citer pour démontrer une affirmation, on court le risque de s'enfermer dans son propre discours, c'est dommage. Cela étant, on trouve des éléments très intéressants dans cet ouvrage, en particulier sur les conséquences locales de l'organisation des expéditions militaires à la fin du ^{xv}^e siècle en Castille.

PASCAL BURESI

A. Katie Harris

From Muslim to Christian Granada:

Inventing a city's past in early modern Spain

Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2007, XXI-255 p.

En 1588, des ouvriers morisques œuvrant à l'agrandissement de la cathédrale étaient en train de détruire la *Torre Turpiana*, un minaret qui constituait le seul vestige survivant de l'ancienne mosquée de Grenade. Dans les fondations, ils découvrirent une caisse en plomb contenant, outre des reliques de la Vierge et de saint Étienne, un parchemin bilingue écrit en arabe et en castillan et qui portait une légende en latin. Celle-ci indiquait à la fois le contenu du coffre et le nom de son ancien propriétaire, Cecilio, un saint jusqu'alors inconnu et le premier évêque de la ville. Quant au parchemin, il transcrivait un apocryphe attribué à saint Jean de Samos, mais qui prophétisait, parmi les calamités annonciatrices de la fin des temps, la venue de Muhammad, le prophète de l'islam, et celle de Luther. La légende latine informait le lecteur que ce texte avait été traduit en castillan et commenté en arabe par saint Cecilio lui-même à l'attention des habitants de la péninsule ibérique.

Malgré l'enthousiasme suscité dans la ville par cette découverte sensationnelle, quelques témoignages de méfiance à l'égard de son authenticité commençaient à émerger lorsqu'une seconde trouvaille vint confirmer la

première en 1595. Dans une grotte du mont Valparaiso, des chercheurs de trésor découvrirent en effet une plaque de plomb écrite en latin. Elle racontait le martyre d'un saint, à cet endroit même et sous le règne de l'empereur Néron en l'an 56 apr. J.-C. Par la suite, d'autres plaques furent exhumées, révélant l'existence de sept martyrs contemporains. On put alors les identifier aux célèbres *siete varones apostolicos*, des disciples de saint Jacques le Majeur que la légende tenait déjà pour les évangélistes de l'Espagne depuis le Moyen Âge. Parmi eux se trouvait bien évidemment saint Cecilio, et la plaque qui commémorait son souvenir se référait aussi à la prophétie de saint Jean découverte sept ans auparavant. Des miracles ne tardèrent pas à se produire parmi les innombrables pèlerins qui affluèrent sur les lieux de l'*inventio*, à tel point que l'endroit allait bientôt porter le nom de « Sacromonte » (colline sacrée), tandis que Cecilio deviendrait le patron de la ville.

Mais ce n'était pas tout : parmi les cendres des martyrs se trouvaient dix-neuf à vingt-deux étranges livres formés de disques circulaires en plomb, de la taille d'une hostie, où l'on pouvait lire, dans un arabe transcrit avec des caractères inusités, des textes religieux totalement inédits. On y trouvait entre autres des hagiographies consacrées aux sept compagnons, qui enseignaient que Cecilio et un autre de ses compagnons étaient en réalité natifs de la péninsule arabique. Infirmes, ils avaient été guéris par le Christ en personne en Galilée, avant de partir pour la péninsule ibérique avec saint Jacques. Le reste des livres de plomb contribuait à renforcer cette légende syncrétiste en vantant les qualités des Arabes et de leur langue et en proposant une christologie visiblement influencée par la vision coranique. Un « Livre des énigmes et des mystères » de la Vierge Marie racontait le voyage céleste qu'elle avait effectué à dos de jument, escortée par l'archange Gabriel, jusqu'au Paradis. Il s'agissait d'un évident pastiche de l'ascension nocturne du prophète de l'islam. Le corpus proposait donc une reformulation des dogmes et des rites du christianisme à l'aune des croyances et des pratiques du milieu morisque, c'est-à-dire des musulmans convertis qui consti-

tuaient encore, en cette fin du XVI^e siècle, une part importante de la population grenadine. Cette série de récits, en accréditant l'idée que les origines chrétiennes de la ville avaient partie liée avec les Arabes et leur langue, contribuait à effacer les clivages entre islam et christianisme et à réconcilier deux mémoires antagonistes.

L'auteur restitue la vive polémique qui s'engagea très rapidement entre les érudits à propos de l'authenticité des reliques. Leur principal défenseur fut l'archevêque Pedro de Castro, qui résista à toutes les injonctions de Rome lui demandant d'envoyer les pièces du dossier pour expertise. Ce ne fut qu'à sa mort que les livres de plomb, ramenés à Madrid en 1631, furent confiés au Vatican en 1641. La papauté conclut alors qu'il s'agissait de faux, fabriqués par les morisques pour discréditer le catholicisme, ce qui provoqua leur confiscation. Conservés pendant plus de quatre siècles dans les archives secrètes du Vatican, ils ne furent restitués à l'archevêché de Grenade qu'en l'an 2000, attirant de nouveau l'intérêt des chercheurs et suscitant une nouvelle floraison d'études.

Parcimonieusement exposés à la curiosité du public, ils n'ont pourtant pas été mis à la disposition de la communauté scientifique qui, depuis longtemps, cherche à percer l'énigme de ces documents à la lumière de leur contexte d'origine, Grenade et l'Espagne entre la fin du XVI^e et le XVII^e siècle. Étudiée et traduite en castillan par Miguel José Hagerty¹ à partir des copies réalisées par les érudits locaux – faute de pouvoir disposer des originaux –, cette documentation résulte tout d'abord d'une opération de falsification des plus ambitieuses et des plus ingénieuses. Elle est l'œuvre de quelques morisques des plus savants, d'ailleurs impliqués dans la traduction des textes arabes. Elle reflète les efforts ultimes d'intégration menés par une communauté aux abois, amenée par la révolte de 1568 et les déportations qui s'ensuivirent, confrontée à la pression grandissante de l'Église et des « Vieux chrétiens ». Alors même qu'ils allaient bientôt être expulsés de l'ensemble de la péninsule sur ordre de Philippe II, ces livres de plomb miraculeu-

sement découverts dans les entrailles du territoire urbain tentaient d'arrimer cette population de plus en plus marginalisée à l'identité catholique de la ville en formulant un récit d'origine syncrétique et réconciliateur, une « communauté de mémoire » qui rattachait le passé islamique à un héritage chrétien légendaire.

L'auteur s'attache donc avant tout aux enjeux sociaux mis en œuvre par l'invention de cette tradition partagée. Le dossier révèle en effet les arcanes d'une société locale travaillée par un intense mouvement de christianisation dont il éclaire les modalités, le déroulement et les acteurs. La falsification des livres de plomb ne fait d'ailleurs paradoxalement que vérifier la profondeur de ce processus, puisqu'en s'inventant un passé apostolique, la minorité morisque diluait son patrimoine historique dans le creuset des légendes édifiantes qui caractérisaient l'imaginaire urbain dans l'Espagne de la Contre-Réforme. En effet, l'originalité du livre consiste à démontrer à quel point ce mythe de fondation, produit de l'activité de résistance des morisques, devint le ciment d'une identité civique plus large, fondée sur l'idée d'une continuité historique placée sous le signe du christianisme. Au-delà du débat sur la véracité du dossier, question qui continua à passionner les érudits locaux bien après le jugement rendu par Rome, les livres de plomb répondaient aux attentes d'une société locale en pleine mutation, où s'effaçaient les dernières traces d'un passé islamique refoulé auquel ils avaient substitué le mythe des origines apostoliques de la ville. La tentative réalisée par les faussaires pour islamiser certains aspects du dogme chrétien fut finalement noyée dans un mouvement plus large, celui de la christianisation de la mémoire historique, instrument d'une compétition pour sauvegarder le prestige d'une ville qui, de fait, était désormais reléguée à un rang secondaire face à l'essor de Séville, capitale du commerce avec les Indes.

CYRILLE AILLET

1 - Miguel José HAGERTY, *Los libros plúmbeos del Sacromonte*, Grenade, Editorial Comares, [1980] 1998.

James Casey*Family and community in early modern**Spain: The citizens of Granada, 1570-1739*

Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 314 p.

James Casey associe dans ce travail ses intérêts pour la péninsule ibérique et l'histoire anthropologique : son dernier livre porte sur la ville de Grenade de 1570 à 1739, c'est-à-dire depuis l'expulsion des morisques après la guerre de Grenade jusqu'à la fermeture de la municipalité aux roturiers, mais le lieu précis et les dates exactes lui importent moins que l'exposé de quelques idées fortes. En témoigne une certaine plasticité du discours en regard de l'intitulé : le terme de *citizens* s'applique à des catégories fort diverses de Grenadins et les dates préalablement fixées sont rapidement transgressées. De fait, une histoire de la société urbaine et de ses communautés s'accommode mal de limites rigides.

J. Casey reprend à son compte la thèse wébérienne de la progressive autonomisation de l'individu face à la communauté sous l'Ancien Régime. À l'en croire, on passe de la société de corps, d'états, de castes, à une société où l'individu devient la pierre angulaire de la communauté, ce qu'illustrerait *La conspiration de Venise*, œuvre littéraire de Francisco Martínez de La Rosa (1787-1862), enfant de Grenade issu d'une famille patricienne, et qui retrace à la fois l'histoire d'un amour interdit et les conflits pour les libertés politiques et individuelles. Cette confusion entre histoire personnelle et histoire collective reflète l'usage du modèle familial dans la conception du bien public pour la pensée politique d'Ancien Régime. La loi de 1776 confirme cette transition du public au privé, du collectif à l'individuel, suite à l'exigence du consentement parental lors des mariages, exigence qui conduit à une marginalisation de l'Église, d'autant que cette décision a été prise par Madrid contre Rome. Bien d'autres éléments exposés dans cette étude confirment cette thèse.

D'un point de vue formel, douze chapitres se succèdent de façon fort cohérente, tout en rompant avec certaines exigences de l'analyse des groupes urbains. Ainsi, par exemple, la

définition et l'examen du corpus sont absents, à la différence d'études plus classiques d'histoire sociale des groupes urbains¹ et bien que l'auteur fonde son analyse sur le patriciat grenadin, ses patrimoines, ses formes de transmission et de représentation. Cette démarche peut dérouter le lecteur qui attend graphiques et tableaux des divers groupes structurant ce monde urbain grenadin (à cet égard, des annexes fournissent les généalogies des principales familles évoquées dans le corps du texte).

Toutefois, l'ambition de J. Casey est de mêler l'histoire sociale aux approches anthropologiques des groupes par le biais d'analyses sur les structures de parentés des principaux lignages de la cité grenadine. À cet égard, l'ouvrage est une réussite, d'autant que l'auteur multiplie les comparaisons entre les comportements observés à Grenade et les pratiques lignagères et patrimoniales à l'échelle de l'Europe occidentale.

Les spécificités de la ville reflètent la structure particulière de la société andalouse, issue d'un passé conquérant et colonial sur lequel J. Casey a déjà insisté². L'établissement du pouvoir castillan et l'implantation consécutive d'une plèbe d'immigrants ont façonné les comportements des groupes. Un *consejo* fermé, composé de 34 *veinticuatros* appointés par la couronne, dirige la ville. On lui a adjoint 24 *jurados*, élus puis héréditaires, et dont l'office devient vénal, comme les *veinticuatrias*, quand les besoins de la couronne l'exigent. Cependant, ce *consejo* doit compter également sur la présence des magistrats de la Chancellerie et sur celle, au XVI^e siècle, du gouverneur de l'Alhambra. Néanmoins, un des aspects originaux des édiles grenadins réside dans leur tardive fermeture à la roture, en comparaison avec Madrid, Séville, Cordoue ou Jaén, et, par conséquent, dans leur perméabilité à « la noblesse des doublons ». Cette présence d'hommes nouveaux n'interdit en rien l'existence de conceptions nobiliaires et d'une « culture de l'honneur », mais elle s'inscrit dans les spécificités de la société andalouse où la féodalité n'est qu'une marque très tardive, étroitement liée à la vente royale et à la dépendance coloniale : ainsi, les domaines seigneuriaux semblent ne pas participer à plus du quart ou du tiers des revenus patriciens.

Les pratiques matrimoniales et successorales autorisent certaines perpétuations matérielles et symboliques de la parenté. Dans un premier temps, on assiste à une permanence de la diversité matrimoniale : Grenade serait « le pays des mariages inégalitaires » (p. 128). Du point de vue successoral, le développement des majorats correspond à la priorité donnée aux lignages sur l'individu, au bénéfice de la monarchie qui les octroie. Dans un second temps, au cours du XVIII^e siècle, l'interdiction du mariage hors consentement familial et la remise en cause du majorat en raison de sa responsabilité économique dans le déclin castillan marqueraient une certaine victoire de l'individu sur l'esprit lignager.

Bien d'autres éléments sont exposés par J. Casey pour conforter sa démonstration. L'examen des modes de résidence et la question de leur stabilité, l'étude des histoires familiales au sein d'une société tourmentée par la pureté de sang, quand la moitié des édiles étaient d'origine juive à la fin du XVI^e siècle, alimentent l'argumentaire de J. Casey sur les relations entre individus et communautés. Le souvenir de la violence dans le royaume de Grenade et l'abondance des querelles de préséance n'empêcheraient pas une atténuation progressive des conflits : « le peuple de Grenade avait appris l'art de la paix » (p. 228). Par ailleurs, l'existence d'une importante population flottante, l'emploi d'esclaves, bien qu'ils disparaissent au XVIII^e siècle, et la présence d'une pensée caritative, débouchent sur une certaine « mixité sociale » qu'illustre la confrérie du Saint-Sacrement où chevaliers et gens du commun, pauvres et marchands, se côtoient. Les édiles représentent les « défenseurs de la patrie » car, à Grenade, cité sans conflit de 1492 à 1808, à l'exception de la révolte de mai 1648, l'encadrement politique réussit pleinement la médiation sociale afin de maintenir l'ordre nécessaire à l'organisme urbain et aux lignages pour se reproduire et se renouveler.

Il n'est pas question, bien sûr, de suivre sans condition les nombreuses pistes de réflexions ébauchées par J. Casey, telle l'hypothèse d'une incompatibilité de la pratique esclavagiste avec la quête d'intimité (*privacy* : p. 248), mais la principale qualité de cette

étude est de multiplier les ponts entre les secteurs de la recherche historique, d'offrir d'abondantes comparaisons et d'émettre des hypothèses de travail.

ALAIN HUGON

1 - James AMELANG, *Honored citizens of Barcelona: Patrician culture and class relations, 1490-1714*, Princeton, Princeton University Press, 1986 ; Mauro HERNÁNDEZ, *A la sombra de la corona. Poder local y oligarquía urbana (Madrid, 1606-1808)*, Madrid, Siglo XXI, 1995.

2 - James CASEY, *Early modern Spain: A social history*, Londres, Routledge, 1999.

Tamar Herzog

Defining nations: Immigrants and citizens in early modern Spain and Spanish America
New Haven/Londres, Yale University Press, 2003, VIII-325 p.

Le livre de Tamar Herzog naît du projet ambitieux d'individualiser les modalités de construction de la communauté des Espagnols pendant l'époque moderne ; donc les modalités de construction des communautés locales ainsi que de la grande communauté de l'empire, ce qui revient à dessiner l'évolution des deux catégories juridiques désignant ces relations d'appartenance. D'une part, la catégorie de *vecindad* (dont la traduction la plus plausible est « bourgeoisie »), qui donne accès, à l'époque moderne, à une série de privilèges économiques, politiques, sociaux et symboliques, dont les caractères se déclinent selon la variété des situations locales. À ces privilèges correspondent autant de devoirs, dont la soumission aux autorités locales, la résidence dans la communauté, la prise en charge de la défense militaire de la ville sont les plus généralement partagés. D'autre part, la catégorie de la *naturaleza* qui désigne, quant à elle, les relations des sujets à la communauté plus large du royaume. Les deux termes renverraient donc à deux réalités qui se situent à des échelles différentes – locales et nationales – correspondant aussi à différentes échelles d'importance.

L'analyse attentive de T. Herzog montre que cette séparation est, dans les faits, fallacieuse, et que des échelles apparemment irrés-

ductibles se situent, au contraire, dans une relation de continuité. Mais ce n'est que le premier des acquis d'un livre important, qui se distingue déjà par le choix d'un terrain d'analyse large, comprenant l'Espagne – et notamment Séville, Madrid, Valladolid – ainsi que les territoires d'outre-mer, Caracas, Lima, Buenos Aires en particulier. Ici, la méthode comparative est mise à contribution non seulement pour élargir le champ des informations, mais aussi pour « faire voir » ce qui paraissait aller de soi. « It was only after I read discussions about nativeness in Spanish America that I recognized the operation of nativeness by integration (prescription) in Castile and Spain. Put simply, Spanish American discussants openly mentioned naturalization by integration when they asserted that their practices were different » (p. 13). L'Espagne et le Nouveau Monde s'interrogent mutuellement, et il n'est pas rare qu'un phénomène enregistré dans un des pays éclaire sa signification par son absence dans l'autre.

Après une introduction riche d'encadrements historiographiques, les premiers chapitres s'attachent donc à une reconstitution de l'espace social où situer les figures de la *vecindad* et de la *naturaleza*. Les sources mobilisées sont très variées : archives municipales concernant l'attribution des droits urbains, listes de la milice, procès judiciaires mettant en scène étrangers et natifs, sources fiscales et corporatives, etc. Quelque 3 500 cas dans lesquels il est question de la classification des gens à partir des catégories de l'appartenance territoriale. Plus spécialement, à l'Amérique espagnole est consacré un chapitre dans lequel, en outre, la documentation produite par le Conseil des Indes, le Conseil de Castille et le Conseil d'État permet de reconstituer le rôle joué par la compétition marchande dans la création des critères de citoyenneté et de nationalité. Le chapitre suivant, en traitant des « Autres », les exclus de la *vecindad* ainsi que de la *naturaleza*, prend en compte le thème, central, de la relation entre appartenances religieuse et territoriale. Ensuite, l'auteur retrace la transformation des deux catégories jusqu'à la Constitution de Cadix, en 1812, qui définit les notions modernes de citoyenneté. Finalement, la recherche s'achève sur une réflexion autour

des possibilités de comparaison avec le cas français, l'Angleterre, ainsi qu'une pluralité d'États italiens.

Certains résultats de cette recherche frappent par leur netteté. Le statut de la *vecindad* n'était pas lié à l'accomplissement de quelques conditions légales, ou bien à l'attribution, de la part des autorités, de privilèges formels. La *vecindad* est un processus qui s'appuie sur un principe volontariste et contractualiste : *vecinos* est celui qui agit en tant que membre d'une communauté, qui – à travers ses actions (le paiement des impôts, la participation à la milice, l'utilisation des communaux, etc.) – manifeste la volonté de prendre part à la vie communautaire. En d'autres termes, la reconnaissance des pratiques sociales crée des statuts juridiques. Ce renversement de positions permet à l'auteur de discuter le bien-fondé de toute séparation disciplinaire entre histoire des normes et des institutions et histoire sociale.

D'autre part, la recherche montre de manière solide à quel point la notion de *naturaleza*, renvoyant à l'appartenance au royaume, se construit dans un rapport de continuité avec l'échelle communautaire. À partir du XVI^e siècle, *naturaleza* désigne la communauté de personnes qui ont le droit d'émigrer et de faire des commerces dans l'Amérique espagnole. C'est là que la catégorie des « natifs du royaume d'Espagne » fait son apparition. Et pourtant, on n'a pas à faire à la construction institutionnelle d'un nouveau statut juridique. Encore une fois la logique de l'intégration sociale préside à la nouvelle catégorisation, en montrant le lien de continuité existant entre la *naturaleza* et la *vecindad*. C'est l'appartenance à cette dernière qui permettait aux étrangers de se transformer en natifs ; c'est à travers leur relation à la communauté locale que les gens prenaient place dans le royaume. La pratique religieuse, à elle seule, n'était pas suffisante à créer ce statut, alors que la vassalité était le résultat – et non pas la condition – de la naturalisation. L'expérience locale – longtemps négligée dans la reconstitution des histoires nationales et située à la limite dans un rapport antagoniste avec la nation – est donc individualisée par l'auteur comme la matrice de cette construction.

L'idéal contractualiste et volontariste de la *vecindad* ainsi que de la *naturaleza* est donc au

fondement de la continuité proposée par T. Herzog entre échelle locale et nationale. Sa prise en compte permet aussi de se défaire d'un autre de ces faux débats qu'évoque l'auteur dans son introduction : celui opposant les tenants de l'existence des communautés naturelles (la *Gemeinschaft* de John Armstrong, Antony Smith, Adrian Harting) aux partisans des communautés inventées (Benedict Anderson, Maurizio Viroli). L'appartenance – nous montre T. Herzog – renvoie à un *processus* social d'identification et d'acceptation dans un réseau. La citoyenneté est un statut qui devait être reconnu plutôt qu'octroyé par les autorités, dont l'intervention sur ce terrain, loin d'être la norme, est au contraire le signal d'une situation de conflit (p. 30). Il faut donc abandonner toute recherche d'identité, et examiner plutôt des « processus d'identification » qui permettent aux individus de se réclamer de l'appartenance à une communauté (p. 4).

La richesse de ces acquis est évidente – depuis la mise en discussion de l'opposition entre histoire sociale et histoire institutionnelle ; de celle entre essentialisme et constructivisme des communautés... – et l'introduction en énonce toute la portée, en fournissant en même temps le cadre de lecture des cas analysés. Pourtant, c'est exactement à ce niveau – celui de la relation entre cas particuliers et cadres historiographiques – que quelques remarques critiques peuvent être avancées. La procédure d'analyse peut apparaître, en fait, déductive, les cas d'études étant inscrits dans des cadres problématiques énoncés d'avance. Dans l'introduction, l'auteur fait mention de ce point, en le reconduisant à des simples choix d'opportunité de présentation de la recherche : « for lack of space and because of the highly casuistic nature of the privileges attached to citizenship and nativeness, I decline to analyze their material ramification in each individual case [...] For the same reason I use no quantitative analysis nor do I necessary mention the specific results obtained in each case » (p. 15). Et pourtant ce point apparaît bien important car, parfois, les exemples rentrent avec difficulté dans le cadre proposé et, à la limite, en mettent en discussion la rigidité (c'est le cas en particulier des cas concernant les preuves d'appartenance à la communauté locale).

D'autre part, la mise en série des cas semble parfois indifférente à la chronologie spécifique dans laquelle chacun est inscrit.

Une réflexion plus poussée autour du statut du cas et de l'exemple dans le travail de reconstitution historique aurait donc profité à cette recherche, laquelle représente une étape charnière dans la réflexion autour de l'appartenance locale à l'époque moderne.

SIMONA CERUTTI

**Wayne Te Brake
et Wim Klooster (dir.)**

Power and the city in the Netherlandic world
Leyde, Brill, 2006, VIII-242 p.

Le présent volume recueille les interventions du colloque international de la Society for Netherlandic History américaine de 2001. La réflexion fondatrice de cet ouvrage s'articule autour de la pratique et des formes institutionnelles du pouvoir coercitif dans le cadre urbain néerlandais, entre le bas Moyen Âge et le début du XVIII^e siècle, période que Wayne Te Brake et Wim Klooster considèrent comme critique dans la formation de l'État néerlandais. Ils inscrivent leur démarche à plus d'un égard dans l'héritage intellectuel de Charles Tilly, en se référant tout d'abord à son modèle explicatif de la formation des États. En effet, C. Tilly fait dériver la formation des États d'un jeu complexe de deux facteurs : la contrainte d'une part et la concentration du capital dans les centres urbains d'autre part. Le poids politique acquis par les villes des Pays-Bas et leur richesse auraient ainsi permis le recrutement de forces armées indépendantes et de milices, empêchant de ce fait la naissance d'un État puissant¹.

Dans ce volume, l'accent n'est cependant pas mis sur l'opposition entre autorité centrale et pouvoir municipal, considérée comme une dichotomie trop schématique. Dans le prolongement de C. Tilly et des travaux antérieurs de W. Te Brake, les éditeurs annoncent un programme centré sur l'interaction entre l'action politique des simples citoyens et la contrainte par les pouvoirs locaux et centraux². Il s'agit donc de reconstituer la structure triangulaire

du pouvoir politique propre aux villes des États composites tels que les Pays-Bas et ensuite les Provinces-Unies.

Les contributions sont étalées de façon régulière sur la période étudiée : trois articles portent sur la période antérieure à la guerre de Quatre-Vingts Ans, trois sur la Révolte et quatre sur le XVII^e et le XVIII^e siècle. On peut toutefois regretter un certain déséquilibre du point de vue géographique. Le *Netherlandic world* se réduit ici aux villes hollandaises, flamandes et brabançonnaises. Une seule contribution concerne la Nouvelle-Amsterdam, on retrouve quelques références éparses à des villes de la Zélande et du Hainaut et les villes périphériques sont totalement négligées. Il est aussi regrettable que les auteurs n'aient pu actualiser leurs contributions pour incorporer les résultats des recherches les plus récentes, car ces dernières années ont vu la parution d'un grand nombre d'excellentes histoires urbaines, notamment sur Amsterdam, Leyde, Gouda, La Haye, Zwolle et Nimègue.

La contestation populaire ouverte et violente est abordée dans des contributions très diverses. Kelly DeVries s'intéresse essentiellement aux aspects militaires des soulèvements urbains en Flandre et dans la principauté de Liège aux XIV^e et XV^e siècles. Dans une analyse fine des actes de violence lors de la crise iconoclaste à Ypres en 1566, Peter Arnade argumente que la signification culturelle de ces comportements ne peut être comprise qu'en les replaçant dans le contexte de la culture publique du XVI^e siècle où des moments, des espaces et des objets sacrés constituaient des leviers de l'autorité politique à tous ses niveaux.

Plusieurs auteurs insistent sur le fait que la contestation populaire ne passe pas seulement par la violence physique, mais aussi par des rituels, des symboles et des représentations. Ainsi Élodie Lecuppre-Desjardin analyse comment les cérémonies organisées aux XIV^e et XV^e siècles en l'honneur des ducs de Bourgogne dans les villes de Gand, Lille et Valenciennes sont manipulées par leurs sujets pour transmettre des revendications. La critique est alors dissimulée dans des références à des passages bibliques ou dans des manifestations festives comportant par exemple des éléments d'inversion des rôles. Pour les gueux, P. Arnade donne également des exemples de ces procé-

dés d'inversion et de l'usage satirique des symboles ecclésiastiques.

La représentation symbolique du pouvoir politique est aussi au centre de la contribution originale d'Angela Vanhaelen sur Volewijk, le gibet d'Amsterdam. Volewijk tient une place spéciale dans la culture populaire néerlandaise. À l'extrême nord d'Amsterdam, sur l'autre rive du IJ, cette plaine représente autant les limites de l'ordre urbain que la frontière entre la vie et la mort. En effet, ce n'est pas seulement le lieu d'exhibition des pendus, mais aussi l'endroit où, selon l'explication censurée de la reproduction, les futures mères cueillent leurs bébés d'un arbre ou les pêchent dans « le puits aux enfants ». A. Vanhaelen montre comment, au XVII^e siècle, les représentations de Volewijk sont utilisées par la magistrature urbaine pour souligner son autorité, mais aussi par des sages-femmes illégales pour affirmer leur statut et s'opposer à la réglementation croissante de leur métier.

D'autres auteurs ont mis l'accent dans leur contribution sur la contrainte politique et analysent l'évolution politique des villes par le biais normatif. Ainsi, dans son article sur le déclin de la brasserie à Delft au début du XVI^e siècle, Richard Yntema étudie la compétition entre différentes instances régulatrices et ses conséquences désastreuses pour les brasseurs.

La complexité de la structure triangulaire du pouvoir politique dans les villes des Pays-Bas est bien mise en évidence par Henk van Nierop. L'auteur explique le fait qu'Amsterdam ait tardé jusqu'en 1578 à rejoindre la Révolte entre autre par les efforts continus de ses magistrats pour préserver et étendre les privilèges de ses habitants, ce qui leur assurait jusque-là le soutien de la population.

Pour finir, toutes les contributions ne sont pas pertinentes par rapport à la problématique. En outre, la particularité du développement politique des villes néerlandaises que W. Te Brake et W. Klooster évoquent dans leur introduction n'est pas toujours mise en valeur. L'insertion d'une carte aurait aussi été souhaitable. Mais dans l'ensemble, ce volume donne une bonne idée des rapports entre la contrainte politique et les différentes formes de contestation populaire dans les villes des Pays-Bas.

1 - Charles TILLY, *Coercion, capital, and European states, A.D. 990-1990*, Cambridge, Blackwell, 1990 ; Charles TILLY et Wim P. BLOCKMANS (éd.), *Cities and the rise of states in Europe, A.D. 1000 to 1800*, Oxford/Boulder, Westview Press, 1994.

2 - Wayne Ph. TE BRAKE, *Shaping history: Ordinary people in European politics, 1500-1700*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Geschiedenis van Amsterdam
Amsterdam, SUN, 2004-2007.

Marijke Carasso-Kok (éd.), I, *Een stad uit het niets, tot 1578*, 540 p.

Willem Frijhoff et Maarten Prak (éd.), II-1, *Centrum van de wereld, 1578-1650*, 533 p.

Willem Frijhoff et Maarten Prak (éd.), II-2, *Zelfbewuste stadstaat, 1650-1813*, 581 p.

Remieg Aerts et Piet de Rooy (éd.), III, *Hoofdstad in aanbouw, 1813-1900*, 636 p.

Piet de Rooy (éd.), IV, *Tweestrijd om de hoofdstad, 1900-2000*, 655 p.

Il serait commode d'inscrire la récente *Geschiedenis van Amsterdam* dans le mouvement général de renouveau ayant touché l'histoire urbaine des Pays-Bas. Le paysage historiographique néerlandais, profitant de travaux universitaires de grande valeur, s'est en effet récemment enrichi d'un certain nombre d'ouvrages sur les villes de ce pays. Rotterdam, Gouda, Utrecht, Leeuwarden, La Haye ou plus récemment Zwolle ont bénéficié de vastes synthèses amplement illustrées. La capitale des Pays-Bas, délaissée depuis près de soixante-dix ans, méritait amplement une nouvelle synthèse¹. Ce travail se démarque néanmoins de ses prédécesseurs et de ses contemporains.

Les dimensions de l'ouvrage interpellent, car cette version rénovée de l'histoire d'Amsterdam se décline sur près de trois mille pages. Les auteurs en ont organisé le découpage en s'appuyant sur de grandes ruptures historiques. Ce dispositif, renforcé par la décision d'attribuer à chacun des cinq volumes un titre qui lui est propre, consacre la cohérence intellectuelle de chaque opus.

Le premier volume se propose d'explorer la naissance puis le développement de la ville jusqu'en 1578, césure très nette marquant le ralliement d'Amsterdam au camp de la révolte

contre les Espagnols. Les auteurs font revivre les débuts d'une ville assez ordinaire, soumise comme tant d'autres aux recompositions politiques des XIV^e et XV^e siècles. Les deux volumes qui suivent sont rassemblés en un seul tome, couvrant les événements compris entre 1578 et 1813. On doit rendre grâce à Willem Frijhoff et Maarten Prak d'avoir ainsi souligné la cohérence historique d'une longue période marquée par le passage du statut de ville provinciale à celui de métropole européenne. Les auteurs, en insistant sur l'existence sur la longue durée du caractère de cité autonome et opulente, évitent ainsi la traditionnelle mais très contestable rupture entre un XVII^e siècle patiné d'or et un XVIII^e siècle uniformément placé sous le signe du déclin. En ouvrant le troisième tome avec le départ des troupes napoléoniennes, Remieg Aerts et Piet de Rooy rendent compte de la redéfinition du rôle de la ville au sein du nouveau royaume des Pays-Bas. « Capitale en construction » soumise à une réorganisation de son économie, Amsterdam écrit indiscutablement un nouveau chapitre de son histoire. Si l'on reste plus circonspect sur la décision de faire démarrer le dernier volume en 1900, les auteurs défendent leur choix avec conviction. Cette borne chronologique est en effet présentée comme marquant la fin de la conquête par Amsterdam du rôle de capitale, ainsi que son entrée dans un XX^e siècle tourmenté. Devenu le centre incontesté du pays, la ville est traversée par de multiples interrogations et affrontements qui contribuent au remodelage de son identité.

À une démarche générale chronologique, répond une organisation interne particulièrement souple. Les auteurs ont eu à cœur de se concentrer sur les principaux aspects de chaque période, évitant ainsi l'écueil redoutable de la monographie urbaine exhaustive mais dénuée de questionnements. Cette option est particulièrement sensible dans le tome consacré à la période 1813-1900. Les premiers chapitres y évoquent successivement le déclin et sa perception, le remodelage de l'espace urbain, la sauvegarde de l'ordre dans l'espace public et la composition sociale de la communauté. On doit saluer le choix d'une démarche thématique permettant au récit de gagner en dynamisme et en problématisation. La lisibilité

chronologique de l'ensemble n'en est pas moins préservée, les auteurs ayant suivi la trame des événements à chaque fois que cela était indispensable. Henk van Nierop, mettant en scène les déchirements religieux du XVI^e siècle, n'a pas manqué de retenir la vague iconoclaste de l'année 1566 pour séparer ses deux chapitres. On adhère également au choix opéré par les rédacteurs au sujet du traitement de la période 1795-1813. Tournant le dos à la démarche suivie pour le reste de l'ouvrage, ils proposent en effet un texte qui met l'accent sur la cohérence de cette tranche chronologique. Si les événements politiques occupent naturellement une grande place dans ce volume, on trouve aussi sous la plume de Thomas Poell des passages très instructifs sur les guildes ou le déclin du commerce. Loin de suivre un modèle uniforme, le plan adopté permet donc de profiter de chapitres stimulants. Cette option possède cependant deux revers.

Marquée par une grande souplesse, la structure de certains volumes peut troubler le lecteur distrait. Les deux chapitres rédigés par H. van Nierop sur les déchirements politico-religieux à Amsterdam au XVI^e siècle ne se suivent pas, séparés par des développements sur la vie économique et sociale de la ville. Cet arrière-plan est néanmoins tout à fait indispensable pour la compréhension des conflits qui gangrènent la communauté urbaine. Plus loin, alors que le volume II-1 est censé couvrir la période 1578-1650, Joke Spaans propose un chapitre consacré à l'histoire religieuse d'Amsterdam, de la révolte calviniste du 26 mai 1578 (l'Alteratie) jusqu'à l'invasion française de 1795. Les auteurs qui s'attachent à brosser un tableau de la vie culturelle à Amsterdam à l'époque moderne ont décidé, quant à eux, de retenir la distinction entre le XVII^e et le XVIII^e siècle. On aurait tort cependant d'y voir une remise en cause de la volonté affichée de faire de la date de 1650 un tournant majeur dans le plan du deuxième tome. En réalité, les quelques chapitres qui semblent ignorer cette césure l'intègrent parfaitement dans leur propos. Chaque auteur souligne la transformation de la ville en une authentique métropole européenne. Devenu « centre du monde » à la suite d'une expansion spectacu-

laire, Amsterdam déploie alors une puissance sans pareil qui s'exprime notamment dans la construction du nouvel hôtel de ville. Ce refus de toute rigidité en matière de plan, s'il risque de désarçonner certains lecteurs, permet incontestablement aux différentes contributions de préserver une réelle qualité d'analyse.

Les redites et l'éparpillement de certains développements sont plus gênants. Il est ainsi regrettable que la querelle des « kabeljauwen » et des « hoeken » au XV^e siècle soit évoquée à plusieurs reprises dans le premier volume. Les quatre sculptures en bois des comtes de Hollande, sans doute réalisées au XV^e siècle et placées originellement dans l'ancien hôtel de ville, font de leur côté l'objet de commentaires distincts à deux endroits du tome I. Le mouvement des « provos », si important dans l'histoire de la ville à partir de 1965, est analysé dans plusieurs chapitres du tome IV. On peut se demander dans quelle mesure il n'aurait pas été plus pertinent de regrouper tous ces éléments dans des dossiers consistants. De même peut-on regretter l'absence de chronologie récapitulative. Deux outils commodes permettent néanmoins au lecteur de s'y retrouver. Les textes sont en effet accompagnés, chaque fois qu'il est nécessaire, de renvois à d'autres pages ou illustrations de l'ouvrage. Un index précieux est également proposé dans chaque volume. On voit donc que des efforts importants ont été consentis pour ménager à la fois la liberté des auteurs et le confort des lecteurs.

La dimension collective de l'entreprise constitue un autre aspect remarquable de l'ouvrage. Plus d'une cinquantaine d'historiens ont en effet participé à des degrés divers à cette œuvre. Il faut féliciter les rédacteurs d'avoir su mener à bien la coordination scientifique de chaque tome, tout en s'assurant le concours d'auteurs de très haut niveau. Qu'il s'agisse entre autres de Marijke Carasso-Kok pour les milices urbaines, de Wijnand Mijnhardt pour l'évolution culturelle au XVIII^e siècle ou de Guus Meershoek sur l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, on dispose ici de l'apport des plus éminents spécialistes. Leurs analyses, tout en étant remarquablement centrées sur Amsterdam, s'accompagnent fréquemment d'une très fruc-

tueuse mise en perspective nationale voire européenne. Le lecteur averti fera donc son miel de développements fouillés, appuyés sur les dernières avancées scientifiques. Plusieurs idées reçues sur Amsterdam, comme la part prépondérante des pêcheurs aux origines de la ville ou l'absence de plans concertés lors des extensions des XVI^e et XVII^e siècles, sont ainsi mises à mal. Les pages sur le décollage économique d'Amsterdam sont directement inspirées par les travaux récents des auteurs². Loin de dissimuler les lacunes actuelles de la recherche historique, nombre d'auteurs font également état de questions demeurées en suspens ou d'hypothèses non vérifiées. Il en est ainsi de M. Carasso-Kok et de Cornelis Verkerk au sujet des événements de 1360-1367 ou de R. Aerts pour les chiffres de la population d'Amsterdam au XIX^e siècle. Clé Lesger, de son côté, signale l'absence de séries statistiques fiables sur le commerce avec les Amériques. L'ouvrage, tout en apportant au lecteur une information factuelle approfondie, participe donc également d'une véritable démarche scientifique, nourrie d'hypothèses et d'enquêtes.

Cet aspect est confirmé par un certain nombre de partis pris en matière de choix de documents. Plusieurs développements ont comme point de départ une tranche de vie, comme le récit de la journée du 23 juin 1495 ou le destin du voleur Isaac Heijman. Les auteurs ont souvent choisi d'illustrer leur propos par des témoignages, ce qui permet au lecteur de plonger au cœur de la vie des habitants d'Amsterdam, tout en ayant accès à des sources historiques. Les dossiers thématiques constituent une autre initiative pertinente et permettent des approfondissements appréciables. Jerzy Gawronski nous offre ainsi de très belles mises au point sur les découvertes archéologiques de l'époque médiévale. Le dossier préparé par Ernest Kurpershoek sur l'aménagement des rives de l'IJ au XX^e siècle présente de son côté un éclairage intéressant sur le remodelage de cet espace.

La richesse des illustrations constitue à n'en pas douter l'un des points forts de l'ouvrage. Les auteurs ont eu le mérite de privilégier la qualité ainsi que la diversité des reproductions. Les graphiques et tableaux statistiques

appuient de façon convaincante les développements sur l'histoire économique, sociale et religieuse de la ville. Une abondante cartographie permet enfin de mesurer régulièrement les transformations du territoire urbain. On appréciera, par ailleurs, le choix fait par les auteurs de consacrer la deuxième de couverture de chaque volume à un plan de la ville. Leur confrontation nous permet d'évaluer le rythme des extensions successives du territoire urbain. D'autres cartes permettent au lecteur de saisir en un coup d'œil un phénomène, comme la ventilation géographique des échanges commerciaux d'Amsterdam en 1580-1584 ou les étapes du développement ferroviaire dans la ville au XIX^e siècle.

Au total, ce travail sur la cité de l'IJ présente un caractère exceptionnel. En dépit des efforts du professeur E. O. G. Haitsma Mulier pour inscrire, dans son prologue, l'entreprise dans la lignée des histoires précédentes d'Amsterdam, la puissante originalité de ce livre doit retenir notre attention. Il s'agit bien d'un ouvrage novateur, dont le format n'entrave pas la remarquable cohérence. Ces cinq volumes constituent un *opus magnum* destiné à marquer durablement le paysage historiographique néerlandais, mais également européen.

Les chercheurs disposent désormais, avec cet ouvrage, d'un outil solide pour aborder une ville qui a tant marqué l'histoire mondiale. Les simples particuliers amoureux d'Amsterdam, de leur côté, y trouveront des éclairages intéressants et toujours abondamment illustrés.

THIERRY ALLAIN

1 - Le grand ouvrage de Hajo BRUGMANS, *Geschiedenis van Amsterdam van den oorsprong af tot heden*, Amsterdam, Joost van den Vondel, date en effet des années 1930-1933.

2 - Herman KAPTEIN, *De Hollandse textielnijverheid 1350-1600. Conjunctuur en continuïteit*, Hilversum, Verloren, 1998; Clé LESGER, *Handel in Amsterdam ten tijde van de Opstand. Koopliden, commerciële expansie en verandering in de ruimtelijke economie van de Nederlanden ca.1550-ca.1630*, Hilversum, Verloren, 2001; Erika KUIJPERS, *Migrantenstad. Immigratie en sociale verhoudingen in zeventiende-eeuws Amsterdam*, Hilversum, Verloren, 2005.

Thierry Amalou

Une concorde urbaine. Senlis au temps des réformes, vers 1520-vers 1580

Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007, 437 p.

Le livre de Thierry Amalou correspond à la première partie de sa thèse consacrée à la ville de Senlis ; la seconde partie ayant été publiée par le Comité des travaux historiques et scientifiques sous le titre : *Le lys et la mitre. Loyalisme monarchique et pouvoir épiscopal pendant les guerres de Religion, 1580-1610*, en 2007 également.

L'auteur traite en huit chapitres de la manière dont la petite cité de Senlis (moins de dix mille habitants au milieu du XVI^e siècle) a traversé, bon an mal an, le temps des réformes et des premières guerres civiles. Cette étude, extrêmement fouillée, vient s'ajouter aux nombreuses monographies parues ces dernières années, qui nous permettent désormais de mieux connaître les comportements des individus et des groupes sociaux dans l'espace urbain face aux bouleversements engendrés par la Réforme. Le cas de Senlis est à la fois original et banal, reflet fidèle d'une singularité urbaine propre à un royaume pétri de particularismes.

T. Amalou s'interroge plus particulièrement sur la surprenante capacité qu'eut la communauté urbaine de Senlis de se tenir à l'écart des modes et des tempêtes qui traversaient au même moment les villes voisines et balayaient une grande partie du royaume. Organisant sa réflexion sur un temps long, l'auteur se livre, chapitre après chapitre, à une analyse fine des frontières confessionnelles. Une telle approche permet, au final, de comprendre pourquoi la « mode de Genève » ne put s'enraciner en profondeur dans le cœur des Senlisiens, pourquoi l'iconoclasme y fut absent, pourquoi la Saint-Barthélemy n'eut pas lieu dans les murs de cette ville et pourquoi la première grande ligue catholique, celle de 1576, y fut un échec, en dépit de la proximité de la capitale.

Si la ville est tôt confrontée aux idées nouvelles, elle ne sera jamais qu'un centre mineur du protestantisme, contrairement à la cité voisine de Meaux qui fait figure de contre-modèle. Mais se pose ici comme ailleurs la

question du maintien de l'unité d'une communauté civique menacée d'éclatement par les dissensions religieuses. T. Amalou met bien en valeur la volonté commune aux notables des deux confessions de réformer leur cité et la détermination de ses officiers moyens d'y contenir les passions en accord avec la politique royale de Catherine de Médicis et la promotion « d'une sagesse néo-stoïcienne » (p. 271). À cela s'ajoute la médiation précoce orchestrée par des moyenniers, en particulier Nicolas Martimbos, dont le contenu des sermons a pu être exploité grâce à l'enquête menée sur ce théologal pétri d'évangélisme par la faculté de théologie de Paris entre 1555 et 1557.

Surtout, l'auteur voit l'échec du calvinisme comme le corollaire d'une réforme catholique qui l'avait devancé, travaillant la cité en continu depuis le début du siècle : réforme épiscopale avec des prélats comme Artus Fillon puis Pierre Foucquet et leurs auxiliaires ; diffusion du modèle sacerdotal clichtovien ; action des chanoines cathédraux, dont le rôle fut ici « considérable dans les inflexions de la piété et le renouveau de l'Église » (p. 221). La cité, dont l'éternel chantier de la cathédrale reflète bien les dynamismes qui l'habitent, fait corps autour de la tradition et de la figure tutélaire de son saint patron. Le culte de saint Rieul, premier évêque de la ville, est en effet réactivé avec ardeur et devient véritablement « porteur de consensus urbain » (p. 260).

Mais ici, le facteur le plus important de stabilité est sans doute le poids du gouverneur d'Île-de-France, François de Montmorency. Outre son intervention lors de la Saint-Barthélemy, sa généreuse influence est déterminante sur les finances de la ville, évitant à Senlis la spirale de la faillite dans laquelle nombre de cités se sont laissées happer dès la première guerre civile. La situation financière de la ville reste donc équilibrée entre 1571 et 1586 : un vrai miracle ! L'étude partielle de la clientèle de cette grande maison, enracinée dès l'époque du connétable, semble confirmer son influence sur les hommes de la cité.

La configuration qu'offre la cité à la veille de la première grande ligue, en 1576, est donc peu propice à une action radicale. Le courant des temporisateurs, la proximité avec Montmorency et l'attachement profond à

l'équilibre politique et confessionnel local y sont trop forts.

Le livre de T. Amalou nous laisse sur une histoire inachevée qui appelle inexorablement la lecture de sa seconde partie, laquelle permettra de comprendre le dénouement d'un drame dont le décor et tous les protagonistes sont désormais en place.

STÉPHANE GAL

Sylvain Vigneron

La pierre et la terre. Le marché foncier et immobilier dans les dynamiques sociales du Nord de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles
Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 416 p.

Tiré de la thèse de l'auteur, ce copieux ouvrage aborde plusieurs aspects qui tiennent à la fois de l'histoire sociale, de l'histoire urbaine, de l'histoire rurale et, enfin, de l'histoire économique. Il aurait été surhumain de s'attaquer à l'ensemble du Nord de la France ; aussi Sylvain Vigneron a-t-il porté son effort sur les territoires de deux villes, Lille et Cambrai, convoquant tout de même une masse considérable d'actes de ventes et de rôles fiscaux. Grâce à eux, l'auteur retrace, sur une période qui va de Louis XIV à la Révolution, les rapports entre la ville et ses campagnes environnantes, en une région qui, bien qu'anciennement urbanisée, garde toute son importance dans la production agricole française.

Les deux espaces choisis, comparables dans leur étendue, présentent toutefois des différences notables, à la fois dans l'organisation agraire (exploitation intensive sans jachère en Flandre, maintien de la rotation triennale en Cambrésis) et dans la place que la ville y occupe. Face au centre urbain dynamique et peuplé de 60 000 habitants qu'est Lille, Cambrai, qui compte seulement 16 000 habitants, se distingue surtout par la prégnance du pouvoir ecclésiastique, dominé par l'archevêque. L'analyse comparative revendiquée trouve d'ailleurs à ses limites, mais S. Vigneron se nourrit de ces différences et son travail n'en est pas moins riche d'apports qui, au-delà de l'histoire locale, viendront alimenter la réflexion historique au

même titre que l'étude fondatrice de Gérard Béaur pour la Beauce ou celle très récente de Fabrice Boudjaaba pour la région de Vernon, sans compter les nombreuses monographies urbaines, qu'elles concernent le Nord ou le reste de la France, toujours habilement convoquées ici.

Le livre s'organise en trois parties, qui portent chacune un regard particulier, renforcées et soutenues par 75 tableaux, 16 graphiques et une cinquantaine de cartes (parmi lesquelles on peut regretter l'absence d'une carte des localités, fort utile pour le repérage de qui n'est pas familier de ces régions). Après avoir présenté les deux territoires, la première partie ne s'aventure guère hors des enceintes urbaines, au sein desquelles elle ausculte la répartition sociale, faisant ressortir l'accroissement des écarts sociaux aboutissant à une ségrégation spatiale plus marquée. Une évocation, surtout lilloise, de l'habitat et de ses transformations conduit au cœur du sujet, grâce à l'étude minutieuse des manières d'habiter. Si la place majeure de la location, voire de la sous-location, n'étonne guère, son ampleur est frappante à Lille où à peine plus d'un dixième des maisons sont occupées par leur propriétaire. Cette première partie culmine avec une étude extrêmement fouillée du marché immobilier urbain : mobilité, mouvements des loyers et des transactions, sociologie des acheteurs et des vendeurs sont passés au crible d'une analyse minutieuse qui ne laisse rien ignorer d'une question fort peu abordée par l'historiographie, du moins pour des villes d'une taille équivalente à Lille. La bourgeoisie marchande apparaît comme l'élément le plus offensif sur ce marché, laissant la noblesse et le clergé investir sur le marché foncier rural.

C'est à cet aspect que s'attache la deuxième partie. Nous faisant franchir les portes des villes, elle nous entraîne dans le plat pays qu'elles commandent. Outre la domination écrasante des terres cultivées (plus de 90 %), S. Vigneron y met en lumière l'exceptionnelle emprise de l'Église sur la terre en Cambrésis : 52,7 %, contre 16 % à la noblesse, proportion qui est celle du clergé en Flandre wallonne où les roturiers détiennent jusqu'à 56 % des biens-fonds. La structure de la propriété foncière est ensuite questionnée, en fonction de

l'appartenance sociale du propriétaire et de la proximité de la ville. Sans surprise, on retrouve les citadins propriétaires fonciers en périphérie urbaine, leur emprise diminuant avec l'éloignement, d'autant plus rapidement que la ville est modeste. En effet, l'attrait urbain pour la propriété foncière rurale dépend largement du montant de la rente espérée, qui décroît quand on s'éloigne de la ville. Les cartes produites dans les deux dernières parties sont éloquentes à cet égard, de même qu'elles montrent la résistance des ruraux et les grandes différences entre les deux espaces étudiés : à l'aire foncière lilloise, qui s'étend sur toute la châtellenie de Lille, répond le morcellement du Cambrésis qui permet même le maintien, entre Cambrai et Le Cateau-Cambrésis, d'une zone très largement dominée par la propriété rurale.

Dans la dernière partie, qui ausculte le marché des biens fonciers, S. Vigneron jette un regard plus dynamique et replace cette résistance rurale dans une chronologie qui s'étend sur plus d'un siècle. Après une emprise urbaine croissante, stoppée par les temps difficiles de la fin du règne de Louis XIV, les citadins se replient sur les petites propriétés périurbaines ou délaissent totalement les biens ruraux, dont les revenus ne sont plus assez attractifs, laissant la place aux fermiers et aux gros laboureurs. Le retour des acheteurs citadins s'effectue durant les trois dernières décennies du siècle, dans une conjoncture de hausse des prix agricoles comme des revenus de la terre, marquée par une grande agitation du marché foncier, qui culmine au début de la Révolution.

Au-delà du vaste et riche tableau des marchés foncier et immobilier que nous présente S. Vigneron, et qui sera désormais incontournable pour tout chercheur travaillant sur ces questions, l'un des principaux apports réside probablement dans la démonstration que l'appropriation des biens-fonds par la bourgeoisie ne fut, du moins en Flandre wallonne et en Cambrésis, ni constante, ni irrésistible. D'autres, dont G. Béaur, avaient déjà battu en brèche l'idée que cette phase d'expropriation paysanne ne s'était pas étendue jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, mais on n'avait jamais encore placé le point d'arrêt aussi tôt. Qu'il s'agisse d'une caractéristique locale ou d'un

phénomène plus étendu, seules des recherches similaires permettront de trancher. Du moins pourront-elles s'appuyer avec assurance sur la méthode et les résultats solides de S. Vigneron.

YOURI CARBONNIER

Chantal Petillon

La population de Roubaix. Industrialisation, démographie et société, 1750-1880

Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006, 399 p.

L'ouvrage que nous livre Chantal Petillon est issu de sa thèse, préparée entre 1981 et 1996. C'est dire qu'il s'agit d'un travail long et riche, mais aussi d'un travail déjà ancien.

En témoigne en premier lieu le dispositif méthodologique de l'étude. C. Petillon a en effet procédé à une reconstitution des familles sur le modèle mis au point par Louis Henry dans les années 1960. Privilégiant les registres paroissiaux et les registres d'état civil, l'auteur a reconstitué plus de 11 000 fiches de famille, correspondant à des couples mariés entre 1740 et 1879. Rares sont les auteurs à avoir ainsi eu le courage d'entreprendre un tel travail et nous disposons de peu d'études d'histoire urbaine de cette facture. Il est à noter que les recherches de démographie historique urbaine sont plus nombreuses sur le territoire belge, notamment avec les travaux de George Alter, René Leboutte, Muriel Neven, Michel Oris ou Suzy Pasleau. C. Petillon ne s'est pas limitée à cette source principale mais elle a aussi largement utilisé des dénombremens et des recensements de population, dont le plus ancien date de 1764 et le plus récent de 1891. Dans ce laps de temps, la population de Roubaix est passée de 7 415 à 114 917 habitants, ce qui en fait alors la dixième ville française, au terme d'une croissance spectaculaire, surtout à partir de 1851. Cette croissance, fondée sur l'industrie, est exceptionnelle en France, et rapproche la démographie roubaisienne de celle des villes industrielles anglaises. D'autres documents ont été sollicités, à commencer par les statistiques économiques ou les archives notariées, mais de manière plus ponctuelle.

Comme le signale le titre, C. Petillon nous livre essentiellement une étude sur la population de Roubaix, c'est-à-dire que l'analyse démographique, souvent très détaillée, domine au sein de son ouvrage. Cette problématique centrée sur la population est intéressante, mais on peut regretter que cela soit parfois au détriment d'une étude de l'industrialisation ou de la ville en elle-même. Seuls les deux premiers chapitres, une soixantaine de pages, présentent la croissance économique et le développement urbain de ce « Manchester français ». La naissance de nouveaux quartiers, la place respective des usines et des habitations dans une ville en forte expansion, les modes de logement ou l'occupation de l'espace, notamment par les immigrés, ne font pas l'objet des présentations détaillées que le lecteur aurait pu souhaiter. On peut également regretter que l'auteur n'utilise pas la masse documentaire collectée pour s'interroger sur la formation de la classe ouvrière, sur les caractères communs qui la structurent et sur les pressions qu'elle subit du fait des contraintes professionnelles et sociales.

L'auteur consacre ensuite l'essentiel de son ouvrage à la description des phénomènes démographiques, et il s'agit là d'une étude complète dont la qualité et la solidité doivent être saluées. Le plan en est classique, et l'étude commence avec la présentation des populations immigrantes et des stratégies migratoires. La chronologie de l'immigration est intéressante à relever, la croissance naturelle prenant le pas sur celle-ci dès la fin du Second Empire. L'analyse, appuyée sur une cartographie abondante et précise, est convaincante, notamment lorsque C. Petillon observe que la frontière est « gommée », le recrutement de travailleurs se faisant aussi bien en Belgique que dans le Nord de la France.

L'étude se poursuit avec une analyse classique de la nuptialité, dont l'auteur suit les évolutions, avec des traditions encore fortes au début du XIX^e siècle et ensuite le développement de pratiques « effrayantes », comme les amours illégitimes et le concubinage. Dans ce chapitre, l'auteur recourt ponctuellement à la micro-histoire, livrant quelques généalogies familiales afin de suivre les alliances, la transmission des professions ou leurs changements.

Les pages consacrées aux filles-mères et surtout au concubinage apportent quelques éléments sur un fait encore mal connu. Selon la logique de l'ouvrage, le chapitre suivant est consacré à l'étude de la fécondité, qui connaît durant la période d'observation une transition incomplète. Entre le milieu du XVIII^e et la fin du XIX^e siècle, la baisse de la fécondité est nette, mais le nombre moyen d'enfants par famille reste supérieur à quatre au début de la Troisième République, en raison d'un malthusianisme tardif et limité au sein de la population ouvrière. Une analyse différentielle selon le pays d'origine et la langue des épouses souligne la forte fécondité des néerlandophones. Enfin, un chapitre est consacré à l'étude de la mortalité, de nouveau dans une perspective comparative, notamment selon les groupes socioprofessionnels et les statuts migratoires. Faisant appel à des sources diversifiées (rapports administratifs, correspondances...), l'auteur met en évidence les principales causes de mortalité dans cette grande ville industrielle.

Un dernier chapitre, consacré à l'intégration des immigrés, s'écarte de ce plan traditionnel des monographies de démographie historique et permet à l'auteur de s'interroger sur la part des immigrés dans la société urbaine du XIX^e siècle. On trouve ici des réflexions sur les mariages « mixtes » et une utilisation intéressante des dossiers de demande de naturalisation.

Cet ouvrage rend compte d'un travail important, et il sera fort utile aux chercheurs et aux étudiants, constituant un point de référence dans l'étude des comportements démographiques des populations urbaines durant la révolution industrielle. Le lecteur, et en particulier le spécialiste d'histoire urbaine, peut bien entendu conserver quelques regrets après avoir lu ce livre. On retrouve ici un problème récurrent aux monographies : tout savoir sur ce qui se passe à Roubaix, mais perdre de vue les individus ou les familles qui passent la frontière communale. Les histoires familiales sont alors tronquées, ce qui nuit à l'analyse des parcours de vie. C'est donc une histoire limitée au cadre communal, et non pas étendue au cadre de l'agglomération, qui est présentée, alors même que l'industrialisation dépasse les frontières communales. À ce propos, C. Petillon

signale elle-même qu'il y a peut-être eu une redistribution de la population entre Roubaix et Tourcoing. Par ailleurs, la borne chronologique de 1880 est également un peu frustrante, puisque le phénomène d'urbanisation et d'industrialisation n'est pas fini, et cette date ne correspond à aucun fait marquant dans l'histoire de Roubaix. Pour sa part, le démographe s'interrogera sur la manière dont l'échantillon a été constitué. En effet, ne pouvant – et on le comprend – travailler de manière exhaustive, C. Petillon n'a reconstitué que les familles dont le nom commence par les lettres L, V et W. Son choix est argumenté, mais d'une manière qui n'est pas entièrement convaincante. Dernier regret, cette étude est un peu datée. Les historiens-démographes, s'ils n'ont pas totalement abandonné la méthode de reconstitution des familles, ont depuis une vingtaine d'années développé des méthodes d'analyse multivariées qui permettent des analyses plus fines. Ces méthodes sont absentes du travail entrepris par C. Petillon, il est vrai, alors qu'elles étaient encore balbutiantes. Il aurait été très regrettable que ce travail ne soit pas publié, mais probablement aurait-il été utile de reprendre certaines analyses à la lumière de ces nouvelles méthodes, vingt-cinq ans s'étant écoulé depuis le début de la recherche, dix ans entre la soutenance de la thèse et la publication du présent ouvrage.

GUY BRUNET

Estelle Baret-Bourgoin

*La ville industrielle et ses poisons.
Les mutations des sensibilités aux nuisances
et pollutions industrielles à Grenoble,
1810-1914*

Grenoble, Presses universitaires de
Grenoble, 2005, 427 p.

Jusqu'où la cohabitation entre la ville et l'industrie est-elle possible ? Dans le cadre d'une histoire urbaine de l'environnement qui se construit en France depuis quelques années, Estelle Baret-Bourgoin aborde la question en s'intéressant à Grenoble, une ville moyenne qui, au cours du XIX^e siècle, connaît une forte croissance démographique et spatiale, laquelle

s'accompagne d'une profonde transformation de son tissu industriel. Sa réflexion commence en 1810, lorsque la législation impériale impose une procédure prévoyant une enquête publique pour quiconque souhaite installer ou agrandir un établissement industriel classé « insalubre, dangereux et incommode » et dans laquelle interviennent autorités locales, experts et particuliers. L'auteur analyse la prise de conscience des populations urbaines à l'égard des questions d'environnement à partir de 552 dossiers issus de cette procédure. Elle s'arrête aux lendemains de la Première Guerre mondiale, nouvelle étape en matière d'intervention de l'État sur le territoire urbain.

L'industrie grenobloise se signale par le maintien des activités traditionnelles, notamment le travail des peaux, et par l'essor, au cours de la deuxième industrialisation, de la cimenterie et des industries de biens d'équipement. Les ateliers de fonderies de métaux et les usines mécanisées se multiplient, renouvelant les pollutions urbaines : aux émanations des mégisseries s'ajoutent ainsi les fumées et les bruits des machines. Dans ce contexte, les sensibilités aux gênes industrielles évoluent : l'insalubrité définie par la réglementation de 1810 insiste avant tout sur les nuisances à caractère olfactif. Rapidement cependant, la dangerosité est davantage évoquée, associée à la fin du siècle aux germes et aux microbes que les dossiers mentionnent de plus en plus dans les argumentaires. Mais les nuisances ne présentent pas toutes un danger pour la santé et relèvent parfois surtout de l'inconfort et du confort. Tandis que l'utilisation du terme « pollution » se banalise, le primat de l'olfactif s'estompe au profit d'une attention accrue aux poussières, à l'altération des eaux, aux bruits voire aux nuisances visuelles.

Cependant, malgré des nuisances toujours plus fortement ressenties à une époque où l'hygiène publique progresse, l'« esprit industrialiste » domine chez les autorités locales, qui accordent des autorisations aux établissements pourtant considérés comme insalubres. Cette bienveillance est partagée par les experts, les préfets et les maires, l'industrie étant vue comme une source de richesses pour les municipalités. Comme dans les autres villes de France, les refus d'agrément sont donc rares.

Les établissements s'installent dans l'ensemble au gré des besoins industriels. Le comportement des édiles cependant ne peut se réduire à la seule révérence face à un capitalisme industriel triomphant, dans la mesure où les sensibilités à l'égard du risque industriel ne cessent de croître dans un cadre urbain de plus en plus défini comme un milieu particulièrement pathogène. La multiplication des nuisances contribue sûrement à abaisser le seuil de tolérance des populations et les autorités locales tentent de réduire les principaux inconvénients dénoncés, notamment en préservant la ville des industries les plus dangereuses : dépôts d'huiles et de pétrole, de chiffons, d'os et de peaux fraîches aussi, dans une ville fortement marquée par les mégisseries et les tanneries. Le travail des viandes est également très surveillé et les entreprises liées à cette activité sont les seules pour lesquelles les avis municipaux défavorables ou réservés l'emportent.

Les autorités cherchent aussi à réglementer la propreté des ateliers et à atténuer le bruit par une série de mesures comme l'interdiction du travail industriel nocturne. De plus en plus d'industries polluantes migrent également en périphérie. La cohabitation de groupes sociaux aux intérêts divergents est des plus délicates et l'usage de l'espace citadin est l'objet de conflits où s'affrontent propriétaires et industriels. Les conflits d'usage, autour de l'eau notamment, concernent également les agriculteurs des communes limitrophes. Par les conditions qu'ils imposent aux industriels, les autorités municipales et les experts tentent de préserver l'espace privé des immixtions industrielles, que celles-ci soient d'ordre olfactif, visuel ou auditif, et, par leurs actions et leurs avis, contribuent à la spécialisation fonctionnelle des espaces urbains.

Cette évolution s'explique aussi parce que de plus en plus de citoyens refusent de faire les frais des localisations industrielles, comme le montrent les plaintes, surtout individuelles mais pour un tiers collectives, analysées par E. Baret-Bourgoin. Malgré l'impact limité de ces résistances, elles donnent la parole à de nombreux citoyens et contribuent à l'émergence d'une opinion publique locale. Même si les maires disposent de peu de pouvoirs en matière de gestion des nuisances et des risques industriels, les opposants et défenseurs de

l'industrie s'associent ainsi à la gouvernance urbaine, orientant les décisions à l'échelle municipale. La formule de l'auteur, « l'enfer pour les autres » (p. 301), traduit bien la volonté de défendre le caractère résidentiel du quartier où l'on habite. L'opposition à l'installation d'une industrie insalubre contribue à forger un sentiment d'appartenance à un espace géographique particulier. D'abord propre aux habitants du centre-ville qui préconisent l'industrialisation à l'extérieur de la cité, cette attitude se diffuse vers la périphérie.

L'insertion de l'industrie dans la ville apparaît ainsi comme un processus complexe avant tout exploré pour l'époque contemporaine mais que certains, comme Thomas Le Roux¹, envisagent en amont. Aborder les mutations urbaines par l'évolution des attitudes face à des pollutions industrielles qui elles-mêmes se transforment permet de saisir, outre le processus d'industrialisation, un moment du changement des sensibilités citadines, un élément de la constitution des identités urbaines mais aussi les ressorts de la gouvernance urbaine. En effet, ce sont aussi les multiples plaintes d'habitants qui convainquent les autorités de l'utilité de l'intervention administrative.

Dans sa volonté de montrer ce processus à la fois du point de vue des pouvoirs et de celui des habitants, on pourrait reprocher à E. Baret-Bourgoin quelques répétitions inutiles à sa démonstration. Certains exemples auraient pu être plus brièvement traités et les questions de perception et de représentation du territoire approfondies. Mais cet ouvrage au propos dense et aux riches annexes participe indéniablement au renouvellement de plusieurs segments de l'histoire urbaine, un renouvellement qui s'attache notamment à suivre les logiques individuelles et collectives des acteurs, observe les modalités de négociations à l'œuvre, cherche à comprendre les processus d'adaptation à plusieurs échelles des urbains à leur territoire, toutes données nécessaires pour comprendre comment se réalise le changement urbain.

CLAIRE FREDJ

1 - Thomas LE ROUX, « Les nuisances artisanales et industrielles à Paris, 1770-1830 », Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2007.

Marie Charvet

Les fortifications de Paris. De l'hygiénisme à l'urbanisme, 1880-1919

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, 312 p.

Marie Charvet a choisi de revisiter un sujet historiographiquement déjà balisé – la disparition des fortifications de Paris – en se concentrant essentiellement sur les débats suscités par le sort de l'enceinte entre 1880 et 1919 et sur les acteurs qui y prennent part. Elle focalise donc sa réflexion sur trois moments considérés comme des temps de reformulation de la question, qui coïncident avec un renouvellement des acteurs : les années 1880 et les prises de position à l'égard des fortifications par l'assemblée municipale, la mobilisation de 1905 des « gens du monde » pour protester contre le projet de lotissement du Bois de Boulogne et, enfin, 1908 et l'intervention dans le débat du Musée social et des réformateurs sociaux. Son objectif est d'étudier, en prenant ces débats sur le sort de l'enceinte comme lieu privilégié d'observation, « la transmutation de l'hygiénisme en urbanisme » (p. 13). Dans cette perspective, elle a recours à des sources diversifiées et riches, qui lui donnent accès aux discours des acteurs : archives du conseil municipal et du Musée social, cartons « fortifications » des archives de la Seine et presse quotidienne de l'année 1905.

La première partie de l'ouvrage vise à retracer les conditions intellectuelles et cognitives de production des discours qui se sont succédé sur l'enceinte. Le lien établi entre la question des fortifications et celle de la régénération nationale, elle-même fortement reliée au problème de l'hygiène, est un invariant qui traverse l'ensemble de la période étudiée. Le débat s'amorce dans le contexte de la remise en question provoquée par la défaite de 1870 et la référence au « retard français » y est omniprésente, soulignée, comme le montre M. Charvet, par le recours constant à des comparaisons avec l'étranger, d'abord presque exclusivement limité à l'Allemagne, puis étendu à d'autres pays européens. La signification attribuée à ce retard évolue avec le temps. Dans les années 1880, les élus municipaux dénoncent les mauvaises conditions sanitaires

encouragées dans la ville par l'enceinte qui l'empêche de s'étendre. Ils voient dans le retard sanitaire français une cause adjuvante de la défaite et soulignent le contraste avec l'absence de scrupule des villes allemandes à se débarrasser de leurs fortifications. Lorsque le Musée social intervient dans le débat en 1908, la préoccupation sanitaire n'a pas disparu, mais l'accent est désormais mis sur la tuberculose et sur la nécessité de préserver des « espaces libres ». À grand renfort d'exemples étrangers, les réformateurs sociaux stigmatisent le retard français dans ce domaine et dans celui de « l'aménagement rationnel des villes ». Pour les élus des années 1880, il ne s'agissait encore que d'offrir de l'espace aux Parisiens. Avec les réformateurs sociaux, la question de la destruction des fortifications et de la préservation des « espaces libres » s'inscrit dans le dessein plus large de concevoir un plan d'extension à l'échelle de l'agglomération parisienne. L'enceinte est alors vue comme un lieu d'expérimentation possible des principes de l'urbanisme.

La seconde partie de l'étude concerne les intérêts des différents acteurs et leurs modes d'intervention dans le débat, notamment les stratégies qu'ils déploient les uns par rapport aux autres afin d'imposer leurs vues. M. Charvet adopte ici une démarche beaucoup plus chronologique, faisant la part belle à l'historique des négociations entre la ville et l'État, qui achoppent sans cesse sur des questions de financement, et égrenant les différents projets qui se sont succédé sur le sort de l'enceinte jusqu'à l'accord final de 1919. Elle montre d'abord que la question des fortifications au sein des conseils municipaux des années 1880-1890 était englobée dans des enjeux politiques plus larges. L'analyse des votes de l'assemblée municipale révèle que la question de l'hygiène ne figure que de façon très marginale dans les débats, et que les premiers partisans de la suppression de l'enceinte, rassemblés autour du projet Guyot, sont surtout de farouches défenseurs de l'autonomie municipale. La question des fortifications se trouve donc reliée dans un premier temps à la revendication de l'extension des pouvoirs municipaux. L'auteure s'attache ensuite à décrire l'apparition de nouveaux acteurs dans le débat : esthètes, sportifs et gens

du monde, puis section d'hygiène du Musée social. Elle analyse leur intervention sur la question des fortifications comme relevant de légitimités autres qu'électorales. Dans le cas de la mobilisation contre le lotissement du Bois de Boulogne, c'est l'appartenance à l'élite sociale et les considérations de goût qui sont déterminantes. Dans le cas des réformateurs sociaux, c'est la compétence professionnelle qui prime, puisque les intervenants sollicités sont, entre autres, architectes et spécialistes de la ville. M. Charvet montre que l'intervention de ces nouveaux acteurs et de leurs préoccupations contribue à reformuler le débat en mettant l'accent sur la question des « espaces libres », où se mêlent esthétisme et hygiénisme, et sur « l'aménagement rationnel » des villes. Son analyse rencontre cependant ses limites lorsqu'il s'agit d'expliquer l'évolution similaire chez les élus locaux dans l'appréhension du problème des fortifications et de rendre compte des rapports qu'ils entretiennent avec les nouveaux acteurs du débat. Peut-être l'auteure voit-elle trop exclusivement ces relations sous l'angle de la concurrence, allant jusqu'à parler d'entreprise de « délégitimation » des pouvoirs municipaux par les nouveaux venus, au lieu d'y reconnaître l'action plus banale de groupes de pression, ce qui l'empêche d'insister sur d'autres types d'interaction, notamment le fait que certaines personnes transitent entre ces différents groupes ?

Si le choix effectué par M. Charvet de revisiter la question des fortifications en suivant les acteurs qui s'y sont impliqués est très stimulant, on peut néanmoins regretter que la démarche de l'ouvrage, et notamment le fait de séparer artificiellement le discours des conditions sociales de sa propre production, empêche parfois de rendre toute la complexité des débats et entraîne des répétitions entre les deux parties. Enfin, certains thèmes qui affleurent dans la seconde partie, comme la question des enjeux financiers opposant l'État et la municipalité, ou celle des pressions exercées par les propriétaires parisiens, auraient mérité d'être plus longuement traités et mieux intégrés à l'étude, puisqu'ils semblent influencer considérablement sur les prises de position des différents acteurs.

Denis Bocquet

Rome ville technique, 1870-1925.

*Une modernisation conflictuelle
de l'espace urbain*

Rome, École française de Rome, 2007,
VIII-440 p.

Cet ouvrage érudit tiré d'une thèse d'histoire urbaine propose une « lecture alternative des enjeux de modernisation » (p. 14) de la capitale italienne, de son intégration à l'État-nation au gouvernement fasciste.

Se démarquant à la fois de la tradition de l'*urbanistica* italienne focalisée sur l'étude des plans régulateurs et d'une histoire française qui privilégie l'étude des conflits politiques et/ou symboliques entre catholiques et nationaux, Denis Bocquet choisit de « lire la ville par en bas » (p. 363), au sens propre d'une analyse de la « dimension souterraine de l'histoire urbaine » (p. 237) comme au sens figuré. Le choix original d'un objet modeste et d'apparence neutre, « la ville des chantiers » (p. 2), s'inscrit pleinement dans le champ d'une histoire sociale aux terrains élargis et des nouvelles tendances de l'histoire urbaine, nourries d'un dialogue avec les sciences sociales.

À partir de ce positionnement méthodologique et d'une mise en contexte factuelle et historiographique, D. Bocquet renouvelle les études romaines grâce à une analyse minutieuse de six dossiers d'archives inédits. Cette « enquête presque policière » (p. 285) retrace en un parcours à la fois thématique et chronologique le déplacement des terrains d'affrontement entre municipalité et État, dans une capitale officiellement dépourvue de statut dérogatoire. Elle commence par montrer comment le Tibre, « frontière implicite entre deux zones d'influence » après le 20 septembre, devient, *via* le projet Canevari de canalisation, une « tranchée étatique » contrôlée par le Génie civil (p. 105). Le débat autour du Tibre, dont Giuseppe Garibaldi propose de dévier le cours, est ensuite relancé dans le cadre de l'offensive politique de la gauche qui débouche sur l'alternance de 1876. Puis s'opèrent le renforcement de l'emprise étatique sur la capitale à l'occasion de la construction des collecteurs des égouts et, inversement, la préservation des prérogatives municipales sur le réseau d'égouts lui-même. Dans un

second temps, la recherche se consacre aux périphéries de la ville en cours d'urbanisation, plus précisément à l'assainissement et à la mise en valeur de l'*Agro romano*.

Cette « micro-histoire de la décision » (p. 105) souligne la complexité au jour le jour des conflits, dans lesquels interfèrent affrontements idéologiques, conflits de compétences, rivalités de corps voire inimitiés personnelles. Elle suit la transformation progressive des conflits idéologiques entre municipalité et État, dans le cadre exceptionnel de la question romaine, en conflits institutionnels multi-scalaires typiques des capitales politiques. Elle révèle également la fonction des conflits, qui visent, avec « la plus technicienne mauvaise foi politique, ou la plus politique mauvaise foi technicienne » (p. 3), à redéfinir les aires de compétence des acteurs en présence. L'examen détaillé des compromis politiques qui se nouent autour des choix techniques à l'heure du « difficile passage de l'ancien régime urbain à la démocratie municipale » (p. 304) et du transformisme permet en outre de nuancer notre vision du processus de décision, même si l'on peut rester réservé quant à la dimension parfois psychologisante des analyses. Le concept de médiation emprunté à la sociologie des organisations sous-tend la thèse centrale de l'échange de la perte de compétences municipales et de l'acceptation de la modernisation urbaine contre la préservation des intérêts fonciers des grands propriétaires catholiques et le refus de l'industrialisation de la capitale.

La démonstration s'achève sur une relativisation convaincante du rôle des plans régulateurs. Non seulement leur échec récurrent dans Rome est clairement expliqué par une structure politique (les plans adoptés par les progressistes ne sont pas appliqués par les conservateurs de retour à la mairie), mais le plan n'est plus évalué à l'aune de son application, mais considéré comme un marqueur de la zone de compétences municipale. Ce changement de paradigme permet une appréhension non dichotomique de la production de l'espace urbain : l'opposition stéréotypée entre croissance urbaine planifiée et croissance urbaine anarchique est dépassée au profit d'une lecture des divers mécanismes sociaux qui « planifient », au sens large, la ville. Malgré l'absence délibérée de vue d'ensemble sur la modernisa-

tion romaine s'esquisse une histoire urbaine alternative : la Ville Éternelle se transforme, dans un contexte spéculatif sur lequel insistait l'historiographie marxiste¹, sous l'égide d'un système de concessions entre mairie et entrepreneurs et d'une planification étatique s'appuyant sur des enclaves urbaines (le Tibre, les monuments nationaux, la zone archéologique et l'*Agro romano*).

D. Bocquet met en œuvre une conception dynamique du territoire, « théâtre politique » (p. 186) et enjeu institutionnel en constante redéfinition. Il milite pour une « histoire spatialisée des conflits urbains » que l'on pourrait qualifier de géopolitique historique mais qui procède d'une interdisciplinarité ambiguë. L'étude de la gestion urbaine et périurbaine des eaux mobilise en effet des concepts (notamment celui de réseau) et des références relevant de l'aménagement, de l'urbanisme et de la géographie – qui auraient sans doute gagné à être encore enrichies d'un dialogue avec la géographie de l'environnement – mais n'explique curieusement jamais son rapport à ces disciplines. On peut aussi regretter que les reproductions de cartes ou de documents techniques ne dépassent guère le statut de simples illustrations dépourvues de véritable intégration à la démonstration textuelle.

Ce plaidoyer en faveur d'une histoire urbaine renouvelée par le croisement de l'histoire politique et de l'histoire des techniques promeut toutefois très efficacement une « vision politisée de l'espace urbain » et une « perception spatialisée des luttes politiques et institutionnelles » (p. 363) qui méritent d'être généralisées à d'autres terrains, telle l'Allemagne qu'étudie actuellement D. Bocquet.

GÉRALDINE DJAMENT-TRAN

1 - Alberto CARACCILO, *Roma capitale dal Risorgimento alla crisi dello Stato liberale*, Rome, Edizioni Rinascita, 1956.

Marianne Thivend

L'école républicaine en ville.

Lyon, 1870-1914

Paris, Belin, 2006, 251 p.

Un chercheur italien tend inévitablement à éprouver une forme d'étonnement à la

lecture de travaux ayant fait le choix d'envisager tel ou tel aspect de l'histoire institutionnelle de la France contemporaine selon une perspective locale. L'intérêt heuristique de ce type d'approche n'est cependant plus à démontrer, comme en témoignent dans le domaine de l'histoire institutionnelle de l'enseignement les ouvrages cités par Marianne Thivend dans la bibliographie de son étude consacrée au cas lyonnais. En effet, comme le fait remarquer l'historienne elle-même, l'échelon local autorise une analyse du rôle de l'ensemble des acteurs sociaux impliqués dans le processus éducatif et, par conséquent, une étude de l'histoire tant des politiques que des pratiques éducatives.

Si dans la recherche récente, l'approche locale « par en bas » a fini par supplanter l'approche nationale « par en haut », c'est notamment au travers d'études consacrées au cas rural. M. Thivend innove sur ce point en adoptant une perspective qui, il faut le dire d'emblée, s'avère particulièrement féconde : elle a en effet préféré circonscrire son étude au cadre urbain. Le choix de ce « sujet spécifique » amène l'historienne à identifier et à questionner les différentes dynamiques à l'œuvre dans ce type de cas : le processus de construction de l'État républicain, les efforts de la municipalité pour affirmer sa propre autonomie, et enfin les dynamiques spatiales, économiques et sociales propres à une grande ville. M. Thivend parvient avec maestria, grâce à l'ampleur des sources consultées, à faire entrer en résonance ces trois dimensions et les différents types d'acteurs qu'elles font intervenir : l'État, la municipalité, l'Église, les notables, les enseignants, la population.

Dans la première partie de l'ouvrage, l'historienne retrace l'évolution des politiques scolaires depuis les années 1870-1880, une période fondamentale pour les rapports entre l'école et la ville, où l'Église se trouve exclue de l'enseignement primaire public tandis que les villes se voient confier la tâche de financer la construction de nouvelles écoles et de rémunérer les enseignants, les municipalités devenant par conséquent un acteur essentiel des politiques d'éducation. L'auteur met en évidence et analyse les rôles spécifiques de ces différentes institutions, à commencer par celui

des autorités locales, démontrant combien il se révèle crucial, alors même que l'instruction primaire constitue à cette période le terrain d'intervention privilégié de l'État républicain.

M. Thivend parvient ainsi à mettre l'accent sur la question de la mise en œuvre des politiques de l'État républicain : dans les années 1870, alors même que le cadre réglementaire relatif à l'éducation est encore en cours d'élaboration, les grandes villes disposent de marges de manœuvre et sont en mesure d'innover en matière de politique scolaire – un élément qui contribue à l'affirmation du pouvoir municipal. Corollaire de l'engagement et de l'investissement sans précédents en matière d'éducation du conseil municipal républicain, se développe l'antagonisme avec l'Église et pour finir la laïcisation systématique de l'instruction réalisée entre 1879 et 1881. L'étude menée par M. Thivend fait clairement ressortir les actions concrètes mises en œuvre par les élus locaux, leur façon de se positionner en concurrents des congrégations religieuses et, partant, le processus par lequel les grandes villes se trouvent prises entre deux logiques, sur fond de tension constante entre idéal politique et gestion des affaires scolaires courantes. Une logique politique et administrative d'une part, où se jouent les rapports entre l'échelon local et national ; une logique municipale et urbaine d'autre part, résultant de l'interaction des élus municipaux avec l'espace et la population de la ville, soumis à l'époque à de profondes mutations.

Ce premier questionnement gagne encore en profondeur dès lors que l'historienne s'attache à retracer « les pratiques scolaires des citoyens [...] considérées tout autant comme le produit de cette politique que comme facteur de définition de cette politique » (p. 121). L'analyse des relations entre l'institution et les individus s'avère particulièrement féconde et contribue à mettre en lumière des aspects rarement étudiés de la vie scolaire. Par exemple, la complexité des comportements scolaires des classes populaires dont les enfants ne restent pas longtemps dans la même école du fait des fréquents changements de domicile des familles citadines mais également parce qu'ils espèrent pouvoir bénéficier d'une cantine. Ou bien parce qu'ils cherchent à s'inscrire dans la « meilleure école » – la réputation de l'établissement étant

étroitement liée aux résultats obtenus par ses élèves au certificat d'études. Dans ce contexte, les familles se montrent toujours plus attentives à l'instruction des enfants. Leur comportement, que l'on ne saurait qualifier de passif, se révèle avoir un impact important sur la gestion des écoles.

L'organisation de services sociaux comme les cantines scolaires, les études surveillées, les garderies du jeudi, les classes de vacances et les colonies scolaires, mis en place pour lutter contre l'absentéisme scolaire, est le terrain sur lequel s'affrontent l'école congréganiste, forte de la tradition des patronages paroissiaux, et l'école laïque. À partir de la fin des années 1890, s'organise le mouvement associatif laïc péri- et post- scolaire des Amicales d'anciens élèves, nées à l'initiative des instituteurs qui jouent un rôle déterminant dans l'organisation d'activités dont l'enjeu est « la réussite de l'école républicaine et son intégration au sein des populations urbaines » (p. 202).

L'historienne s'attache à mettre en lumière le rôle des enseignants dans la « construction du lien social entre l'institution et les familles » (p. 179). Pour ce faire, elle interroge leur métier en retraçant les trajectoires individuelles de 126 instituteurs et de 235 institutrices, nommés dans différentes écoles à partir de 1900. De cette étude ressort une évolution entre un début de carrière dans les banlieues et une fin de carrière en centre-ville. Il apparaît que les zones périphériques, où le phénomène de rechange des enseignants est le plus rapide, sont défavorisées. L'on assiste également à un processus de « notabilisation » des enseignants. Les trajectoires des enseignants et des directeurs et directrices révèlent la géographie sociale de la ville et permettent d'identifier les logiques économiques et sociales propres à la grande ville qui interagissent avec les politiques scolaires.

L'histoire de l'école lyonnaise, à travers la reconstruction qu'en propose M. Thivend, contribue à mettre en valeur des faits jusqu'à présent à peu près ignorés : « l'école urbaine, c'est aussi l'école du peuple » et, en ce sens, l'école de la République « est en effet une école ségréguée » (p. 208) dont la réalité ne correspond pas à l'image monolithique que l'on peut avoir de l'école primaire de la Troisième République. Au contraire, elle « présente de

multiplés visages qui varient en fonction des représentations et des usages qu'en font gestionnaires, enseignants et famille » (p. 211).

TERESA BERTIOTTI

Barrie Michael Ratcliffe et Christine Piette

Vivre la ville. Les classes populaires à Paris, 1^{re} moitié du XIX^e siècle
Paris, La Boutique de l'Histoire, 2007,
584 p.

Il était bien venu de rassembler en un volume la dizaine d'articles jusqu'à présent éparpillés des deux auteurs, d'ailleurs révisés et augmentés. On peut enfin aborder sérieusement l'étude, au moins sociale, de ce premier demi-siècle parisien encore trop ignoré. Disons pourtant que l'ouvrage est de lecture parfois malaisée, du fait d'un souci excessif de prudence et de nuances dans les argumentations, aussi bien que d'une surabondance de notes bibliographiques et méthodologiques, utiles, mais trop longuement commentées et discutées.

L'étude la plus neuve est la première qui porte sur les migrants à Paris et leur insertion dans la ville (terme plus souple que celui d'intégration) sous les deux monarchies censitaires. On savait déjà que la proportion d'individus nés à Paris ne représente que le quart à peu près de la population masculine adulte, ce depuis la Révolution jusqu'à 1860 et au-delà. À partir des nombreux renseignements que fournissent, par sondages ici suffisants, les actes de mariages, la présente étude montre de façon convaincante l'insertion réelle des migrants et ses lents progrès de 1820 à 1850. Pourtant, puisqu'il s'agissait aussi de mesurer l'immigration, on aurait aimé voir prendre en compte la population si « mobile » des garnis, qui forme plus du dixième de la population masculine majeure et constitue sûrement une part importante d'une immigration instable.

Très neuve également est l'étude suivante qui s'intéresse à cinq quartiers ; trois populaires (Faubourg Saint-Denis, Faubourg Saint-Antoine, Hôtel de Ville), deux qu'on peut raisonnablement supposer aisés (Chaussée-d'Antin et Faubourg Saint-Germain). La recherche se fonde cette fois sur un recense-

ment minutieux des parents, amis et conjoints des habitants, réalisé à partir de l'examen de 2 729 mariages et surtout, travail très neuf, de 1 065 réunions de conseils de famille. On peut estimer de la sorte leur répartition géographique selon trois zones de proximité : le quartier, l'arrondissement et les arrondissements limitrophes, l'extérieur. L'observation descend parfois, quoique trop ponctuellement, au niveau de la rue, voire de l'immeuble.

Le quartier parisien est un lieu de relations fortes, mais surtout, ce que l'on n'avait pas encore montré, très ouvertes sur l'extérieur, notamment dans les quartiers aisés. N'est présentée pourtant ici qu'une géographie simpliste de ces relations supposées intimes. Un lien paraît bien établi entre relations et proximité, mais non, ou trop peu, entre relations sociales et activités professionnelles, mesurables puisqu'on connaît le métier des individus concernés. L'étude sociale est sommairement ramenée, sauf de rares allusions, à trois catégories plutôt imprécises : élites, classes moyennes et classes populaires. Ici, l'utilisation des techniques graphiques d'analyse de réseau aurait sûrement été riche d'enseignements.

Par ailleurs, le quartier administratif est-il un bon cadre d'approche, une unité d'observation acceptable ? L'auteur des articles souligne que la notion de proximité, quand il s'agit de définir un réel « espace vécu », ne peut que varier selon les individus ou groupes homogènes d'individus. Il continue pourtant d'utiliser cette circonscription abstraite comme base de son étude : on peut rétorquer qu'il n'en est guère d'autre.

On relèvera aussi l'étude très fouillée de la population présumée misérable de la Montagne Sainte-Genève qui n'est pas seulement un repaire privilégié des chiffonniers, mais aussi le lieu d'activités classiques. On y découvre l'existence d'une petite colonie d'Allemands de Hesse, qui forme au sein du quartier un véritable ghetto. Mais l'étude – qui porte en réalité sur les tardives années 1860 – laisse l'impression que la misère n'est pas aussi tragique que le croyaient les contemporains. Tous les témoignages pourtant, depuis Louis-Sébastien Mercier ou Jean-Jacques Rousseau et jusqu'à une date relativement récente, montrent un état de délabrement sinistre du

XII^e ancien puis du nord du V^e arrondissement nouveau auquel même les travaux du Second Empire n'ont pu vraiment remédier. De longues observations sur le caractère prétendument trompeur des clichés de rues de Charles Marville, que l'auteur juge misérabilistes, n'étaient ni indispensables ni réellement convaincantes.

Un long texte sur la pauvreté à Paris, domaine à la vérité déjà largement défriché, doublé d'études sur les domestiques et la vieillesse féminines, riches de données utiles, se révèle au total plutôt décevant. Mieux localiser cette pauvreté aurait été nécessaire : tous les quartiers du XII^e arrondissement ancien (et pas seulement la Montagne Sainte-Genève), ceux du VIII^e (sans le Marais), le quartier des Invalides, comptent plus de 70 % de loyers de moins de 200 francs, seuil que l'on considère comme un bon indicateur de pauvreté. Le IV^e arrondissement en compte de 65 à 70 %, tandis que la Chaussée-d'Antin ou Feydeau en ont moins de 20 %. En conclure que l'on peut clairement ranger les classes populaires sous trois rubriques élémentaires – les vrais misérables, une grande masse de la population en position toujours incertaine, « au bord du gouffre », et ceux enfin qui sont « au-dessus du besoin mais jamais à l'abri » – n'est qu'une banale évidence. Tenter de dénombrer ces groupes, même approximativement, est imprudent du fait de l'instabilité de la conjoncture économique. Le lecteur s'essouffle alors sous une avalanche de chiffres. Et rien ici sur le logement populaire, si cher et si médiocre.

Ce problème des niveaux de pauvreté ne saurait se traiter qu'en fonction de la conjoncture économique extrêmement fluctuante sous les deux monarchies censitaires. On regrette également le peu d'utilisation critique des innombrables travaux contemporains sur le sujet, tant qualitatifs que quantitatifs, et particulièrement de ceux d'Antoine Vée, dont le *Mémoire* de 1836 à la Société des établissements charitables est une source d'information remarquable, notamment sur la localisation précise de la misère. A. Vée a tenté en 1845, dans *Du paupérisme et des secours publics dans la ville de Paris*, d'estimer, par des comptes qui sont tout à fait utilisables, les niveaux de

revenu du travail nécessaires pour vivre ou seulement survivre dans la capitale. On constate une paupérisation des classes populaires, comme le révèle, entre d'autres indices, la diminution sensible de produits de consommation tels que la viande et les boissons. Il y a d'ailleurs là un souci populaire grandissant que révèle la multiplication des estimations de budgets ouvriers dans la presse ouvrière des années 1840.

Il n'y a pas, dans la capitale, que des domestiques féminines, des femmes pauvres âgées, des chiffonniers ou des marginaux. Paris, on ne le voit guère dans ce livre, est d'abord un monde de travail, industriel et commercial. Ce grand monde du travail (en 1847 210 000 ouvriers, 113 000 ouvrières), qui fait vivre, toutes activités confondues, bien ou mal, au moins 80 % de la population, est en proie clairement à des difficultés croissantes sous la monarchie de Juillet (en nette opposition avec la prospérité de la Restauration jusqu'en 1827). On constate un accroissement des inégalités, un risque croissant d'échec pour ceux qui entreprennent, le développement d'un système de marchandage du travail qui appauvrit le salarié, réduit le petit patron à la condition de façonnier dépendant et appauvri, par exemple dans les grandes corporations du vêtement, de la chaussure et du meuble. On en verra les désastreuses conséquences en 1847-1848. Or toutes les études ici présentées immobilisent, figent l'observation, alors que se produisent des changements économiques et sociaux majeurs.

Les auteurs entendaient d'abord et surtout « déconstruire la représentation dominante », celle des « classes dangereuses » de Louis Chevalier. On savait déjà que le suicide ou le concubinage populaire ne prouvaient rien quant à cette maladie de la ville qu'imaginait L. Chevalier. Valait-il la peine d'y revenir pour constater l'impossibilité de traiter le fond de ces deux problèmes : une fois de plus, tenter de mesurer l'importance du concubinage populaire et d'en comprendre la signification ? Faut-il y voir une forme de la « civilisation » populaire ? La réponse est et ne pouvait être qu'ambiguë.

Pour remettre en cause le travail de L. Chevalier, il ne suffit pas d'évoquer son idéologie assurément conservatrice, son manque

de prudence voire ses erreurs dans la confrontation des sources quantitatives et littéraires, ou la réelle faiblesse de son étude du « fait d'opinion ». Il faudrait une analyse démographique approfondie du Paris d'alors : les grands taux, les mortalités, précisément différenciées selon l'âge, le lieu d'habitat, la profession, l'origine géographique, le type de maladies. L'analyse en tout cas qu'avait faite L. Chevalier était infiniment trop sommaire, reposait imprudemment, parfois inexactement, sur les renseignements quantitatifs bruts relevés à l'époque. D'un autre côté, il paraît bien que, quoiqu'en laissent entendre les auteurs, Paris est réellement malade. « La ville allait devenir inhabitable » notera un peu plus tard Maxime du Camp. La mortalité diminue à peine de 1820 à 1850 ou même 1860 ; le choléra frappe sévèrement par deux fois, en 1832 et 1849, et encore une fois en 1853-1854.

Pour aller au plus court, manque au premier chef une périodisation sérieusement révisée de la croissance – extrêmement irrégulière – de la population depuis le tout début du siècle, et par voie de conséquence de l'immigration. Les chiffres officiels ne donnent qu'une image déformée de la réalité. Ce n'est pas pendant la monarchie de Juillet, privilégiée par L. Chevalier comme dans le présent livre, que se produit la plus forte augmentation de population. Au rythme de plus de 3 % l'an, celle-ci se situe entre 1820 et 1827, quand Paris approche déjà, quoi qu'on en ait pu dire, des 900 000 habitants. Mais elle est aussitôt suivie d'une brutale décongestion, d'un désastreux effondrement à 800 000 environ en 1831. La hausse suivante, 1831 à 1836, n'est dès lors qu'une récupération. Celle, forte encore, de 1841 à 1846, à sensiblement moins de 3 % l'an, est de nouveau suivie d'un effondrement en 1846-1851. Il se serait produit une sorte de régulation de l'immigration, faite de phases qui se compensent, sûrement rythmées par une conjoncture économique désormais bien connue.

En bref, l'ouvrage propose plusieurs avancées fortes dans un domaine peu exploré ; d'autres sont plus discutables, mais l'ensemble, avec ses nuances et ses doutes exprimés, voire la reconnaissance d'impasses, invite à la discussion.

JACQUES ROUGERIE

Frédéric Vidal*Les habitants d'Alcântara.**Histoire sociale d'un quartier de Lisbonne au début du XX^e siècle*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006, 504 p.

La partie de Lisbonne que Frédéric Vidal a choisi d'étudier se trouve à proximité du Tage, en aval du centre-ville. Elle est connue pour ses docks et ses grands bassins à flot, mais s'enfonce vers l'intérieur suivant différents axes de communication et marque la limite de l'espace urbanisé dense. Aujourd'hui, cette zone correspond au débouché nord du grand pont suspendu reliant la capitale portugaise à la péninsule de Setúbal. Ce secteur s'est considérablement densifié depuis le début du XX^e siècle, et la période étudiée ici n'est qu'une étape dans le long processus de formation de l'agglomération de Lisbonne. La « paroisse civile », une des délimitations possibles pour ce territoire, passe ainsi de 23 000 habitants en 1900 à 35 000 en 1940. Un Lisboète sur vingt à peu près habitait à Alcântara au début du siècle passé.

Ce type de perspective n'intéresse pas l'ouvrage, puisqu'il s'agit d'une thèse d'histoire dont le champ d'étude est bordé chronologiquement. Mais on n'apprend alors trop peu de choses sur l'Alcântara du siècle précédent ; l'essentiel du peuplement n'est-il pas pourtant constitué en 1900 ? Il faudrait en savoir davantage sur cette antériorité, cette première industrialisation liée au port et aux échanges, à d'anciens ponts qui ont baptisé le quartier. Histoire urbaine ? Selon F. Vidal, l'objet de cette volumineuse enquête est d'abord la population (« les habitants »), saisie dans une période et surtout par des sources qui couvrent les trois premières décennies du XX^e siècle. Tout type de donnée globale qui risquerait de fixer ou tout simplement délimiter le sujet est abordé très sommairement. Le quartier, souvent dénommé « zone » ou « communauté », est défini comme une marge au statut incertain, ni vraiment ville ni vraiment campagne, et décrit toujours dans son hétérogénéité. De nombreux passages donnent à Alcântara le rôle d'un miroir de la société portugaise, ni tout à fait rurale ni tout à fait urbaine, jamais totale-

ment acquise à l'industrie, etc. Tout au long de ce texte le questionnement ne s'épuise jamais, l'historien refusant à chaque instant de stabiliser les contours de son objet. F. Vidal se pose en explorateur, très personnel, de cette réalité à travers des sources peu nombreuses mais précises. Si on suit certaines séquences, on a du mal à concevoir l'ensemble. Des échappées plus théoriques cautionnent cette démarche à l'originalité revendiquée.

Disons-le donc : cet ouvrage est vraiment déconcertant. Faisant très peu de concessions au mode descriptif, on comprend mal les questions que posent « les habitants d'Alcântara » : qui sont-ils ? S'il ne s'agit pas d'une monographie de quartier – on le comprend bien vite –, la faiblesse de la cartographie contribue à laisser le lecteur dans une abstraction troublante. On cherche des éléments évocateurs dans le chapitre deux (« les trois Alcântara ») : « faubourg ouvrier », « bastion républicain », « quartier populaire »... et on comprend que ce quartier très industriel à ses débuts s'intègre progressivement à une grande ville aux fonctions multiples, dont il contribue à construire l'identité. Mais il nous est dit aussi que « le peuple d'Alcântara est reconnu et intégré dans un projet politique national » (p. 102), le contexte d'Alcântara est donc plus large encore. Le procédé métonymique toujours à l'œuvre dans ce long texte, les déplacements qu'il opère en permanence déstabilisent souvent un lecteur égaré par le caractère rhétorique de certains passages et formules.

Cette méthode se retrouve aussi à travers l'étude des sources les plus précises. Par exemple, l'enquête plus approfondie du lien père/parrain comme indicateur du voisinage apporte davantage d'éléments sur cette pratique sociale que sur le quartier où elle est étudiée et sur ses habitants : après nous avoir dit que ce lien était peu travaillé par les historiens portugais, on en conclut à la validation du « postulat sur lequel le projet de recherche est fondé » (p. 315). Ces chapitres quantitatifs, les plus précisément documentés, semblent constituer leur propre finalité. Ainsi, les deux rues particulièrement étudiées en seconde partie (Rua Da Cruz et Rua Feliciano Da Sousa) sont *a priori* des entités statistiques, et non des espaces à prendre pour eux-mêmes.

La conclusion de cette séquence déclare regretter deux échecs : l'étude du voisinage à partir des adresses et à partir de la configuration des immeubles (p. 215). On se demande alors si cette enquête était possible. La seule échappée reste donc que ces deux rues synthétisent et résument des évolutions de portée plus générale... L'étude des groupes professionnels et de certains ménages nous amène vers la micro-histoire : mais c'est encore la globalité des rapports sociaux qui est évoquée, sans que les échelons intermédiaires soient explicités. On en vient à regretter que l'auteur ne révèle pas davantage l'empathie pour un quartier qu'il connaît certainement.

S'agit-il d'observer une évolution historique ? Ici aussi aucune trame chronologique n'accroche le sujet : on ne comprend pas ce qui change à Alcântara pendant ces trois décennies. Sur un plan de méthodologie historique, le recours presque exclusif à une seule source (l'état civil) achève de brouiller les pistes, et la référence au Belleville de Gérard Jacquemet et à quelques grands auteurs d'histoire urbaine est très théorique. S'il s'agit des habitants, que signifie « habiter » ? Très peu de choses sont dites des pratiques résidentielles, comme si habiter Alcântara était en soi une position. F. Vidal semble très attaché à l'exploration des relations interpersonnelles, voire aux « stratégies relationnelles », mais les outils de l'historien sont-ils bien adaptés quand ils sont utilisés de façon aussi unidimensionnelle ? La question est justement posée en quatrième de couverture.

Plus généralement, cette étude pose le problème des cadres problématiques de l'histoire urbaine. L'entreprise souffre d'abord d'une absence de comparabilité. Pourquoi étudier Alcântara plutôt que n'importe quel autre morceau de ville ? La question reste entière. L'établissement de parallèles avec d'autres quartiers de Lisbonne ou d'autres villes similaires apporterait beaucoup, l'histoire urbaine offrant d'ailleurs de nombreux modèles. Mais l'auteur poursuit imperturbablement un programme scientifique à la fois très ambitieux et hermétique, qualifié à plusieurs reprises d'« expérimental ». Le refus de développer une réflexion sur les cadres de la spatialité (et ceci malgré les bonnes lectures mentionnées en

bibliographie) fragilise la démarche. Les questions posées par cette thèse rejaillissent donc sur l'histoire urbaine telle qu'elle peut se pratiquer aujourd'hui.

LAURENT COUDROY DE LILLE

**Pierre Fournier
et Sylvie Mazzella (dir.)**

Marseille, entre ville et ports.

Les destins de la rue de la République

Paris, La Découverte, 2004, 314 p.

Ville portuaire souvent réduite à d'innombrables clichés savants et journalistiques, Marseille a le vent en poupe. Le regain d'intérêt pour les transformations qui s'y opèrent depuis plus d'une décennie en témoigne. À contre-courant de cet effet de mode, des analyses récentes sur la vie politique marseillaise, son histoire sociale et ses recompositions urbaines, se multiplient depuis quelques années pour cerner les enjeux qui se trament sous ce qu'un regard lointain considérerait, à tort ou à raison, comme une énigme¹. Cet ouvrage se situe dans cette entreprise féconde de redécouverte d'un objet qui, *a priori*, n'a rien d'évident. Pour éviter de tomber dans le double piège, souligné par Jean-Claude Chamboredon, d'une analyse globalisante sur « la ville » et d'une « monographie de rue » décrivant de façon exhaustive la population d'un quartier et les usages qu'elle fait des lieux, les auteurs proposent une analyse des restructurations en cours à partir d'une enquête combinant ethnographie et statistiques centrée sur la rue de la République, percée haussmannienne de la fin du XIX^e siècle reliant le Vieux-Port aux docks de la Joliette.

Longtemps associés à « l'âme populaire » de la ville, ces docks ont désormais une tout autre vocation avec le projet Euroméditerranée. Ce projet, qui vise à faire de Marseille une « capitale méditerranéenne » spécialisée dans les services et le tourisme, consiste en un réaménagement économique et spatial censé redynamiser le tissu commercial et urbain local par le biais d'investissements lourds issus de capitaux privés (fonds de pension nord-américains pour l'essentiel) et publics. L'agrandissement de la gare SNCF, la réaffectation des docks et du port de la Joliette, la construction d'un

tramway et d'un quartier d'affaires autour de la rue de la République, en sont les principaux volets. Les opérations, commencées il y a environ dix ans, suscitent néanmoins de vives protestations au sein de la population locale qui s'est organisée pour dénoncer les expulsions et les pressions à l'encontre des habitants du quartier.

Issue d'un long travail collectif, cette enquête « au ras du sol » (Jacques Revel) s'articule autour de deux axes principaux : d'une part, les grandes opérations d'aménagement de la rue de la République du XIX^e siècle à nos jours ; d'autre part, le peuplement résidentiel et commercial de la rue et ses enjeux en termes d'usages des lieux, de trajectoires sociales et d'histoires incorporées. Comme le constate Pierre Fournier, la rue de la République est à première vue une « bizarrerie » si l'on compare avec d'autres grandes villes françaises : étendue sur plus d'un kilomètre, située stratégiquement au centre de la ville, regroupant une population relativement modeste dans quelques 2 000 appartements de style bourgeois détenus pendant plus d'un siècle par un bailleur unique, on semble avoir affaire à un « HBM avant la lettre » selon l'expression de Marcel Roncayolo.

Les contributions, très diverses par les objets qu'elles traitent et les types d'approches disciplinaires, théoriques et méthodologiques proposées, témoignent de la nécessité de « contextualiser une réalité considérée comme feuilletée, prise dans la coexistence de temps sociaux, institutionnels, collectifs et individuels » (p. 12). Dans le sillage des travaux de J. Revel, il s'agit de jouer sur des différentiels d'échelles qui, par des glissements de focale, rendent possible la compréhension des multiples destins sociaux pris dans différentes temporalités : temps longs de la gestion du bâti, temps accidentels de politiques hésitantes, temps cycliques des flux migratoires, temps courts des parcours individuels dans la ville. Les deux types de destins (celui des lieux et celui de ses occupants), analysés au milieu des opérations de réaménagement en cours, sont envisagés dans leur pluralité (d'acteurs, de temporalités, de trajectoires, de rapports au monde, d'enjeux et de ressources) et dans un contexte incertain, irréductible à un seul point de vue ou à une volonté unique (fût-elle la plus déterminante).

L'ouvrage est organisé en quatre parties. La première fournit au lecteur un cadrage général de cette rue d'environ 6 000 habitants, où se concentrent surtout des veufs et des célibataires. L'hétérogénéité de « la » rue fait l'objet d'une attention particulière, la délimitation officielle ne recoupant que partiellement la réalité sociale qui divise l'axe haussmannien en plusieurs tronçons, de plus en plus populaires à mesure que l'on avance vers le nord et le port industriel. Pierre Fournier et Sylvie Mazzella reviennent sur la percée de la rue à proprement parler, alors rue Impériale, au moment où la ville inaugure un port et une gare ferroviaire modernes, moteurs de l'expansion économique de la première moitié du XX^e siècle au temps où Marseille servait de carrefour commercial et migratoire entre la métropole et ses colonies. Dans un registre différent, les politistes Jérôme Dubois et Maurice Olive analysent « l'horizon d'incertitude » des négociations pour la requalification de la rue auxquelles de multiples acteurs participent. Ces discussions, à la fois formelles et informelles, font l'objet de nombreux blocages, d'avancées heurtées entre des acteurs aux préoccupations et modes d'action très éloignés, même si chacun y trouve son compte. Loin d'être le seul fruit de volontés institutionnelles, ces négociations s'inscrivent dans des logiques spécifiques qui font de cette rue autre chose qu'une simple opération de spéculation foncière. Pierre Fournier et Cesare Mattina montrent, suivant deux perspectives différentes, l'importance des réseaux d'électeurs et de clientèles sur ce « territoire de notabilité » à droite d'un arrondissement de gauche fortement marqué par le defferrisme.

Dans la deuxième partie, la focale se resserre progressivement autour de ce paradoxe qui fait de la rue de la République une rue à la fois bourgeoise et populaire. P. Fournier et S. Mazzella établissent une sociographie détaillée du peuplement de la rue, tandis que Francesca Sirna esquisse une monographie des résidents d'un immeuble pour y déceler ce qui se joue en termes de déclassements et de reclassements. De son côté, Anne-Marie Arborio restitue les différents moments de la trajectoire socio-biographique d'un médecin installé dans la rue de 1868 à 1914, dont les préoccupa-

tions et la clientèle témoignent de cet étonnant balancement entre la vocation bourgeoise de la rue et sa réalité quotidienne. La troisième partie s'attarde plus sur la question de la mobilité sociale, des ressources et des trajectoires d'acteurs pris dans des contradictions à la fois semblables et différentes, qu'il s'agisse des commerçants, français et immigrés, ou de la main-d'œuvre locale que la forte présence d'agences d'intérim dans la rue tend à stabiliser.

Le lecteur est frappé dans ces deux parties par la profondeur des analyses, basées sur différents types d'archives (baux locatifs, recensements nominatifs, annuaire mondain) et accompagnées d'encadrés fort instructifs. Il en ressort que la rue de la République a connu sur plus d'un siècle de multiples difficultés à s'embourgeoiser, contrairement au projet initial des promoteurs du siècle dernier. Pour autant, loin d'accréditer la thèse du déclin de la rue, récurrente dans le discours des acteurs, résidents ou représentants politiques, les auteurs mettent l'accent sur les dynamiques croisées de classements-déclassements, donnant par exemple à des individus en ascension issus de l'immigration maghrébine la possibilité de se défaire (jamais totalement) du stigmate lié à leurs origines pour engranger, non sans ambivalences, du capital symbolique à l'échelle locale.

La dernière partie de l'ouvrage, plus ethnographique, traite des résistances au déclassement et des petites ascensions de tels patrons et employés de snacks égyptiens, ou de cette résidente issue d'une famille liée au grand banditisme. Le chapitre consacré à la difficile coexistence entre les générations au sein de la « communauté » vietnamienne locale semble un peu détaché de la problématique générale, même s'il apporte de précieux éléments là où la plupart des discours se contentent de préjugés réifiant sur des « groupes ethniques ». De même, le lecteur a du mal à saisir le sens et la portée du portrait brossé par Sylvie Bredeloup à propos d'un marin retraité : cette monographie littéraire paraît parfois close sur elle-même, tant les détails de la description, abondants, font perdre de vue l'intérêt heuristique de ce genre d'entreprise. Par contraste, la contribution d'A.-M. Arborio sur la prostitution dans le quartier au début du XX^e siècle est saisissante. À travers l'étude des affaires, des plaintes et

des peurs auxquelles ces activités aux frontières de la légalité et de la moralité donnent lieu, elle montre comment se pose pour la rue et ses habitants la question des enjeux de respectabilité, à une époque où l'idéologie hygiéniste est en plein essor.

En définitive, cet ouvrage, riche par la diversité des approches, sources et analyses proposées, semble limité par ce qui fait sa qualité : si la finesse des descriptions ethnographiques et la maîtrise des données statistiques sont incontestables, on peut se demander si à vouloir trop rester « au ras du sol », on ne risque pas de perdre de vue d'autres phénomènes invisibles à cette échelle, comme les rapports de forces au sein des structures sociales nationales, ou les micro-pratiques politiques et policières de « dévitalisation » du bâti destinées à éloigner des populations jugées indésirables. Par ailleurs, le lecteur éprouve parfois des difficultés à se représenter l'inscription de cet espace dans celui de la ville et de la région. Il aurait été sans doute judicieux d'inclure dans l'éventail des contributions le point de vue d'un économiste, ou de tirer bénéfice des acquis de la sociologie des pratiques économiques. Enfin, on peut espérer que ce travail soit prolongé et actualisé à l'aune des évolutions sociales et politiques les plus récentes.

PAUL PASQUALI

1 - Voir sur ce point l'ouvrage d'Alèssi DELL'UMBRIA, *Histoire universelle de Marseille. De l'an mil à l'an deux mille*, Marseille, Agone, 2006, et celui de Michel SAMSON et Michel PERALDI, *Gouverner Marseille. Enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris, La Découverte, 2005.

Marie-Carmen Smyrnelis

Une société hors de soi. Identités et relations sociales à Smyrne aux XVIII^e et XIX^e siècles
Louvain, Peeters, 2005, 376 p.

Hervé Georgelin

La fin de Smyrne. Du cosmopolitanisme aux nationalismes
Paris, CNRS Éditions, 2005, 254 p.

Ces deux ouvrages sur Smyrne, publiés la même année, couvrent à eux deux une longue période

de l'histoire sociale, culturelle et politique de cette cité, du XVIII^e au début du XX^e siècle. Quoique différentes, ces études sont toutes deux remarquablement élaborées et ont fait l'objet de recherches méticuleuses.

Les auteurs développent leurs arguments en alliant avec aisance théorie et volume considérable de données d'archives inédites, principalement, mais pas exclusivement, francophones. En utilisant des sources variées (actes de notaire, correspondance consulaire, mémoires de familles, programmes scolaires et témoignages oraux), chacun analyse à sa manière la dynamique de la vie quotidienne d'individus et de familles, l'interaction entre les différentes communautés et classes, ainsi que l'impact de la politique internationale et des idéologies sur les responsables de la ville et sur l'opinion publique.

Centrés sur divers aspects d'une société smyrniote extrêmement cosmopolite, les deux ouvrages mettent en lumière les forces présentes à différents degrés et moments de la période historique couverte. Marie-Carmen Smyrnelis analyse ainsi les forces centrifuges de la coexistence, et Hervé Georgelin celles, centripètes, du conflit. L'historienne adopte une approche de longue durée et déconstruit assidûment le tissu social complexe de la ville pour nous montrer ce qui fit de Smyrne la cité ouverte, tolérante, culturellement diversifiée et prospère, tant célébrée par ses contemporains puis par les historiens. H. Georgelin choisit quant à lui de se concentrer sur la seconde moitié du XIX^e siècle, où il étudie une Smyrne ottomane, antérieure aux événements tragiques de 1922. L'auteur dépeint un tableau convaincant des dynamiques à la fois intérieures (les nationalismes) et extérieures (l'impérialisme occidental) de la ville, ainsi que des événements internationaux, tant sur le plan politique que militaire : de la guerre gréco-ottomane de 1897 à la Première Guerre mondiale, en passant par les guerres des Balkans et la révolution des Jeunes-Turcs en 1908. L'auteur analyse ainsi leur contribution au déchirement de Smyrne, en dépit de la persistance d'une coexistence remarquable, également dépeinte dans son ouvrage.

Cette coexistence est d'ailleurs décrite par M.-C. Smyrnelis, qui en explore la constitu-

tion, individu par individu, famille par famille, quartier par quartier, à travers les unions matrimoniales, le retour de faveurs et la mise en place de réseaux sociaux et marchands dans une cité fondamentalement définie par des relations commerciales dépassant les liens communautaires, nationaux et religieux. Le thème sous-jacent de ces deux études est celui de la croissance économique et de l'éthique commerciale libérale, principes garants de la cohésion de Smyrne. Cette prospérité n'était cependant pas partagée par tous, comme le montre M.-C. Smyrnelis par son analyse des classes défavorisées, à revenus et à compétences modestes. H. Georgelin se penche pour sa part sur le secteur rural de l'arrière-pays et sur certaines communautés plus réduites situées en périphérie de la ville.

M.-C. Smyrnelis traite de l'émergence du nationalisme, de l'identité ethno-religieuse et de l'affiliation communautaire ou de classe au sein des groupes européens et non musulmans de la cité. À ce sujet, l'auteur relève une gageure, en dépit de la convivialité et du cosmopolitisme de Smyrne, légendaires à la fois auprès des historiens ottomans et des observateurs contemporains. Elle parvient en effet à extraire la notion d'une *Izmir gâvur* (infidèle), à en expliquer la signification, et à appréhender la manière dont s'est formée la diversité culturelle tout aussi renommée de la ville. M.-C. Smyrnelis s'appuie sur la théorie des réseaux sociaux qu'elle applique à un échantillon exhaustif de données issues des archives françaises, complétées par des sources d'archives grecques et néerlandaises, ainsi que par une palette de publications et de cartes contemporaines. Elle met ainsi en lumière la généalogie de familles locales européennes. Celles-ci sont essentiellement françaises, mais également néerlandaises, italiennes et britanniques ou encore ottomanes ou non musulmanes (principalement grecques ou juives), et sont issues de différentes classes sociales, allant de l'élite aux familles occupant une position sociale plus modeste, telles que les Pagy et les Cousinery, ou encore les Salzani et les Caporali.

Enquêtant à la manière d'un « détective historique », telle qu'elle se définit, l'auteur retrace les alliances matrimoniales, les relations personnelles et professionnelles, reconstruit

les réseaux sociaux élaborés par ce biais, parfois au fil des générations, et montre de quelle manière les fortunes modelèrent la ville, avant d'être influencées par elle à leur tour. Le lecteur suit le destin de ces familles au cours du temps, découvre leur position au sein du tissu social urbain, des quartiers géographiques ou du système de classes. Suivre les alliances scellées par les Européens, l'élite citadine locale, non musulmane, ou encore les familles appartenant à une semi-élite, puis observer les chemins d'évolution choisis revient également à analyser la manière dont la croissance socio-économique de Smyrne a façonné la société locale, et les opportunités offertes dans son sillage. Les recherches effectuées par M.-C. Smyrnelis sur la ville au XVIII^e siècle invitent à découvrir un groupe encore jamais étudié par les historiens : des Français disposant de moyens économiques modestes, qui s'établirent dans les îles Égée, cherchant ainsi à s'affranchir des autorités françaises tout en s'intégrant dans une communauté locale principalement grecque.

Le fil rouge de ces deux études est la manière dont les Européens, les Français en particulier, étaient recherchés dans les milieux culturels, sociaux et éducatifs de Smyrne. Les grandes familles marchandes de France, ainsi que celles de Grande-Bretagne et des Pays-Bas, formaient, avec les familles des hauts fonctionnaires ottomans et du corps militaire, la haute élite de la ville. Une élite à laquelle chacun dans la ville essayait d'accéder, si sa fortune était suffisamment importante pour se le permettre. Le français était enseigné dans toutes les écoles, comme le montre H. Georgelin. Nécessaire dans une ville aussi empreinte de commerce international, cette généralisation de l'apprentissage du français découlait de l'impérialisme occidental. Elle était également encouragée par les réformes du Tanzimat qui, dans sa quête de modernité et de renforcement de l'empire, s'orientait vers le monde occidental. Cette quête n'était ni comprise ni partagée par les classes rurales turques et musulmanes, lesquelles restaient défiantes non seulement envers les Européens, mais également envers les communautés non musulmanes de Smyrne.

Pour H. Georgelin, il s'agit d'une des zones où l'hostilité, dans de réelles conditions politiques, devint le point de départ du conflit

social qui entraîna les événements tragiques de 1922. Une des idées fondamentales de son ouvrage réside dans la présence d'une coexistence et de son opposé : le conflit social. L'étude retrace ainsi l'émergence parallèle de ces deux facteurs entre 1880 et 1922. H. Georgelin analyse l'existence ou non des causes fondamentales (les différents nationalismes en particulier) de ces dynamiques au sein de la cité, de l'arrière-pays ou de l'empire lui-même. Il observe en outre les événements de politique extérieure survenus au début du XX^e siècle ainsi que la manière dont l'ensemble de ces éléments provoqua la prééminence du conflit social sur la coexistence, jusqu'à entraîner la disparition de la caractéristique intrinsèque de Smyrne : son cosmopolitanisme.

Jusqu'en 1922, la coexistence et le cosmopolitanisme demeurent présents à différents niveaux dans les relations entre les communautés, ces dernières, parfois mélangées, étant définies par des critères religieux. On constate une acceptation mutuelle, entre les communautés non musulmanes du moins. Lors des fêtes religieuses de chaque groupe, les échanges cérémoniaux de cadeaux, souvent similaires dans leur forme, sont empreints de respect pour la confession et la culture de l'autre communauté.

Pourtant, les programmes scolaires des différents établissements permettent au nationalisme de chaque groupe de semer les graines de la discorde entre les communautés. L'enseignement des autres langues est découragé, à l'exception du français. Si la solidarité de classe se poursuit au sein de l'élite (les riches familles arméniennes peuvent travailler avec les autorités ottomanes), ni les Grecs ni les Juifs ne compatissent aux persécutions endurées par les Arméniens. Autour de la cité, les événements politiques de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, l'altération des relations entre Arméniens et Ottomans, ainsi que l'influence croissante des Jeunes-Turcs et du Comité Union et Progrès (CUP), entraînent d'une part l'émergence d'un nationalisme turc de plus en plus radical et, d'autre part, une méfiance accrue des non-musulmans envers les autorités ottomanes et la communauté turque.

Ces deux études remarquables apportent une contribution pérenne et efficace à l'historio-

graphie de Smyrne. Élaborées au prix d'un minutieux travail de recherche, elles témoignent également de la rigueur du système scolaire français et illustrent l'importance de son rôle dans l'histoire urbaine du Moyen-Orient, importance qui demeure aujourd'hui encore inchangée.

ELENA FRANGAKIS-SYRETT
(traduit par ASTRID STEFFAN)

Lícia Valladares

La favela d'un siècle à l'autre.

*Mythe d'origine, discours scientifiques
et représentations virtuelles*

Paris, Éd. de la MSH, 2006, 229 p.

Il est des mots pièges. À peine prononcés ou écrits, qu'ils charrient avec eux un flot d'images et d'idées préconçues dont il est bien difficile de se libérer. Mais il est aussi des ouvrages salutaires qui aident à prendre la mesure de tels préjugés, en plaçant dans une perspective historique la genèse du mot et du phénomène qu'il est censé décrire, ainsi que la sinuosité de leur développement. De toute évidence « favela » est à ranger dans cette première catégorie, et l'ouvrage que lui consacre Lícia Valladares dans la seconde. Voici une synthèse originale et utile qui prend le parti de lire l'évolution des représentations de la favela à partir du discours des sciences sociales. Les trois parties (la genèse, la transition vers les sciences sociales, et la favela des sciences sociales) indiquent clairement la volonté de l'auteur : élever le discours des sciences sociales sur la favela au rang d'objet d'études. Une vaste bibliographie et un tableau synoptique complètent utilement cet ouvrage.

Dans une première partie, L. Valladares s'attache à comprendre l'origine des représentations savantes sur la favela. À peine le *morro da providência* (bientôt rebaptisé *morro da favela*) commence-t-il à surgir et à imposer la présence de ses baraques précaires dans le paysage de Rio que les discours sur cette forme d'habitat reproduisent ceux qui servaient communément à décrire les *cortiços* (habitat collectif populaire), et l'on assiste, en ce début du XX^e siècle, à un déplacement des stigmates de

la pauvreté et de l'exclusion entre le *cortiço* et la favela. Mais il y a plus original encore, et c'est assurément ici un premier apport de l'étude de L. Valladares : il s'agit du poids symbolique de l'homologie établie entre Canudos, cette communauté millénariste réduite en sang par les armées républicaines, telle que décrite par Euclides da Cunha (1902), et le *morro da favela*. Quelques années plus tard, le célèbre chroniqueur João do Rio, se rendant au *morro da favela*, note qu'en chemin lui « venait à l'esprit l'impression littéraire d'être sur la route qui va au village de Canudos » (p. 23). Cette prégnance est si forte que « la dualité sertão *versus* littoral présente dans le discours d'Euclides da Cunha se retrouve transposée dans les premières images, sous la forme de l'opposition favela *versus* ville » (p. 26). Et ces oppositions, dans la lecture positiviste que les républicains appliquent à la société brésilienne, sont vues comme autant de problèmes à résoudre. Le discours sur la favela prend alors place dans le contexte plus vaste d'une lecture hygiéniste de la ville. C'est d'une certaine manière dans un tel climat intellectuel que, pour la première fois en 1937, le code de la construction de la ville de Rio interdit formellement de former de nouvelles favelas et prévoit leur éradication.

Il faut attendre le tout début des années 1940 pour que les premières études sur les favelas voient le jour, contribuant à fissurer le bloc monolithique du discours sur la favela. L. Valladares a eu accès aux archives privées du médecin Victor Tavares de Moura qui entreprend en 1940 une « Esquisse d'un plan pour l'étude et la solution du problème des favelas de Rio de Janeiro ». En s'appuyant sur un questionnaire précis, il souhaitait établir un ensemble de données statistiques fiables. Ses résultats sont éloquents, qui mettent en évidence la complexité de la favela, la multiplicité des statuts et des formes d'occupation, et « démystifient la vision la plus courante à l'époque, qui prévaut parfois aujourd'hui encore, des favelas comme lieu de criminalité, marginalité et désorganisation sociale » (p. 46).

La deuxième partie s'ouvre sur la période des grandes enquêtes sur la favela. Ici, deux traditions sociologiques se rencontrent : l'école française (marquée par la tradition durkhei-

mienne) et l'école de Chicago. D'un côté, les travaux du père Lebreton dans les favelas de Rio en 1960, de l'autre l'intervention des Peace Corps dans les favelas de Rio – cette organisation d'aide internationale qui accueillait alors nombre de jeunes universitaires des États-Unis. La présentation de l'action de cette organisation – et du relatif échec des initiatives entreprises auprès des *favelados* – est un point fort de cette étude.

On regrettera cependant, dans cette partie, les trop longs développements sur *Économie et Humanisme* ou sur l'école de Chicago qui auraient gagné à être synthétisés de sorte à ne pas perdre de vue l'objet d'étude. C'est par exemple le cas de l'analyse dirigée par le père Lebreton : si de précieuses précautions présentent l'organisation de l'équipe et le croisement des influences méthodologiques, en revanche l'analyse des résultats est bien trop rapidement expédiée.

Ce temps de « transition » (pour reprendre le titre de la deuxième partie), cette écluse entre deux époques, est à l'image de la forge de Vulcain. C'est ici, grâce à la diversité méthodologique de ces travaux et enquêtes, marqués par le refus de stigmatiser *a priori* la favela et ses habitants et le souhait de les réintégrer dans la dynamique de la croissance de la ville de Rio, que prend forme pour la première fois un véritable champ de recherche sur les favelas. C'est ce que reconnaîtra l'anthropologue Manoel Diégues Júnior en 1969, dans l'introduction d'un numéro spécial de la revue *América Latina*, invitant à « considérer la favela comme un thème que les sciences sociales peuvent étudier et analyser ».

Peut alors s'ouvrir la troisième période marquée par l'entrée en scène de l'université. En 1969, le Musée national confie à Anthony Leeds (ancien des Peace Corps) le premier séminaire d'anthropologie urbaine enseigné à Rio, dans lequel il incitera les étudiants à mener de véritables enquêtes de terrain – notamment dans les favelas. Les décennies suivantes confirmeront la place prédominante de l'université dans la production du savoir sur la favela. Mais ce savoir, comme le montre clairement l'auteur, n'est pas si autonome que cela puisqu'il dépend des « politiques incitatives publiques d'études et de recherche, elles-

mêmes liées à la nouvelle politique urbaine » (p. 146) : les universitaires intervenant soit directement à travers des contrats ou sous couvert d'une ONG. D'une certaine manière, cette partie n'est pas la plus originale de l'ouvrage. En revanche, la mise en évidence de trois « véritables dogmes partagés tacitement par la plupart des chercheurs, jamais remis en cause, constituant en quelque sorte l'assise implicite de ce champ de recherche » (p. 156), est fort instructive : l'affirmation de la spécificité (spatiale, culturelle, juridique...) de la favela ; la caractérisation sociale de la favela comme lieu des pauvres et de la pauvreté ; la vision de la favela comme espace uniforme. Voici démontés les *a priori* qui contribuent à imposer d'emblée, dans la littérature des sciences sociales, une vision homogène de la favela – prisme déformant qui gêne la prise en compte de la réalité plurielle et contrastée des favelas.

Une imposante conclusion remet en perspective l'ensemble des résultats. Plus d'un siècle après leur naissance, si les favelas sont encore un lieu privilégié d'activités illégales, elles sont aussi devenues de « véritables espaces marchands, assez hétérogènes, assurant à la fois la circulation des biens nationaux et internationaux et celle de biens et services locaux » (p. 166). On observe également bien souvent leur interpénétration avec l'univers des couches moyennes, à tel point que l'on peut parler d'un mouvement de « dé-ségrégation » qui contribue à une nouvelle appréhension, positive, de la favela.

Le lecteur est parfois dérouté par ce texte encore trop marqué dans sa forme même par l'exercice duquel il est tiré – une habilitation à diriger des recherches. Une introduction plus classique (plutôt qu'une ébauche d'ego-histoire) l'aurait peut-être guidé plus sûrement dans cette enquête installée au croisement instable, mais ô combien fertile, de l'évolution d'un phénomène social et du discours savant auquel il donne forme. Le titre ne rend, il faut bien le reconnaître, que fort maladroitement compte du contenu : ce n'est pas la favela (d'un siècle à l'autre) qui est en jeu, c'est plutôt la structuration d'un savoir « scientifique » sur la favela carioca. Ces quelques remarques ne sont là que pour souligner la qualité et la rigueur de

cette étude sur l'invention de la favela par les sciences sociales, nous offrant par là même une réflexion originale et bienvenue sur l'histoire des sciences sociales au Brésil.

LAURENT VIDAL

Virginie Briand

Manger au quotidien. La vulnérabilité des familles urbaines en Afrique
Paris, IRD/Karthala, 2007, 259 p.

Manger au quotidien, voilà une question centrale aujourd'hui en Afrique, rendue plus aiguë encore par l'augmentation depuis mars 2008 du prix des produits alimentaires et par la multiplication des émeutes de la faim. Au-delà de la conjoncture, cela fait plusieurs années qu'un certain nombre d'économistes, de géographes, d'anthropologues et d'historiens s'interrogent sur la dégradation de la situation alimentaire en Afrique sous l'effet conjugué de la crise économique et des politiques d'ajustements structurels. L'ouvrage de Virginie Briand s'inscrit dans ce renouvellement des travaux d'économie sur la vulnérabilité alimentaire. L'auteure part d'un constat et d'un paradoxe : la sécurité alimentaire est au cœur des difficultés socio-économiques des populations mais elle n'est pas pour autant un objectif premier en Afrique.

Le lecteur découvre rapidement que l'enquête porte moins sur les « familles urbaines en Afrique » que sur celles de Bouaké, ville moyenne au centre de la Côte d'Ivoire dans laquelle trois séries d'enquêtes furent réalisées auprès de 285 ménages entre 1998 et 2000. L'ambition de l'ouvrage est bien évidemment d'aller au-delà de ce cadre monographique afin d'en tirer des enseignements plus généraux pour le continent, et notamment de s'interroger sur les liens éventuels entre l'insécurité alimentaire et la dynamique des ménages en ville. L'architecture du livre, divisé en six chapitres cohérents et fondé presque exclusivement sur les résultats de l'enquête de Bouaké, permet de couvrir de nombreuses interrogations : la capacité des ménages à sécuriser leur alimentation, le mode de fonctionnement des ménages, les transferts en argent, en nature ou en services entre ménages, le poids de l'instabilité des prix et des revenus sur la consomma-

tion alimentaire, les conditions dans lesquelles les ménages prennent des décisions et enfin l'étendue de leurs connaissances dans ces prises de décision.

À grand renfort d'analyses factorielles et de tableaux croisés, l'auteure identifie les nombreuses variables et formes de l'insécurité alimentaire. Celle-ci est diffuse et concerne une immense majorité des ménages. Elle est surtout protéiforme, elle touche plutôt les chefs de ménages femmes ou jeunes, les unités au fonctionnement « autocratique » et/ou isolées de leur communauté. L'augmentation des revenus ne renforce pas nécessairement la sécurité alimentaire, d'autres postes pouvant être simultanément privilégiés (notamment « les dépenses de prestige ou à forte valeur de signes communautaires », p. 129). Les ménages dans l'ensemble privilégient la quantité plutôt que la qualité ainsi que la lutte contre la sensation de faim. « Dans ces conditions, il ne peut y avoir de sécurité alimentaire » (p. 225). Ces conclusions montrent la nécessité d'aller au-delà d'une analyse en termes de pauvreté monétaire pour comprendre l'insécurité alimentaire en Afrique et ailleurs dans le monde.

Ce débat est déjà ancien (fin des années 1950-début des années 1960) mais il a resurgi récemment, notamment dans les milieux de l'anthropologie et de l'histoire économiques. Une ouverture aux autres sciences sociales n'aurait pas été inutile à cet égard. De nombreuses études menées en Europe et en Amérique du Nord révèlent que la part du revenu pour les dépenses alimentaires décline tendanciellement lorsque les revenus des ménages augmentent. Les travaux de Jane Guyer indiquent en revanche que la part consacrée à l'alimentation chez les ménages aux revenus moyens reste stable au Ghana entre 1952 et 1992, en dépit d'une croissance économique non négligeable durant cette période¹. Ces conclusions ont ouvert un débat chez les historiens et anthropologues anglophones sur la signification de cette particularité (liée à la faiblesse d'un système bancaire et d'épargne pour certains, à la « volatilité » des économies africaines pour d'autres), débat dont l'auteure aurait pu avantageusement rendre compte. L'incertitude et la volatilité sont certainement l'un des traits structurants de longue durée de la vie écono-

mique ouest africaine. Dans ces conditions, comment comprendre les césures historiques proposées par l'auteure opposant un aujourd'hui précaire, non sécurisé et instable, à un hier sécurisé et stable ? S'agit-il d'une particularité de la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest ? Ou s'agit-il d'une perception idéalisée d'un passé alimentaire plus stable ? Plus généralement, une analyse de la Côte d'Ivoire des années 1990-2000 s'imposait : est-ce que la situation d'un pays en proie à la « tentation ethno nationaliste » n'a, en aucune manière, influencé les réponses des enquêtés ? La dimension politique de la faim paraît ainsi un peu escamotée alors qu'elle semble devenue centrale dans plusieurs travaux sur l'Afrique².

Ce qu'il y aurait d'urbain dans les comportements alimentaires de ces familles apparaît au final bien peu. Existe-t-il des comportements alimentaires spécifiquement citadins liés, par exemple, à la consommation de viande, Bouaké étant un relais depuis un siècle des troupeaux de bétail du Sahel destinés aux marchés des villes du sud ? Dans son passage concernant le « désarroi urbain » (p. 182-186), l'auteure insiste avec raison sur les inquiétudes, la précarité et l'insécurité, éléments bien réels de la vie citadine mais dont il n'est pas certain qu'ils soient seulement « urbains ». Par ailleurs, la ville en Afrique subsaharienne signifie pour beaucoup des opportunités à saisir et un monde relativement privilégié en termes d'accès à l'éducation et aux soins. Faute d'éléments de comparaison avec le monde rural, il paraît bien difficile de savoir si la vulnérabilité alimentaire est davantage marquée à la ville qu'à la campagne. Ces débats renvoient à des discussions plus larges sur le rapport à l'argent, à la commensalité, à la sociabilité et au rapport ville/campagne qui ont fait l'objet d'abondants travaux et commentaires. Cette dernière remarque est davantage un appel au croisement des regards sur l'alimentation en Afrique qu'une critique destinée à un livre clair, adossé à une conséquente bibliographie en économie et dont les principales conclusions sont indispensables à une meilleure compréhension de la question alimentaire en Afrique.

1 - Jane I. GUYER, *Marginal gains: Monetary transactions in Atlantic Africa*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004, p. 131-151.

2 - Voir, par exemple, Pierre JANIN et Charles-Édouard de SUREMAIN, « La question alimentaire en Afrique : risque et politisation », *Revue Tiers Monde*, 184, 4, 2005, p. 727-736.

**Véronique Dupont
et Djallal G. Heuzé (éd.)**

La ville en Asie du Sud.

Analyse et mise en perspective

Paris, Éd. de l'EHESS, « Purushartha-26 », 2006, 435 p.

Cette étude comparative sur le thème de la ville en Asie du Sud porte sur les « dynamiques urbaines et les recompositions sociales et spatiales ». L'objet d'étude géographique, la ville indienne, donne un autre angle d'approche aux préoccupations centrales de la collection Purushartha dont est issu ce numéro, consacrée aux dynamiques identitaires dans le sous-continent indien. L'approche est pluridisciplinaire et chaque article est suivi d'une discussion par un spécialiste d'une autre zone géographique (Brésil, Chine, Proche-Orient, Europe) qui fait ressortir des points de théorie. La comparaison est rendue d'autant plus possible par le thème des études urbaines ; ce que Laurent Coudroy de Lille nomme « la ville comme champ de la comparaison des recherches analogiques » (p. 168). Comme le spécifient les auteurs, l'objectif de cette démarche s'inscrit toutefois dans le champ des études indiennes : « souligner les dimensions originales et spécifiques des faits urbains en Asie du Sud et identifier les phénomènes et dynamiques de portée plus générale » (p. 16). Six monographies de villes indiennes, complétées par une étude sur le Pakistan (Karachi) et une sur le Népal (Katmandou), entendent analyser des processus et des phénomènes « dans le contexte de villes particulières ».

Le niveau d'urbanisation du sous-continent indien est parmi les plus faibles du monde (31 % en 2005), malgré l'ancienneté du fait urbain et l'existence contemporaine de villes de taille géante. Ce contraste est mis en perspective en introduction par un récapitulatif méthodique des contours de l'urbanisation en Asie

du Sud. Les campagnes, dont le lien essentiel à la ville et à ses processus d'urbanité sera démontré dans plusieurs contributions, gardent une « capacité de rétention » tant économique (solidarité familiale et systèmes d'entraide informelle) qu'affective et structurelle. Les réseaux villageois y forment non seulement une valorisation mémorielle, mais aussi des structures *sine qua non* par lesquelles la mobilité temporaire ou durable peut s'opérer efficacement vers la ville. Toutefois, l'émergence de mégapoles, coexistant avec un maillage de bourgs, de petites et de moyennes villes, apparaît aussi comme un trait marquant de l'urbanisation actuelle.

Ces mégapoles, structurées par l'impact de la colonisation dans la planification urbaine et dans leurs fonctions sociospatiales (Mumbai¹, Chennai, Karachi, New Delhi), semblent à première vue pouvoir être définies comme un produit du gigantisme. Elles opèrent un mouvement croissant de concentration de population. Ce processus de métropolisation avec son risque de déséquilibre de l'armature urbaine fait que plusieurs d'entre elles sont classées parmi les vingt mégapoles mondiales. Elles aspirent à devenir des villes autonomes dans leurs décisions politiques et financières (Loraine Kennedy), des lieux d'accumulation des richesses, du savoir et des décisions politiques. La concentration en accéléré des hommes et des emplois sur leur territoire recompose l'habitat et la morphologie de l'espace vécu (Annick Hollé). La grande ville permet l'échange et la confrontation de différents acteurs sociaux (Michel Boivin) et doit en maîtriser les processus inhérents comme les problèmes d'accès au logement, la détérioration des services ou la pollution de l'eau et de l'air. Dans ses projections élitistes, elle aspire à devenir une ville-vitrine d'une certaine modernité, sur des modèles exogènes réappropriés (Djallal Heuzé), matérialisés par les centres financiers et les considérations hygiénistes (Véronique Dupont). Cet idéal se confronte à la réalité hétérogène de ces urbains, aux processus de fragmentation et, finalement, à l'échec des planifications. Ses acteurs politiques sont tiraillés entre la pression des considérations économiques et la nécessaire prise en compte des différentes requêtes des habitants (Hélène Rivière d'Arc).

Ce sont essentiellement ces métropoles qui seront étudiées. Les auteurs les définissent par leur poids démographique, mais aussi, en s'appuyant sur des travaux d'urbanistes récents², par la rupture fondamentale qu'elles contiennent dans les rapports ville-production et ville-territoire. Les ruptures et les lignes de continuité sociologiques qu'induit l'émergence de ces métropoles pour l'ensemble de la société constituent la toile de fonds des contributions du recueil.

La première partie de l'ouvrage interroge les changements induits par le modèle de planification urbaine britannique et par l'impact de la mondialisation accrue de l'économie sur l'organisation spatiale. L'espace urbain, qui est avant tout un espace conçu (imaginé) et vécu, est recomposé par les changements sociopolitiques. Ainsi, Anne Viguier, à partir d'une étude historique sur les villes tamoules, confronte les différents mythes fondateurs qui légitiment un espace urbain comme réceptacle des pouvoirs temporel et spirituel avec la lecture coloniale de cette urbanité. Tandis que le pouvoir politique indigène des villes a reculé, la vision coloniale reposait sur un prototype de la ville sud-indienne comme ville temple. Cette relecture implique une modification du rapport à la ville. D'autant plus qu'en période précoloniale, il existait vraisemblablement des réseaux de villes, souvent fondées sur des légitimités royales, où la mobilité des biens et des personnes assurait une continuité avec la campagne et la création ou la disparition d'autres espaces urbains. A. Hollé souligne l'impact de la pression démographique, due aux flux des migrants, et de la mondialisation des idées sur l'habitat. Le noyau historique de Katmandou, peuplé en majorité de Newars, avec ses petites maisons et le tracé de ses rues contraste avec les nouveaux quartiers étendus, où l'habitat au centre d'un terrain clos dénote une attitude sociale différente. Au-delà de la rupture visible dans l'organisation spatiale, l'auteur montre la variété des référents à l'œuvre. Si le style d'architecture peut s'inspirer des maisons dites des classes moyennes états-uniennes, ceci n'abolit pas les consultations préliminaires chez l'astrologue avant l'achat d'un terrain. Les textes de V. Dupont et de Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky interrogent la place, de plus en plus contestée, des bidonvilles dans le

centre des villes. Ces *slums*, nés de la pression foncière, évoquent moins par leurs organisations, leurs structures de parenté et leurs particularités architecturales que par leurs référents affectifs l'unité des villages d'origine des migrants. Ces villages mumbaïtes hybrides créent du lien social, insèrent dans la vie politique locale par le biais des comités de caste (*panchayat*) et des organisations militantes (*Shiv Sena*), et gèrent l'arrivée des migrants qui répond souvent à des besoins de main-d'œuvre dans le centre. Cependant, ces quartiers de même que nombre d'habitations anciennes du centre sont régulièrement réprochés comme menaçants. Ce stigmatisme légitime les actions « de nettoyage » des planificateurs (V. Dupont). L'éradication des bidonvilles et la remise en cause de l'obligation de réinstallation ne sont pas sans violence pour les habitants puisqu'ils supposent une exclusion de la ville. En somme, cette urbanisation informelle face aux enjeux fonciers et immobiliers est un révélateur des luttes pour l'occupation de l'espace de la ville.

La deuxième partie prolonge cette réflexion. La ville, puisqu'elle concentre différents acteurs aux intérêts divergents « est-elle nécessairement porteuse de violence » (Jean-Charles Depaule)? Les fragmentations communautaires de l'espace et le cloisonnement favorisent l'accroissement de la violence. La violence urbaine apparaît comme multiforme (ethnique, sectaire, politique). Elle est exacerbée par les défaillances des infrastructures de base et par l'insuffisance des plans de développement urbain. Elle prend également racine dans une méconnaissance de l'Autre et un rapport ambigu à la violence, entre idéalisation et instrumentalisation d'attitudes dures et images iréniques de l'harmonie qui s'accompagnent d'un rejet du caractère violentogène sur l'Autre, comme le révèle l'étude sur Mumbai (D. Heuzé). Deux contributions, riches en détails, se complètent afin de démêler l'écheveau de cette violence à Karachi et à Mumbai. Karachi, ville née du colonialisme, capitale économique de l'utopie pakistanaise, terre promise des immigrants musulmans indiens, fait face à l'imbroglio des valeurs et revendications communautaires (Mohajirs, Sindhis, Pathans, Baloutches et autres minorités religieuses). Le repli communautaire est une conséquence de

cette fragmentation spatiale et conflictuelle. La violence maintient-elle de fait le lien social entre ces différents acteurs? L'auteur interroge : jusqu'où les communautés et les ONG peuvent-elles défragmenter la société vers une conscience nationale, afin de pallier à un État jugé défaillant? Si la campagne peut avoir des conflits armés que ne connaît pas la ville, ces textes montrent que les émeutes urbaines se situent dans un contexte plus large de tensions sociales nationales. La présence plus forte d'un État policier dans la ville attise l'offensive.

Ces recompositions sociospatiales et ces violences urbaines sont-elles aussi liées à des transformations économiques et quelles sont les perspectives futures que l'on peut en dégager? Giulia de Ponte, à partir du cas de Kanpur (plaine gangétique), ville dont l'économie était tournée vers l'industrie du cuir, examine les restructurations qui résultent de la désindustrialisation, de la fin d'un monde où l'ordre industriel, modèle importé mais fortement réapproprié, réglémentait le jeu politique de la ville (réseaux de pouvoir, leaders syndicaux, protection du salariat). Dans quelle mesure l'économie informelle ou « endogène », les rapports d'appartenance non plus de classes mais de castes et la territorialisation des réseaux sociaux par le biais de partis politiques populistes (partis nationalistes hindous comme le Bharatiya Janata Party) peuvent-ils désamorcer ces ruptures économiques et assurer une continuité? D'autant plus qu'aujourd'hui, le critère déterminant de la croissance ne repose plus uniquement sur le développement industriel mais surtout sur des pôles d'activités industrielles et d'expertise, en somme une conversion du tertiaire au tertiaire supérieur qui s'inscrit aussi par sa position déterminante sur le territoire de la ville. Comme le montre L. Kennedy, leurs investissements sont supposés dépendre moins des politiques publiques que des financements privés. Cette dérégulation de l'économie a été rendue possible par les réformes indiennes de 1991 (politique de libéralisation économique accompagnée d'une décentralisation politico-administrative). Les États voire les villes en compétition doivent élaborer des stratégies pour attirer les investisseurs. Il en résulte des nouvelles polarisations spatiales (à l'intérieur et autour des villes) et un risque de déséquilibre régional. Quant à la

gestion urbaine, les entreprises peuvent-elles gérer la question sociale et le marché peut-il régler par lui-même des situations sociales complexes ?

On le voit, l'ouvrage ouvre sur une multitude d'analyses et le lecteur, indianiste ou intéressé par les problématiques actuelles en géographie ou en économie, peut être tenté soit d'opérer un tri, soit de lire l'ensemble puisque les contributions apportent chacune des questionnements complémentaires. Toutefois, l'ouvrage, dans la maturité des analyses fournies, semble avoir moins pour objectif de faire un bilan de l'état des recherches que de mettre en perspective les nombreuses problématiques que soulève le sujet. L'intitulé « la ville » aurait pu supposer une homogénéisation du fait urbain. Cependant la comparaison fait ressortir les spécificités des villes indiennes : réseaux de villes anciennes et nouvelles, indigénisation et sacralité de l'espace, prise en charge de l'urbanisme par les castes, espace imaginé comme une segmentation communautaire, assimilation des modèles exogènes à des configurations historiques locales, etc. Comme le souligne L. Coudroy de Lille, l'analyse est circonscrite dans une période historique (XIX^e-XXI^e siècles) et fait ressortir les mutations contemporaines au moment d'un glissement vers de nouvelles perceptions englobantes sociales et économiques, ce que l'on appelle en d'autres termes la mondialisation. D'autres angles d'approche auraient pu être possibles autour de cette problématique. Ce sont notamment l'analyse des représentations et des dynamiques urbaines des élites instruites et anglicisées, dont l'enchevêtrement des références mériterait une étude à part entière. Ce sont également les processus d'appropriation indigène du territoire : la resacralisation de la ville, les grandes fêtes communautaires (comme celle de Ganesh à Mumbai ou à Pune) ou l'accommodation du bazar indien aux transformations économiques. L'ouvrage ne pouvait tout traiter en monographies, mais il a le mérite de faire le point sur tous ces questionnements de recherche.

CHRISTELLE BRUN

1 - La capitale du Maharashtra, Bombay, a été officiellement rebaptisée Mumbai en janvier 1996

après une campagne des mouvements nationalistes hindous visant à affirmer l'identité régionale. Marie-Caroline SAGLIO, « Mumbai : mutations spatiales d'une métropole en expansion », *Mappemonde*, 62, 2001, p. 26-31.

2 - Émile LE BRIS et Gustave MASSIAH, « Des villes aux mégapoles », in T. PAQUOT (éd.), *Le monde des villes. Panorama urbain de la planète*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1996, p. 29-43.

Catherine Nicault

Une histoire de Jérusalem (1850-1967)

Paris, CNRS Éditions, 2008, 293 p.

Catherine Nicault contribue depuis longtemps à l'approfondissement et à la diffusion en France des connaissances disponibles concernant l'histoire contemporaine de Jérusalem. En 1999 déjà, elle avait su renouveler, pour un public élargi, le panorama d'une ville toujours sanctifiée mais rarement historicisée¹. La synthèse qu'elle propose aujourd'hui va cependant beaucoup plus loin. Dès l'avant-propos, elle affirme vouloir participer à ce que l'on pourrait appeler une « profanation » salutaire de l'historiographie de la Ville sainte, en cherchant à contourner les insaisissables « citoyens spirituels » de la ville pour mieux rencontrer ceux qu'elle appelle « ses habitants réels ». Retrouver la ville réelle sous la ville rêvée, la ville profane sous la ville sacrée, la morphologie urbaine concrète sous les enjeux spirituels et géopolitiques, telle est l'ambition clairement affichée de l'auteur. Au-delà de ce changement de méthode, C. Nicault poursuit un objectif bien précis : interroger « les origines politiques et psychologiques du divorce intervenu, au milieu du XX^e siècle, entre les populations de Jérusalem [...], les modalités du passage du vivre ensemble à la ségrégation spatiale » (p. 6). Enquêter, en clair, sur la préhistoire d'une partition territoriale engagée dès les années mandataires, consommée en 1948, provisoirement gommée en 1967, et creusée depuis chaque jour davantage au rythme du conflit israélo-palestinien. En se situant ainsi en amont du drame, C. Nicault fait le pari d'une « modeste contribution à l'intelligibilité du présent grâce aux outils de l'histoire » (p. 6), mais elle replace surtout le cas de Jérusalem – généralement présenté comme irréductible

et exceptionnel – dans la longue série des villes ségréguées, divisées ou segmentées, de Belfast à Berlin. Cette réinscription du cas Jérusalem au sein d'une catégorie historiographique élargie est en soi une première avancée, qu'il convient de saluer.

Cette opération de « banalisation » permet à C. Nicault d'évacuer fermement l'entêtante question des origines mythiques de la ville, pour se concentrer sur le temps profane d'une histoire résolument contemporaine. Pour ré-urbaniser l'histoire de Jérusalem, C. Nicault installe en effet son récit dans une séquence bien choisie, qui court des années 1850 à 1967. Ce long siècle lui permet d'ouvrir une brèche au sein de la dramaturgie téléologique qui parcourt l'historiographie traditionnelle de la ville, généralement polarisée entre une approche strictement religieuse et communautaire d'une part, et une approche strictement géostratégique et géopolitique d'autre part. Entre l'agrégat de « lieux saints » et la ville « champ de bataille », C. Nicault démontre qu'il existe une place pour une histoire *urbaine* de la ville, qui ferait justice à sa notabilité locale, à ses capacités de modernisation, à son dynamisme endogène et partagé. Sur ce point, nous ne pouvons qu'appuyer la démonstration : « ville consulaire et cosmopolite » dans les années 1900, Jérusalem est alors le théâtre d'une indéniable « paix civile », pour reprendre les termes de l'auteur qui insiste sur le caractère imprévisible du « divorce » qui s'installera quelques décennies plus tard. La responsabilité historique du processus de polarisation communautaire, de dissociation sociale puis de ségrégation spatiale est donc clairement établie selon C. Nicault : ce sont dans les années 1920 et 1930 du mandat britannique que les subtils équilibres démographiques et politiques ont été irrémédiablement rompus par les errements d'une administration coloniale britannique tout à la fois aventureuse et incohérente. Là encore, la démonstration mérite d'être mieux diffusée au sein du lectorat français, généralement mal renseigné sur les apories intrinsèques du projet mandataire britannique, tour à tour traversé de millénarisme rétrograde et de modernisme tapageur, d'incontestables sympathies sionistes et d'incantatoires gesticulations pro-arabes.

Le contenu de cet ouvrage de synthèse intègre un certain nombre d'avancées historio-

graphiques obtenues ces dernières années par les chercheurs grâce à une fréquentation plus assidue des archives locales et ottomanes. C'est le cas en particulier concernant les évolutions de la morphologie urbaine à la fin de l'époque ottomane, même si l'on peut regretter que cette analyse s'organise de façon encore trop compartimentée, survolant tour à tour les grands segments communautaires de la Ville sainte. Mais c'est incontestablement le chapitre concernant l'analyse des processus de modernisation administrative de la ville à la fin du XIX^e siècle qui apportera au lecteur français les éléments les plus inédits. De ce point de vue, les quelques pages réservées aux processus de municipalisation des pouvoirs urbains et à l'affirmation d'une authentique « communauté citadine », inspirées des travaux les plus récents, contribueront sans doute à déplacer le curseur d'une historiographie jusqu'ici rétive à aborder ces thématiques jugées trop profanes. Dans le même ordre d'idées, les pages consacrées aux aspects les plus techniques et les plus quotidiens de la vie citadine, autour des questions d'alimentation en eau potable notamment (« la soif de Jérusalem »), permettent d'approcher la Ville sainte dans toute sa matérialité et dans toute sa complexité, mais également dans sa globalité, dimension qui manque généralement dans la bibliographie pléthorique disponible sur le sujet.

On pourrait sans doute ajouter quelques nuances à cette lecture globalement positive : du fait de l'effort louable de synthèse, les différents sujets ne sont souvent abordés que de façon segmentée, ce qui empêche l'auteur de suivre véritablement ses questionnements tout au long de l'ouvrage. C'est particulièrement vrai de la problématique municipale, pourtant éminemment stratégique pendant le mandat : on s'attarde longuement sur la « municipalisation » des années 1880-1910, puis le sujet s'évapore pour ne plus faire l'objet que de trop brèves incursions. L'épisode des élections municipales de 1934 (défaite du « modéré » Ragheb Bey Nashashibi), pourtant essentiel dans le processus de déstabilisation des institutions mandataires, est ainsi purement et simplement occulté.

Une autre limite de cet ouvrage de synthèse réside précisément dans son parti pris de départ : le salutaire effort de distinction entre

une ville « réelle » et une ville « rêvée » conduit l'auteur à une valorisation de la première au détriment de la seconde, ce qui l'empêche parfois de mener une réflexion véritablement dynamique sur les interactions des deux ordres de ville, sur les processus de sanctification des hauts lieux de la mémoire urbaine, sur les phénomènes d'appropriation et de concurrence mémorielles qui se jouent non pas seulement à l'échelle de la ville tout entière, mais aussi sur certains segments très circonscrits du territoire urbain. Le projet, pleinement assumé par l'auteur, de proposer une histoire « profane » de la Ville sainte semble constituer de ce point de vue la première étape d'une indispensable reconquête historique de Jérusalem. Cette première étape, nécessaire et décisive, permet

de mettre à distance les fantasmes et les imaginaires qui se déploient sur les points chauds d'un paysage urbain singulier; la seconde étape, qui reste en tous points à concevoir, à construire et à écrire, devrait s'attacher à ressaisir les phénomènes d'élaboration mémorielle pour en faire d'authentiques objets d'histoire. À Jérusalem sans doute plus encore qu'ailleurs, faire l'histoire de la mémoire, refuser désormais cette symétrie trompeuse, tel semble être aujourd'hui le défi majeur de l'historien.

VINCENT LEMIRE

1 - Catherine NICAULT (dir.), *Jérusalem 1850-1948. Des Ottomans aux Anglais : entre coexistence spirituelle et déchirure politique*, Paris, Autrement, 1999.

